



**UFR 02**

**Licence d'économie, première année (L1)**

**THEORIES ECONOMIQUES COMPAREES 1**  
**Prix et répartition**

**Cours de Laurie Bréban, Jean Dellemotte et Christophe  
Ramaux**

**Année Universitaire 2023-2024**

# **THEORIES ECONOMIQUES COMPAREES 1**

## **PRIX ET REPARTITION**

### **Table des matières**

Dossier 1 : Introduction à l'économie politique classique. Adam Smith et La division du travail **(p. 4)**

Dossier 2 : Valeur et prix chez David Ricardo **(p. 23)**

Dossier 3 : La théorie ricardienne de la répartition **(p. 32)**

Dossier 4 : Karl Marx, la marchandise et le travail **(p.42)**

Dossier 5 : Karl Marx, exploitation et plus-value **(p. 51)**

Dossier 6 : Les origines de la théorie néoclassique : Léon Walras **(p. 68)**

Dossier 7 : Les origines de la théorie néoclassique : John Bates Clark **(p. 76)**

Sujets d'examen 2001-2018 **(p. 84)**

Bibliographie **(p. 90)**

---



# Dossier 1 : Introduction à l'économie politique classique

## Adam Smith et la division du travail

### CONTENU DU DOSSIER

- Texte 1 : Joan ROBINSON & John EATWELL, *L'économie moderne*, Traduction française, Ediscience, Paris, 1975 (extrait).
- Texte 2 : Adam SMITH (1776), *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), traduction de G. Garnier, Paris, Garnier Flammarion 1991.  
Livre 1, chapitre 1 (extraits).
- Texte 3 : Adam SMITH (1776), *op. cit.*, Livre 1, chapitre 2 (extrait).
- Texte 4 : Adam SMITH (1776), *op. cit.*, Livre 1, chapitre 3 (extrait).
- Texte 5 : Adam SMITH (1776), *op. cit.*, Livre 5, chapitre 1, section 3, art. 2 (extrait).  
Livre premier, chapitre XIV : Division du travail et manufacture (extraits).
- Texte 6 : Adam SMITH (1776) *op. cit.*, Livre 2, chapitre 3 (extraits).
- Texte 7 (facultatif) : Karl MARX (1867), *Le Capital. Critique de l'économie politique (1867). Livre premier: Le développement de la production capitaliste*, Traduction française de Joseph Roy entièrement revue par Karl Marx
- Texte 8 (facultatif) : Karl MARX (1867), *Un chapitre inédit du Capital*, Traduction de Roger Dangeville, « Travail productif et improductif » (extraits)

### PRESENTATION

On a coutume d'appeler « économie politique classique » le courant de pensée qui fait suite au mercantilisme (XVI<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècles) et à la physiocratie (XVIII<sup>e</sup>), et s'étend d'Adam Smith (1723-1790) à John Stuart Mill (1806-1873). Le terme est cependant trompeur. Il sous-entend en effet que l'on aurait affaire à un corpus théorique homogène, alors que les analyses des principaux représentants du courant « classique » divergent souvent sur des points essentiels. Par exemple : Smith et Ricardo n'ont pas les mêmes analyses de la valeur et de la répartition<sup>1</sup>, celle du second s'inscrit même en contradiction par rapport à celle du premier ; Robert Malthus pense que les crises de surproduction sont inhérentes au fonctionnement du capitalisme, alors que Ricardo, partisan de la « loi des débouchés » de J.-B. Say, nie leur éventualité. Malgré cette hétérogénéité, les analyses des « classiques » convergent quant à l'*objet* qu'elles étudient : la production et l'accumulation de la richesse (matérielle et non monétaire) et sa répartition entre les classes sociales (**texte 1**).

Adam Smith (1723-1790) est, à tort ou a raison, considéré comme le père fondateur de ce courant de pensée et, partant, de la réflexion économique moderne. Il fut surtout l'une des figures intellectuelles les plus éminentes du siècle des lumières, dont les travaux embrassent les thèmes les plus divers, tels que la morale, la jurisprudence, la philosophie des sciences, la rhétorique, l'histoire, ou encore les arts imitatifs. Alors qu'aujourd'hui on retient surtout son œuvre économique, lui-même s'est toujours présenté comme professeur de philosophie morale (dont il détint la chaire à la prestigieuse Université de Glasgow de 1652 à 1664), et considérait son propre traité en la matière, la *Théorie des sentiments moraux* (1759), comme son ouvrage le plus important. Par ailleurs, la majorité des commentateurs ont hélas longtemps véhiculé une image caricaturale de sa pensée, extrapolée de quelques extraits célèbres de la *Richesse des nations* sortis de leur contexte. Ainsi l'a-t-on présenté comme un philosophe de l'égoïsme, comme l'avocat inconditionnel des intérêts capitalistes, ou comme un chantre de l'Etat minimal. Il convient donc de se garder de cette lecture biaisée lorsqu'on lit son œuvre.

---

<sup>1</sup> Seules celles de Ricardo seront discutées dans le cadre du cours.

Dans le cadre de ce premier dossier, nous nous intéresserons essentiellement à son analyse de la division du travail. Si le thème est déjà envisagé dès l'Antiquité chez des auteurs comme Platon ou Aristote, Smith est en effet l'un des premiers, avec son contemporain Adam Ferguson (1723-1816), à en élaborer une analyse systématique et détaillée. C'est d'ailleurs sur ce thème que porte le premier chapitre de la *Richesse des nations*, illustré à l'aide du célèbre exemple de la manufacture d'épingle. Smith y présente la division du travail, grâce aux gains de productivité qu'elle occasionne, comme l'un des principaux moteurs de l'enrichissement national (**textes 2 et 3**). Observateur perspicace, il note toutefois que celle-ci trouve sa limite dans l'étendue du marché, c'est-à-dire, des débouchés solvables (**texte 4**), et regrette que son extension tende à déshumaniser et désocialiser les travailleurs (**texte 5**), thème que Marx développera dans ses travaux sur l'aliénation. Enfin, Smith est à l'origine d'une distinction fameuse entre travail productif et improductif (**texte 6**), qui sera discutée par Marx et continue aujourd'hui à faire débat.

Sont inclus au dossier, en contrepoint, deux textes de Karl Marx, qui sera étudié plus tard dans le semestre. Son analyse présente en effet des similitudes mais aussi des différences sensibles avec celle de Smith, sur les thèmes de la division du travail (**texte 7**) et de la distinction entre travail productif et improductif (**texte 8**).

⇒ **concepts importants** : *richesse, production, répartition, division du travail, échange, travail productif.*

**QUESTIONS** (NB : *les questions des dossiers sont principalement destinées à vous guider dans votre lecture des textes*)

#### Texte 1

- 1 – Quels sont les mécanismes qui se trouvent à la base de la croissance économique d'après les « classiques » ?
- 2 – Quels sont les enjeux du problème de la répartition dans l'économie politique « classique » ?

#### Textes 2, 3, 4, 5

- 3 – De quels types de division du travail parle Smith ?
- 4 – Comment la division du travail contribue-t-elle à l'opulence des sociétés ?
- 5 – Quels sont les trois avantages de la division du travail ?
- 6 – Quel principe est à l'origine de la division du travail selon Smith ?
- 7 – Pourquoi l'étendue du marché limite-t-elle la division du travail ?
- 8 – L'extension de la division du travail est-elle, d'après Smith, sans danger pour les travailleurs ?

#### Texte 6

- 9 – Expliquez la distinction entre travail productif et improductif.
- 10 – Quels sont les rapports entre capital et travail productif, et entre revenu et travail improductif ?
- 11 – Quel statut occupe l'épargne dans l'accumulation du capital ?

#### Texte 7 (facultatif)

- 12 – Sur quels aspects l'analyse de Marx de la division du travail dans la manufacture se rapproche-t-elle de celle de Smith ? Et sur quels points s'en écarte-t-elle ?
- 13 – Quelles différences relève Marx entre division technique (dans la manufacture) et division sociale du travail ?

#### Texte 8 (facultatif)

- 14 – En quoi le critère de démarcation entre travail productif et improductif mis en évidence par Marx diffère-t-il de celui de Smith ?

Texte 1 : Joan ROBINSON & John EATWELL

***L'économie moderne***

Traduction française, Ediscience, Paris, 1975 (extrait).

### **L'économie politique classique**

La montée de l'industrie rendit désuète la vision des physiocrates ; néanmoins leurs successeurs — l'école classique — qui cherchaient à analyser la dynamique de la nouvelle société industrielle, leur empruntèrent la conception d'un fonctionnement de l'économie fondé sur l'organisation en classes sociales.

Le prestige d'Adam Smith (1723-1790) éclipsa toute la philosophie économique antérieure. La publication de *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations — An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* (1776) — annonça le règne d'une conception des affaires économiques qui devait durer presque un siècle. C'est à cette époque que l'économie politique acquit un statut distinct de celui de la philosophie sociale.

Le large assortiment d'idées de Smith a été ensuite formalisé et développé dans un cadre analytique plus rigoureux par David Ricardo (1772-1823), agent de change londonien en retraite, qui devint membre du Parlement et exerça une grande influence sur l'opinion à propos de tous les problèmes économiques contemporains.

C'est en s'acharnant à saisir le sens des problèmes pratiques que Ricardo s'enfonça dans la théorie. Plus que Quesnay. Il mérite le titre de père de l'économie moderne, car il inventa la méthode d'analyse que nous appelons la construction d'un *modèle*.

Cette méthode consiste à isoler les éléments essentiels et décantés d'un problème, à renoncer à tous les détails non pertinents, et à examiner l'interaction entre ses composants. Quand les entités choisies et leurs modes de fonctionnement correspondent en gros à la réalité, les relations que l'on peut déduire de la manipulation du modèle sont très instructives. Mais on court toujours le risque d'avoir exclu du modèle quelque élément important dans le concret, de sorte que les conclusions tirées du modèle ne peuvent absolument pas s'appliquer à la situation réelle.

[.....]

## 1. LES IDÉES FONDAMENTALES

### **a) Une analyse en termes de classes sociales**

Les concepts fondamentaux de l'analyse classique contiennent implicitement les caractéristiques économiques des classes sociales. L'ossature empruntée au tableau des paysans, des propriétaires terriens et des artisans décrit à l'origine par Quesnay, fut transformée par Adam Smith en une structure composée de travailleurs, de capitalistes et de propriétaires terriens. Le niveau de consommation des travailleurs était proche du minimum de subsistance, le rôle des capitalistes était d'accumuler, et la consommation des propriétaires terriens était une ponction opérée sur le surplus disponible pour l'accumulation. Puisque ces trois classes obtenaient leurs revenus de manière différente, le partage entre elles du produit total constituait l'axe du développement de l'économie.

A propos des « trois grands ordres » de la société, Smith écrit :

*« La production annuelle globale de la terre et du travail de chaque pays ou, ce qui revient au même, le prix total de cette production annuelle, se partage de soi-même, comme on l'a déjà remarqué, en trois parts : le loyer de la terre, les salaires du travail, et les profits du capital, et procure ainsi un revenu aux trois catégories sociales... Selon les diverses proportions du partage [de la production annuelle globale] entre ces... différents ordres de la population, sa valeur courante ou moyenne doit, d'une année sur l'autre, augmenter, diminuer ou rester constante. »*

Et Ricardo, après un énoncé analogue, déclare que

*« déterminer les lois qui régissent cette répartition, voilà le principal problème de l'économie politique. »*

Les définitions de Smith étaient moins précises que celles de Ricardo, et sa philosophie morale, fondée sur la loi naturelle, le conduisit à désavouer l'absence de chaleur dans les relations humaines telles que les verra Ricardo l'utilitariste.

De nombreuses observations de Smith sembleraient aujourd'hui extrémistes. Sur la position sociale des propriétaires terriens, il notait :

*« Dès que la terre d'un pays est devenue propriété privée, les propriétaires qui, comme tous les hommes, aiment moissonner ce qu'ils n'ont pas semé exigent un fermage même sur le produit naturel de la terre »*

Et il voyait la « libre compétition » entre le patron et l'ouvrier d'un oeil aussi candide :

*« Les patrons adhèrent toujours et partout à une sorte de pacte tacite, mais constant et universel, qui consiste à ne pas augmenter les salaires. Violer ce pacte est partout considéré comme un acte très impopulaire, et entraîne les reproches des voisins et des pairs du patron qui le commet. En vérité on entend rarement parler de ce pacte habituel car, il faut l'avouer, personne n'entend jamais parler de ce qui est habituel. »*

Mais l'essentiel de l'argumentation d'Adam Smith réside dans un plaidoyer en faveur de l'augmentation du pouvoir du capitalisme industriel et dans un appel à délivrer des restrictions gênantes le libre jeu de l'intérêt personnel.

*« L'homme a presque constamment l'occasion de recevoir une aide de ses frères, mais il attendra vainement s'il compte uniquement sur leur bonne volonté. Il sera mieux inspiré s'il peut intéresser leur amour-propre à son avantage et s'il leur démontre qu'il y va de leur profit de faire ce qu'il leur demande. Qui propose un marché se propose d'agir ainsi. Donnez-moi ceci, que je veux, et vous aurez cela, que vous voulez, telle est la signification de toute offre de ce genre. Et c'est de cette manière que nous obtenons les uns des autres la majeure partie des services dont nous avons besoin. Nous n'attendons pas notre dîner de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger, mais de l'attention que chacun d'eux porte à son propre intérêt. Nous nous adressons non à leur sens humanitaire, mais à leur égoïsme ; nous ne leur parlons jamais de nos propres besoins, mais seulement des avantages qu'ils en tireront. »*

Mais l'intérêt personnel qu'il fallait laisser jouer était celui du marchand et de l'employeur de main d'oeuvre. Il ne fallait pas tenir compte de l'intérêt personnel des travailleurs. Quand l'artisan perd ses outils et sa clientèle, il est réduit à la dépendance salariale. C'est l'employeur qui cueille les fruits de l'efficacité et de la discipline imposées par le travail en usine. Pour Adam Smith, les salaires constituaient une partie du coût de production, au même titre que le fourrage d'un cheval de labour. La richesse des nations n'incluait pas la consommation des travailleurs, mais seulement le surplus de la production sur les coûts, car le surplus pouvait être réinvesti pour s'accroître, dans une spirale allant toujours s'élargissant.

## **b) Le capital conçu comme une avance d'argent**

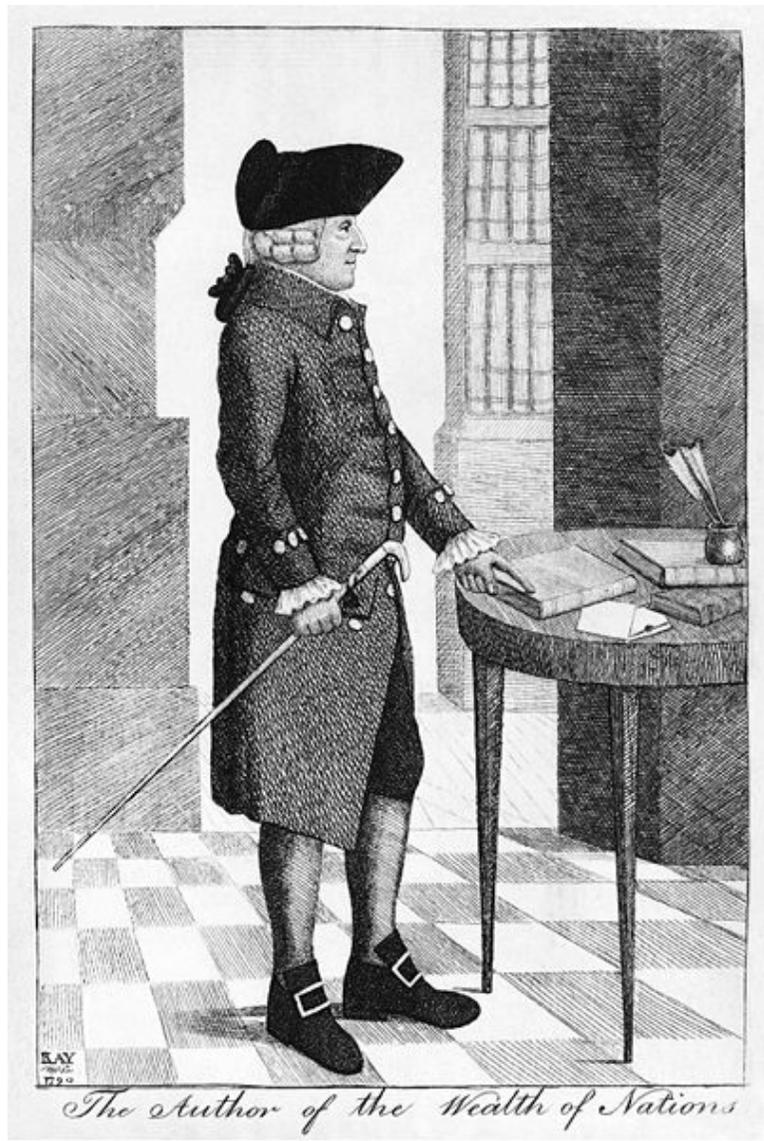
Pour les économistes classiques, le seul facteur fondamental de production est le travail, plus précisément le travail manuel. Ainsi, à part les « dons de la nature », seul le travail humain crée la richesse. Le monde physique n'est que l'ensemble des conditions qui assurent l'environnement, dans lequel le travail humain constitue l'élément moteur.

L'organisation, dans le temps, du processus de production requiert des avances car il faut verser le salaire au travailleur avant l'achèvement du produit. Grâce à l'avance de salaires consacrée à la création d'outils encore plus perfectionnés, la productivité du travail est sans cesse améliorée. Ainsi, le *capital* devient le maître des ressources grâce auxquelles les capitalistes deviennent les maîtres du travail. Dans un sens général, le capital est, chez les classiques, un *fonds de salaires* ; une machine est la matérialisation de la dépense passée du fonds de salaires, qui a ainsi franchi un stade de la production.

[.....]

## **d) L'analyse dynamique**

Les économistes classiques ont cherché à découvrir les « lois du mouvement » des économies capitalistes. Leur analyse était nécessairement dynamique, puisqu'elle portait sur l'accumulation du capital qui pouvait permettre d'employer plus de travail, et sur la production de machines, destinées à la production d'autres machines. Ils se penchèrent aussi sur les problèmes posés à une économie en croissance par la limitation des ressources non reproductibles, de la terre en particulier. Bien que l'idée d'une société parvenant à « faire le plein de richesses » ou atteignant un « état stationnaire » apparaisse chez Smith, Ricardo et Mill, c'était toujours dans leur esprit une situation vers laquelle tendait la société, l'aboutissement naturel d'un processus dynamique, et non une situation réalisée.



Portrait d'Adam Smith par John Kay (1790)

Texte 2 : Adam SMITH (1723-1790)

*Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*  
(1776)

Traduction de G. Garnier.

**Livre I : Des causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail, et de l'ordre suivant lequel ses produits se distribuent naturellement dans les différentes classes du peuple**

### **Chapitre premier**

#### **De la division du travail**

Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail, et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse, de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué, sont dues, à ce qu'il semble, à la *Division du travail*.

On se fera plus aisément une idée des effets de la *division du travail* sur l'industrie générale de la société, si l'on observe comment ces effets opèrent dans quelques manufactures particulières. On suppose communément que cette *division* est portée le plus loin possible dans quelques-unes des manufactures où se fabriquent des objets de peu de valeur. Ce n'est pas peut-être que réellement elle y soit portée plus loin que dans des fabriques plus importantes; mais c'est que, dans les premières, qui sont destinées à de petits objets demandés par un petit nombre de personnes, la totalité des ouvriers qui y sont employés est nécessairement peu nombreuse, et que ceux qui sont occupés à chaque différente branche de l'ouvrage peuvent souvent être réunis dans un atelier et placés à la fois sous les yeux de l'observateur. Au contraire, dans ces grandes manufactures destinées à fournir les objets de consommation de la masse du peuple, chaque branche de l'ouvrage emploie un si grand nombre d'ouvriers, qu'il est impossible de les réunir tous dans le même atelier. On ne peut guère voir à la fois que les ouvriers employés à une seule branche de l'ouvrage. Ainsi, quoique dans ces manufactures l'ouvrage soit peut-être en réalité divisé en un plus grand nombre de parties que dans celles de la première espèce, cependant la division y est moins sensible et, par cette raison, elle y a été moins bien observée.

Prenons un exemple dans une manufacture de la plus petite importance, mais où la *division du travail* s'est fait souvent remarquer : une manufacture d'épingles.

Un homme qui ne serait pas façonné à ce genre d'ouvrage, dont la *division du travail* a fait un métier particulier, ni accoutumé à se servir des instruments qui y

sont en usage, dont l'invention est probablement due encore à la *division du travail*, cet ouvrier, quelque adroit qu'il fût, pourrait peut-être à peine faire une épingle dans toute sa journée, et certainement il n'en ferait pas une vingtaine. Mais de la manière dont cette industrie est maintenant conduite, non seulement l'ouvrage entier forme un métier particulier, mais même cet ouvrage est divisé en un grand nombre de branches, dont la plupart constituent autant de métiers particuliers. Un ouvrier *tire le fil à la bobine*, un autre le *dresse*, un troisième *coupe la dressée*, un quatrième *empointe*, un cinquième est employé à *émoudre* le bout qui doit recevoir la *tête*. Cette *tête* est elle-même l'objet de deux ou trois opérations séparées : la *frapper* est une besogne particulière ; *blanchir* les épingles en est une autre ; c'est même un métier distinct et séparé que de *piquer* les papiers et d'y *bouter* les épingles; enfin, l'important travail de faire une épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ, lesquelles, dans certaines fabriques, sont remplies par autant de mains différentes, quoique dans d'autres le même ouvrier en remplisse deux ou trois. J'ai vu une petite manufacture de ce genre qui n'employait que dix ouvriers, et où, par conséquent, quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations. Mais, quoique la fabrique fût fort pauvre et, par cette raison, mal outillée, cependant, quand ils se mettaient en train, ils venaient à bout de faire entre eux environ douze livres d'épingles par jour; or, chaque livre contient au delà de quatre mille épingles de taille moyenne. Ainsi, ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit milliers d'épingles dans une journée; donc, chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit, peut être considéré comme donnant dans sa journée quatre mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule, dans sa journée, c'est-à-dire pas, à coup sûr, la deux-cent-quarantième partie, et pas peut-être la quatre-mille-huit-centième partie de ce qu'ils sont maintenant en état de faire, en conséquence d'une division et d'une combinaison convenables de leurs différentes opérations.

Dans tout autre art et manufacture, les effets de la *division du travail* sont les mêmes que ceux que nous venons d'observer dans la fabrique d'une épingle, quoique dans un grand nombre le travail ne puisse pas être aussi subdivisé ni réduit à des opérations d'une aussi grande simplicité. Toutefois, dans chaque art, la *division du travail*, aussi loin qu'elle peut y être portée, amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. C'est cet avantage qui paraît avoir donné naissance à la séparation des divers emplois et métiers.

Aussi, cette séparation est en général poussée plus loin dans les pays qui jouissent du plus haut degré de perfectionnement ; ce qui, dans une société encore un peu grossière, est l'ouvrage d'un seul homme, devient, dans une société plus

avancée, la besogne de plusieurs. Dans toute société avancée, un fermier en général n'est que fermier, un fabricant n'est que fabricant. Le travail nécessaire pour produire complètement un objet manufacturé est aussi presque toujours divisé entre un grand nombre de mains. Que de métiers différents sont employés dans chaque branche des ouvrages manufacturés, de toile ou de laine, depuis l'ouvrier qui travaille à faire croître le lin et la laine, jusqu'à celui qui est employé à blanchir et à tisser la toile ou à teindre et à lustrer le drap!

Il est vrai que la nature de l'agriculture ne comporte pas une aussi grande subdivision de travail que les manufactures, ni une séparation aussi complète des travaux. Il est impossible qu'il y ait, entre l'ouvrage du nourrisseur de bestiaux et du fermier, une démarcation aussi bien établie qu'il y en a communément entre le métier du charpentier et celui du forgeron. Le tisserand et le fileur sont presque toujours deux personnes différentes ; mais le laboureur, le semeur et le moissonneur sont souvent une seule et même personne. Comme les temps propres à ces différents genres de travaux dépendent des différentes saisons de l'année, il est impossible qu'un homme puisse trouver constamment à s'employer à chacun d'eux. C'est peut-être l'impossibilité de faire une séparation aussi entière et aussi complète des différentes branches du travail appliqué à l'agriculture, qui est cause que, dans cet art, la puissance productive du travail ne fait pas des progrès aussi rapides que dans les manufactures. A la vérité, les peuples les plus opulents l'emportent, en général, sur leurs voisins aussi bien en agriculture que dans les autres industries; mais cependant leur supériorité se fait communément beaucoup plus sentir dans ces dernières. Leurs terres sont, en général, mieux cultivées et, y ayant consacré plus de travail et de dépense, ils en retirent un produit plus grand, eu égard à l'étendue et à la fertilité naturelle du sol. Mais la supériorité de ce produit n'excède guère la proportion de la supériorité de travail et de dépense. En agriculture, le travail du pays riche n'est pas toujours beaucoup plus productif que celui du pays pauvre, ou du moins cette différence n'est jamais aussi forte qu'elle l'est ordinairement dans les manufactures. Ainsi, le blé d'un pays riche, à égal degré de bonté, ne sera pas toujours, au marché, à meilleur compte que celui d'un pays pauvre.

[...]

Cette grande augmentation dans la quantité d'ouvrage qu'un même nombre de bras est en état de fournir, en conséquence de la *division du travail*, est due à trois circonstances différentes : - premièrement, à un accroissement d'habileté chez chaque ouvrier individuellement; - deuxièmement, à l'épargne du temps qui se perd ordinairement quand on passe d'une espèce d'ouvrage à une autre; - et

troisièmement enfin, à l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent et abrègent le travail, et qui permettent à un homme de remplir la tâche de plusieurs.

Premièrement, l'accroissement de l'habileté dans l'ouvrier augmente la quantité d'ouvrage qu'il peut accomplir, et la *division du travail*, en réduisant la tâche de chaque homme à quelque opération très simple et en faisant de cette opération la seule occupation de sa vie, lui fait acquérir nécessairement une très grande dextérité. Un forgeron ordinaire qui, bien qu'habitué à manier le marteau, n'a cependant jamais été habitué à faire des clous, s'il est obligé par hasard de s'essayer à en faire, viendra très difficilement à bout d'en faire deux ou trois cents dans sa journée; encore seront-ils fort mauvais. Un forgeron qui aura été accoutumé à en faire, mais qui n'en aura pas fait son unique métier, aura peine, avec la plus grande diligence, à en fournir dans un jour plus de huit cents ou d'un millier. Or, j'ai vu des jeunes gens au-dessous de vingt ans, n'ayant jamais exercé d'autre métier que celui de faire des clous, qui, lorsqu'ils étaient en train, pouvaient fournir chacun plus de deux mille trois cents clous par jour. Toutefois, la façon d'un clou n'est pas une des opérations les plus simples. La même personne fait aller les soufflets, attise ou dispose le feu quand il en est besoin, chauffe le fer et forge chaque partie du clou. En forgeant la tête, il faut qu'elle change d'outils. Les différentes opérations dans lesquelles se subdivise la façon d'une épingle ou d'un bouton de métal sont toutes beaucoup plus simples, et la dextérité d'une personne qui n'a pas eu dans sa vie d'autres occupations que celles-là, est ordinairement beaucoup plus grande. La rapidité avec laquelle quelques-unes de ces opérations s'exécutent dans les fabriques passe tout ce qu'on pourrait imaginer; et ceux qui n'en ont pas été témoins ne sauraient croire que la main de l'homme fût capable d'acquérir autant d'agilité.

En second lieu, l'avantage qu'on gagne à épargner le temps qui se perd communément en passant d'une sorte d'ouvrage à une autre, est beaucoup plus grand que nous ne pourrions le penser au premier coup d'œil. Il est impossible de passer très vite d'une espèce de travail à une autre qui exige un changement de place et des outils différents. Un tisserand de la campagne, qui exploite une petite ferme, perd une grande partie de son temps à aller de son métier à son champ, et de son champ à son métier. Quand les deux métiers peuvent être établis dans le même atelier, la perte du temps est sans doute beaucoup moindre; néanmoins elle ne laisse pas d'être considérable. Ordinairement, un homme perd un peu de temps en passant d'une besogne à une autre. Quand il commence à se mettre à ce nouveau travail, il est rare qu'il soit d'abord bien en train; il n'a pas, comme on dit, le cœur à l'ouvrage, et pendant quelques moments il niaise plutôt qu'il ne travaille de bon cœur. Cette habitude de flâner et de travailler sans application et avec nonchalance est naturelle à l'ouvrier de la campagne, ou plutôt il la contracte

nécessairement, étant obligé de changer d'ouvrage et d'outils à chaque demi-heure, et de mettre la main chaque jour de sa vie à vingt besognes différentes; elle le rend presque toujours paresseux et incapable d'un travail sérieux et appliqué, même dans les occasions où il est le plus pressé d'ouvrage. Ainsi, indépendamment de ce qui lui manque en dextérité, cette seule raison diminuera considérablement la quantité d'ouvrage qu'il sera en état d'accomplir.

En troisième et dernier lieu, tout le monde sent combien l'emploi de machines propres à un ouvrage abrège et facilite le travail. Il est inutile d'en chercher des exemples. Je ferai remarquer seulement qu'il semble que c'est à la *division du travail* qu'est originellement due l'invention de toutes ces machines propres à abrèger et à faciliter le travail. Quand l'attention d'un homme est toute dirigée vers un objet, il est bien plus propre à découvrir les méthodes les plus promptes et les plus aisées pour l'atteindre, que lorsque cette attention embrasse une grande variété de choses. Or, en conséquence de la *division du travail*, l'attention de chaque homme est naturellement fixée tout entière sur un objet très simple. On doit donc naturellement attendre que quelqu'un de ceux qui sont employés à une branche séparée d'un ouvrage, trouvera bientôt la méthode la plus courte et la plus facile de remplir sa tâche particulière, si la nature de cette tâche permet de l'espérer. Une grande partie des machines employées dans ces manufactures où le travail est le plus subdivisé, ont été originellement inventées par de simples ouvriers qui, naturellement, appliquaient toutes leurs pensées à trouver les moyens les plus courts et les plus aisés de remplir la tâche particulière qui faisait leur seule occupation. Il n'y a personne d'accoutumé à visiter les manufactures, à qui on n'ait fait voir une machine ingénieuse imaginée par quelque pauvre ouvrier pour abrèger et faciliter sa besogne. Dans les premières machines à feu, il y avait un petit garçon continuellement occupé à ouvrir et à fermer alternativement la communication entre la chaudière et le cylindre, suivant que le piston montait ou descendait. L'un de ces petits garçons, qui avait envie de jouer avec ses camarades, observa qu'en mettant un cordon au manche de la soupape qui ouvrait cette communication, et en attachant ce cordon à une autre partie de la machine, cette soupape s'ouvrirait et se fermerait sans lui, et qu'il aurait la liberté de jouer tout à son aise. Ainsi, une des découvertes qui a le plus contribué à perfectionner ces sortes de machines depuis leur invention, est due à un enfant qui ne cherchait qu'à s'épargner de la peine.

Cependant il s'en faut de beaucoup que toutes les découvertes tendant à perfectionner les machines et les outils aient été faites par les hommes destinés à s'en servir personnellement. Un grand nombre est dû à l'industrie des constructeurs de machines, depuis que cette industrie est devenue l'objet d'une profession particulière, et quelques-unes à l'habileté de ceux qu'on nomme *savants ou*

*théoriciens*, dont la profession est de ne rien faire, mais de tout observer, et qui, par cette raison, se trouvent souvent en état de combiner les forces des choses les plus éloignées et les plus dissemblables. Dans une société avancée, les fonctions philosophiques ou spéculatives deviennent, comme tout autre emploi, la principale ou la seule occupation d'une classe particulière de citoyens. Cette occupation, comme tout autre, est aussi subdivisée en un grand nombre de branches différentes, dont chacune occupe une classe particulière de savants, et cette *subdivision du travail*, dans les sciences comme en toute autre chose, tend à accroître l'habileté et à épargner du temps. Chaque individu acquiert beaucoup plus d'expérience et d'aptitude dans la branche particulière qu'il a adoptée; il y a au total plus de travail accompli, et la somme des connaissances en est considérablement augmentée.

Cette grande multiplication dans les produits de tous les différents arts et métiers, résultant de la *division du travail*, est ce qui, dans une société bien gouvernée, donne lieu à cette opulence générale qui se répand jusque dans les dernières classes du peuple. Chaque ouvrier se trouve avoir une grande quantité de son travail dont il peut disposer, outre ce qu'il en applique à ses propres besoins; et comme les autres ouvriers sont aussi dans le même cas, il est à même d'échanger une grande quantité des marchandises fabriquées par lui contre une grande quantité des leurs, ou, ce qui est la même chose, contre le prix de ces marchandises. Il peut fournir abondamment ces autres ouvriers de ce dont ils ont besoin, et il trouve également à s'accommoder auprès d'eux, en sorte qu'il se répand, parmi les différentes classes de la société, une abondance universelle.

Observez, dans un pays civilisé et florissant, ce qu'est le mobilier d'un simple journalier ou du dernier des manœuvres, et vous verrez que le nombre des gens dont l'industrie a concouru pour une part quelconque à lui fournir ce mobilier, est au-delà de tout calcul possible. La veste de laine, par exemple, qui couvre ce journalier, toute grossière qu'elle paraît, est le produit du travail réuni d'une innombrable multitude d'ouvriers. Le berger, celui qui a trié la laine, celui qui l'a peignée ou cardée, le teinturier, le fileur, le tisserand, le foulonnier, celui qui adoucit, chardonne et unit le drap, tous ont mis une portion de leur industrie à l'achèvement de cette oeuvre grossière. Combien, d'ailleurs, n'y a-t-il pas eu de marchands et de voituriers employés à transporter la matière à ces divers ouvriers, qui souvent demeurent dans des endroits distants les uns des autres! Que de commerce et de navigation mis en mouvement! Que de constructeurs de vaisseaux, de matelots, d'ouvriers en voiles et en cordages, mis en oeuvre pour opérer le transport des différentes drogues du teinturier, rapportées souvent des extrémités du monde! Quelle variété de travail aussi pour produire les outils du moindre de ces ouvriers! Sans parler des machines les plus compliquées, comme

le vaisseau du commerçant, le moulin du foulonnier ou même le métier du tisserand, considérons seulement quelle multitude de travaux exige une des machines les plus simples, les ciseaux avec lesquels le berger a coupé la laine. Il faut que le mineur, le constructeur du fourneau où le minerai a été fondu, le bûcheron qui a coupé le bois de la charpente, le charbonnier qui a cuit le charbon consommé à la fonte, le briquetier, le maçon, les ouvriers qui ont construit le fourneau, la construction du moulin de la forge, le forgeron, le coutelier, aient tous contribué, par la réunion de leur industrie, à la production de cet outil. Si nous voulions examiner de même chacune des autres parties de l'habillement de ce même journalier, ou chacun des meubles de son ménage, la grosse chemise de toile qu'il porte sur la peau, les souliers qui chaussent ses pieds, le lit sur lequel il repose et toutes les différentes parties dont ce meuble est composé; le gril sur lequel il fait cuire ses aliments, le charbon dont il se sert, arraché des entrailles de la terre et apporté peut-être par de longs trajets sur terre et sur mer, tous ses autres ustensiles de cuisine, ses meubles de table, ses couteaux et ses fourchettes, les assiettes de terre ou d'étain sur lesquelles il sert et coupe ses aliments, les différentes mains qui ont été employées à préparer son pain et sa bière, le châssis de verre qui lui procure à la fois de la chaleur et de la lumière, en l'abritant du vent et de la pluie; l'art et les connaissances qu'exige la préparation de cette heureuse et magnifique invention, sans laquelle nos climats du nord offriraient à peine des habitations supportables; si nous songions aux nombreux outils qui ont été nécessaires aux ouvriers employés à produire ces diverses commodités; si nous examinions en détail toutes ces choses, si nous considérions la variété et la quantité de travaux que suppose chacune d'elles, nous sentirions que, sans l'aide et le concours de plusieurs milliers de personnes, le plus petit particulier, dans un pays civilisé, ne pourrait être vêtu et meublé même selon ce que nous regardons assez mal à propos comme la manière la plus simple et la plus commune. Il est bien vrai que son mobilier paraîtra extrêmement simple et commun, si on le compare avec le luxe extravagant d'un grand seigneur; cependant, entre le mobilier d'un prince d'Europe et celui d'un paysan laborieux et rangé, il n'y a peut-être pas autant de différence qu'entre les meubles de ce dernier et ceux de tel roi d'Afrique qui règne sur dix mille sauvages nus, et qui dispose en maître absolu de leur liberté et de leur vie.

Texte 3 :

## Chapitre 2

### **Du principe qui donne lieu à la division du travail**

Cette *division du travail*, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat ; elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant naturel à tous les hommes qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre.

Il n'est pas de notre sujet d'examiner si ce penchant est un de ces premiers principes de, la nature humaine dont on ne peut pas rendre compte, ou bien, comme cela paraît plus probable, s'il est une conséquence nécessaire de l'usage de la raison et de la parole. Il est commun à tous les hommes, et on ne l'aperçoit dans aucune autre espèce d'animaux, pour lesquels ce genre de contrat est aussi inconnu que tous les autres. Deux lévriers qui courent le même lièvre ont quelquefois l'air d'agir de concert. Chacun d'eux renvoie le gibier vers son compagnon ou bien tâche de le saisir au passage quand il le lui renvoie. Ce n'est toutefois l'effet d'aucune convention entre ces animaux, mais seulement celui du concours accidentel de leurs passions vers un même objet. On n'a jamais vu de chien faire de propos délibéré l'échange d'un os avec un autre chien. On n'a jamais vu d'animal chercher à faire entendre à un autre par sa voix ou ses gestes : *Ceci est à moi, cela est à toi; je te donnerai l'un pour l'autre*. Quand un animal veut obtenir quelque chose d'un autre animal ou d'un homme, il n'a pas d'autre moyen que de chercher à gagner la faveur de celui dont il a besoin. Le petit caresse sa mère, et le chien qui assiste au dîner de son maître s'efforce par mille manières d'attirer son attention pour en obtenir à manger. L'homme en agit quelquefois de même avec ses semblables, et quand il n'a pas d'autre voie pour les engager à faire ce qu'il souhaite, il tâche de gagner leurs bonnes grâces par des flatteries et des attentions serviles. Il n'a cependant pas toujours le temps de mettre ce moyen en œuvre. Dans une société civilisée, il a besoin à tout moment de l'assistance et du concours d'une multitude d'hommes, tandis que toute sa vie suffirait à peine pour lui gagner l'amitié de quelques personnes. Dans presque toutes les espèces d'animaux, chaque individu, quand il est parvenu à sa pleine croissance, est tout à fait indépendant et, tant qu'il reste dans son état naturel, il peut se passer de l'aide de toute autre

créature vivante. Mais l'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance. Il sera bien plus sûr de réussir, s'il s'adresse à leur intérêt personnel et s'il leur persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu'il souhaite d'eux. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque; le sens de sa proposition est ceci : *Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-mêmes*; et la plus grande partie de ces bons offices qui nous sont nécessaires s'obtiennent de cette façon. Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme<sup>2</sup>; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. Il n'y a qu'un mendiant qui puisse se résoudre à dépendre de la bienveillance d'autrui; encore ce mendiant n'en dépend-il pas en tout; c'est bien la bonne volonté des personnes charitables qui lui fournit le fonds entier de sa subsistance; mais quoique ce soit là en dernière analyse le principe d'où il tire de quoi satisfaire aux besoins de sa vie, cependant ce n'est pas celui-là qui peut y pourvoir à mesure qu'ils se font sentir. La plus grande partie de ces besoins du moment se trouvent satisfaits, comme ceux des autres hommes, par traité, par échange et par achat. Avec l'argent que l'un lui donne, il achète du pain. Les vieux habits qu'il reçoit d'un autre, il les troque contre d'autres vieux habits qui l'accroissent mieux, ou bien contre un logement, contre des aliments, ou enfin contre de l'argent qui lui servira à se procurer un logement, des aliments ou des habits quand il en aura besoin.

Comme c'est ainsi par traité, par troc et par achat que nous obtenons des autres la plupart de ces bons offices qui nous sont mutuellement nécessaires, c'est cette même disposition à trafiquer qui a dans l'origine donné lieu à la *division du travail*. Par exemple, dans une tribu de chasseurs ou de bergers, un individu fait des arcs et des flèches avec plus de célérité et d'adresse qu'un autre. Il troquera fréquemment ces objets avec ses compagnons contre du bétail ou du gibier, et il ne tarde pas à s'apercevoir que, par ce moyen, il pourra se procurer plus de bétail et de gibier que s'il allait lui-même à la chasse. Par calcul d'intérêt donc, il fait sa principale occupation des arcs et des flèches, et le voilà devenu une espèce d'armurier. Un autre excelle à bâtir et à couvrir les petites huttes ou cabanes mobiles ; ses voisins prennent l'habitude de l'employer à cette besogne, et de lui donner en récompense du bétail ou du gibier, de sorte qu'à la fin il trouve qu'il est de son intérêt de s'adonner exclusivement à cette besogne et de se faire en quelque

---

<sup>2</sup> « *Self-love* » (amour de soi). En réalité, l'équivalent anglais d'égoïsme est « *selfishness* », terme qui n'est jamais employé par Smith dans la Richesse des nations.

sorte charpentier et constructeur. Un troisième devient de la même manière forgeron ou chaudronnier; un quatrième est le tanneur ou le corroyeur des peaux ou cuirs qui forment le principal revêtement des sauvages. Ainsi, la certitude de pouvoir troquer tout le produit de son travail qui excède sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail des autres qui peut lui être nécessaire, encourage chaque homme à s'adonner à une occupation particulière, et à cultiver et perfectionner tout ce qu'il peut avoir de talent et d'intelligence pour cette espèce de travail.

Dans la réalité, la différence des talents naturels entre les individus est bien moindre que nous ne le croyons, et les aptitudes si différentes qui semblent distinguer les hommes de diverses professions quand ils sont parvenus à la maturité de l'âge, n'est pas tant la cause que l'effet de la *division du travail*, en beaucoup de circonstances. La différence entre les hommes adonnés aux professions les plus opposées, entre un philosophe, par exemple, et un portefaix, semble provenir beaucoup moins de la nature que de l'habitude et de l'éducation. Quand ils étaient l'un et l'autre au commencement de leur carrière, dans les six ou huit premières années de leur vie, il y avait peut-être entre eux une telle ressemblance que leurs parents ou camarades n'y auraient pas remarqué de différence sensible. Vers cet âge ou bientôt après, ils ont commencé à être employés à des occupations fort différentes. Dès lors a commencé entre eux cette disparité qui s'est augmentée insensiblement, au point qu'aujourd'hui la vanité du philosophe consentirait à peine à reconnaître un seul point de ressemblance. Mais, sans la disposition des hommes à trafiquer et à échanger, chacun aurait été obligé de se procurer lui-même toutes les nécessités et commodités de la vie. Chacun aurait eu la même tâche à remplir et le même ouvrage à faire, et il n'y aurait pas eu lieu à cette grande différence d'occupations, qui seule peut donner naissance à une grande différence de talents.

[...]

Texte 4 :

### Chapitre 3

#### **Que la division du travail est limitée par l'étendue du marché**

Puisque c'est la faculté d'échanger qui donne lieu à la *division du travail*, l'accroissement de cette division doit, par conséquent, toujours être limité par l'étendue de la faculté d'échanger, ou, en d'autres termes, par l'étendue du *marché*. Si le *marché* est très petit, personne ne sera encouragé à s'adonner entièrement à une seule occupation, faute de pouvoir trouver à échanger tout le surplus du produit de son travail qui excédera sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail d'autrui qu'il voudrait se procurer.

Il y a certains genres d'industrie, même de l'espèce la plus basse, qui ne peuvent s'établir ailleurs que dans une grande ville. Un portefaix, par exemple, ne pourrait pas trouver ailleurs d'emploi ni de subsistance. Un village est une sphère trop étroite pour lui; même une ville ordinaire est à peine assez vaste pour lui fournir constamment de l'occupation. Dans ces maisons isolées et ces petits hameaux qui se trouvent épars dans un pays très peu habité, comme les montagnes d'Écosse, il faut que chaque fermier soit le boucher, le boulanger et le brasseur de son ménage. Dans ces contrées, il ne faut pas s'attendre à trouver deux forgerons, deux charpentiers, ou deux maçons qui ne soient pas au moins à vingt milles l'un de l'autre. Les familles éparses qui se trouvent à huit ou dix milles du plus proche de ces ouvriers sont obligées d'apprendre à faire elles-mêmes une quantité de menus ouvrages pour lesquels on aurait recours à l'ouvrier dans des pays plus peuplés. Les ouvriers de la campagne sont presque partout dans la nécessité de s'adonner à toutes les différentes branches d'industrie qui ont quelque rapport entre elles par l'emploi des mêmes matériaux. Un charpentier de village confectionne tous les ouvrages en bois, et un serrurier de village tous les ouvrages en fer. Le premier n'est pas seulement charpentier, il est encore menuisier, ébéniste; il est sculpteur en bois, en même temps qu'il fait des charrues et des voitures. Les métiers du second sont encore bien plus variés. Il n'y a pas de place pour un cloutier dans ces endroits reculés de l'intérieur des montagnes d'Écosse. A raison d'un millier de clous par jour, et en comptant trois cents jours de travail par année, cet ouvrier pourrait en fournir par an trois cents milliers. Or, dans une pareille localité, il lui serait impossible de trouver le débit d'un seul millier, c'est-à-dire du travail d'une seule journée, dans le cours d'un an.

[...]

Texte 5 : Adam Smith, *Richesse des nations*, *op. cit.*

## **Livre V : Du revenu du souverain ou de la république**

### **Chapitre I**

#### **Des dépenses à la charge du souverain ou de la république**

##### *Section 3. - Des dépenses qu'exigent les Travaux et Établissements publics*

##### Art. 2. - Des dépenses qu'exigent les institutions pour l'éducation de la jeunesse

[...]

L'État ne devrait-il donc s'occuper en aucune manière, va-t-on me demander, de l'éducation du peuple ? Ou s'il doit s'en occuper, quelles sont les différentes parties de l'éducation auxquelles il devrait donner des soins dans les différentes classes du peuple ? Et de quelle manière doit-il donner ces soins ?

Dans certaines circonstances, l'état de la société est tel qu'il place nécessairement la plus grande partie des individus dans des situations propres à former naturellement en eux, sans aucuns soins de la part du gouvernement, presque toutes les vertus et les talents qu'exige ou que peut comporter peut-être cet état de société. Dans d'autres circonstances, l'état de la société est tel qu'il ne place pas la plupart des individus dans de pareilles situations, et il est indispensable que le gouvernement prenne quelques soins pour empêcher la dégénération et la corruption presque totale du corps de la nation.

Dans les progrès que fait la division du travail, l'occupation de la très majeure partie de ceux qui vivent de travail, c'est-à-dire de la masse du peuple, se borne à un très petit nombre d'opérations simples, très souvent à une ou deux. Or, l'intelligence de la plupart des hommes se forme nécessairement par leurs occupations ordinaires. Un homme qui passe toute sa vie à remplir un petit nombre d'opérations simples, dont les effets sont aussi peut-être toujours les mêmes ou très approchant les mêmes, n'a pas lieu de développer son intelligence ni d'exercer son imagination à chercher des expédients pour écarter des difficultés

qui ne se rencontrent jamais; il perd donc naturellement l'habitude de déployer ou d'exercer ces facultés et devient, en général, aussi stupide et aussi ignorant qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir; l'engourdissement de ses facultés morales le rend non seulement incapable de goûter aucune conversation raisonnable ni d'y prendre part, mais même d'éprouver aucune affection noble, généreuse ou tendre et, par conséquent, de former aucun jugement un peu juste sur la plupart des devoirs même les plus ordinaires de la vie privée. Quant aux grands intérêts, aux grandes affaires de son pays, il est totalement hors d'état d'en juger, et à moins qu'on n'ait pris quelques peines très particulières pour l'y préparer, il est également inhabile à défendre son pays à la guerre; l'uniformité de sa vie sédentaire corrompt naturellement et abat son courage, et lui fait envisager avec une aversion mêlée d'effroi la vie variée, incertaine et hasardeuse d'un soldat; elle affaiblit même l'activité de son corps, et le rend incapable de déployer sa force avec quelque vigueur et quelque constance, dans tout autre emploi que celui pour lequel il 'a été élevé. Ainsi, sa dextérité dans son métier particulier est une qualité qu'il semble avoir acquise aux dépens de ses qualités intellectuelles, de ses vertus sociales et de ses dispositions guerrières. Or, cet état est celui dans lequel l'ouvrier pauvre, c'est-à-dire la masse du peuple, doit tomber nécessairement dans toute société civilisée et avancée en industrie, à moins que le gouvernement ne prenne des précautions pour prévenir ce mal.

[...]

Texte 6 : Adam SMITH, *Richesse des nations, op. cit.*

**Livre II : De la nature des fonds ou capitaux, de leur accumulation et de leur emploi**

**Chapitre 3**

**Du travail productif et du travail non productif, de l'accumulation du capital**

Il y a une sorte de travail qui ajoute à la valeur de l'objet sur lequel il s'exerce; il y en a un autre qui n'a pas le même effet. Le premier, produisant une valeur, peut être appelé travail productif ; le dernier, travail non productif.

Ainsi, le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute, en général, à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier, la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute à la valeur de rien. Quoique le premier reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense, la valeur de ces salaires se retrouvant en général avec un profit de plus dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. Mais la subsistance consommée par le domestique ne se trouve nulle part. Un particulier s'enrichit à employer une multitude d'ouvriers fabricants; il s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. Le travail de ceux-ci a néanmoins sa valeur, et mérite sa récompense aussi bien que celui des autres. Mais le travail de l'ouvrier se fixe et se réalise sur un sujet quelconque, ou sur une chose vénale qui dure au moins quelque temps après que le travail a cessé. C'est, pour ainsi dire, une quantité de travail amassé et mis en réserve, pour être employé, s'il est nécessaire, dans quelque autre occasion. Cet objet, ou ce qui est la même chose, le prix de cet objet peut ensuite, s'il en est besoin, mettre en activité une quantité de travail égale à celle qui l'a produit originairement. Le travail du domestique, au contraire, ne se fixe ou ne se réalise sur aucun objet, sur aucune chose qu'on puisse vendre ensuite. En général, ses services périssent à l'instant même où il les rend, et ne laissent presque jamais après eux aucune trace ou aucune valeur qui puisse servir par la suite à procurer une pareille quantité de services.

Le travail de quelques-unes des classes les plus respectables de la société, de même que celui des domestiques, ne produit aucune valeur; il ne se fixe ni ne se réalise sur aucun objet ou chose qui puisse se vendre, qui subsiste après la cessation du travail et qui puisse servir à procurer par la suite une pareille quantité

de travail. Le souverain, par exemple, ainsi que tous les autres magistrats civils et militaires qui servent sous lui, toute l'armée, toute la flotte, sont autant de travailleurs non productifs. Ils sont les serviteurs de l'État, et ils sont entretenus avec une partie du produit annuel de l'industrie d'autrui. Leur service, tout honorable, tout utile, tout nécessaire qu'il est, ne produit rien avec quoi on puisse ensuite se procurer une pareille quantité de services. La protection, la tranquillité, la défense de la chose publique, qui sont le résultat du travail d'une année, ne peuvent servir à acheter la protection, la tranquillité, la défense qu'il faut pour l'année suivante. Quelques-unes des professions les plus graves et les plus importantes, quelques-unes des plus frivoles, doivent être rangées dans cette même classe : les ecclésiastiques, les gens de loi, les médecins et les gens de lettres de toute espèce, ainsi que les comédiens, les farceurs, les musiciens, les chanteurs, les danseurs d'Opéra, etc. Le travail de la plus vile de ces professions a sa valeur qui se règle sur les mêmes principes que toute autre sorte de travail; et la plus noble et la plus utile ne produit par son travail rien avec quoi on puisse ensuite acheter ou faire une pareille quantité de travail. Leur ouvrage à tous, tel que la déclamation de l'acteur, le débit de l'orateur ou les accords du musicien, s'évanouit au moment même qu'il est produit.

Les travailleurs productifs et les non productifs, et ceux qui ne travaillent pas du tout, sont tous également entretenus par le produit annuel de la terre et du travail du pays. Ce produit, quelque grand qu'il puisse être, ne saurait être infini, et a nécessairement ses bornes. Suivant donc que, dans une année, une portion plus ou moins grande de ce produit est employée à entretenir des gens non productifs, plus ou moins grande sera la portion qui restera pour les gens productifs, et plus ou moins grand sera, par conséquent, le produit de l'année suivante; la totalité du produit annuel, à l'exception des productions spontanées de la terre, étant le fruit du travail productif.

[ ... ]

Toute partie de ses fonds qu'un homme emploie comme capital, il s'attend toujours qu'elle lui rentrera avec un profit. Il ne l'emploie donc qu'à entretenir des salariés productifs; et, après avoir fait, à son égard, office de capital, cette même partie de fonds forme un revenu à ces travailleurs. Toutes les fois qu'il emploie une partie de ces mêmes fonds à entretenir des salariés non productifs, de quelque espèce que ce soit, dès ce moment cette partie se trouve retirée de son capital et versée dans le fonds réservé pour servir immédiatement à sa consommation.

[ ... ]

La rente de la terre et les profits des capitaux sont [...] partout les principales sources où les salariés non productifs puisent leur subsistance. Ce sont les deux sortes de revenu qui donnent à leurs maîtres le plus de matière à faire des épargnes. L'un et l'autre de ces revenus peuvent indifféremment entretenir des salariés productifs et des salariés non productifs; ils semblent pourtant avoir toujours pour les derniers quelque prédilection. La dépense d'un grand seigneur fait vivre, en général, plus de gens oisifs que de gens laborieux. Quoique le riche commerçant n'emploie son capital qu'à entretenir des gens laborieux seulement, néanmoins sa dépense, c'est-à-dire l'emploi de son revenu, nourrit ordinairement des gens de la même espèce que ceux que nourrit le grand seigneur.

Ainsi, ce qui contribue beaucoup à déterminer dans tout pays la proportion entre les gens productifs et les gens non productifs, c'est principalement la proportion qui s'y trouve entre cette partie du produit annuel, qui, au sortir même de la terre ou des mains des ouvriers qui l'ont produite, est destinée à remplacer un capital, et cette autre partie qui est destinée à former un revenu soit comme rente, soit comme profit. Or, cette proportion est très différente, dans les pays riches, de ce qu'elle est dans les pays pauvres.

C'est donc la proportion existante entre la somme des capitaux et celle des revenus qui détermine partout la proportion dans laquelle se trouveront l'industrie et la fainéantise ; partout où les capitaux l'emportent, c'est l'industrie qui domine; partout où ce sont les revenus, la fainéantise prévaut. Ainsi, toute augmentation ou diminution dans la masse des capitaux tend naturellement à augmenter ou à diminuer réellement la somme de l'industrie, le nombre des gens productifs et, par conséquent, la valeur échangeable du produit annuel des terres et du travail du pays, la richesse et le revenu réel de tous ses habitants.

Les capitaux augmentent par l'économie; ils diminuent par la prodigalité et la mauvaise conduite.

Tout ce qu'une personne épargne sur son revenu, elle l'ajoute à son capital; alors, ou elle l'emploie elle-même à entretenir un nombre additionnel de gens productifs, ou elle met quelque autre personne en état de le faire, en lui prêtant ce capital moyennant un intérêt, c'est-à-dire une part dans les profits. De même que le capital d'un individu ne peut s'augmenter que par le fonds que cet individu épargne sur son revenu annuel ou sur ses gains annuels, de même le capital d'une société, lequel n'est autre chose que celui de tous les individus qui la composent, ne peut s'augmenter que par la même voie.

La cause immédiate de l'augmentation du capital, c'est l'économie, et non l'industrie. A la vérité, l'industrie fournit la matière des épargnes que fait

l'économie; mais, quelques gains que fasse l'industrie, sans l'économie qui les épargne et les amasse, le capital ne serait jamais plus grand.

L'économie, en augmentant le fonds destiné à l'entretien des salariés productifs, tend à augmenter le nombre de ces salariés, dont le travail ajoute à la valeur du sujet auquel il est appliqué; elle tend donc à augmenter la valeur échangeable du produit annuel de la terre et du travail du pays; elle met en activité une quantité additionnelle d'industrie, qui donne un accroissement de valeur au produit annuel.

Ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi presque dans le même temps; mais il est consommé par une autre classe de gens. Cette portion de son revenu qu'un homme riche dépense annuellement, est le plus souvent consommée par des bouches inutiles et par des domestiques, qui ne laissent rien après eux en retour de leur consommation. La portion qu'il épargne annuellement, quand il l'emploie immédiatement en capital pour en tirer un profit, est consommée de même et presque en même temps que l'autre, mais elle l'est par une classe de gens différente, par des ouvriers, des fabricants et artisans qui reproduisent avec profit la valeur de leur consommation annuelle.

[...]

Texte 7 : Karl MARX (1818 – 1883)

***Le Capital. Critique de l'économie politique (1867)***

Traduction française de Joseph Roy entièrement revue par Karl Marx

Livre premier: Le développement de la production capitaliste

### **Chapitre XIV : Division du travail et manufacture**

#### **IV. Division du travail dans la manufacture et dans la société**

(...)

La division manufacturière du travail ne prend racine que là où sa division sociale est déjà parvenue à un certain degré de développement, division que par contrecoup elle développe et multiplie. A mesure que se différencient les instruments de travail, leur fabrication va se divisant en différents métiers<sup>3</sup>.

L'industrie manufacturière prend-elle possession d'un métier qui jusque-là était connexe avec d'autres comme occupation principale ou accessoire, tous étant exercés par le même artisan, immédiatement ces métiers se séparent et deviennent indépendants; s'introduit-elle dans une phase particulière de la production d'une marchandise, aussitôt les autres phases constituent autant d'industries différentes. Nous avons déjà remarqué que là où le produit final n'est qu'une simple composition de produits partiels et hétérogènes, les différents travaux parcellés dont ils proviennent peuvent se désagréger et se transformer en métiers indépendants. Pour perfectionner la division du travail dans une manufacture on est bientôt amené à subdiviser une branche de production suivant la variété de ses matières premières, ou suivant les diverses formes que la même matière première peut obtenir, en manufactures différentes et pour une bonne part entièrement nouvelles. C'est ainsi que déjà dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle on tissait en France plus de cent espèces d'étoffes de soie, et qu'à Avignon par exemple une loi ordonna que « chaque apprenti ne devait se consacrer qu'à un seul genre de fabrication et n'apprendre jamais à tisser qu'un seul genre d'étoffes ». La division territoriale du travail qui assigne certaines branches de production à certains districts d'un pays reçoit également une nouvelle impulsion de l'industrie

---

<sup>3</sup> C'est ainsi que la fabrication des navettes de tisserand formait en Hollande déjà au XVII<sup>e</sup> siècle une branche d'industrie spéciale.

manufacturière qui exploite partout les spécialités<sup>4</sup>. Enfin l'expansion du marché universel et le système colonial qui font partie des conditions d'existence générales de la période manufacturière lui fournissent de riches matériaux pour la division du travail dans la société. Ce n'est pas ici le lieu de montrer comment cette division infesta non seulement la sphère économique mais encore toutes les autres sphères sociales, introduisant partout ce développement des spécialités, ce morcellement de l'homme qui arracha au maître d'Adam Smith, à A. Ferguson, ce cri : « Nous sommes des nations entières d'ilotes et nous n'avons plus de citoyens libres<sup>5</sup>. »

Malgré les nombreuses analogies et les rapports qui existent entre la division du travail dans la société et la division du travail dans l'atelier, il y a cependant entre elles une différence non pas de degré mais d'essence. L'analogie apparaît incontestablement de la manière la plus frappante là où un lien intime entrelace diverses branches d'industrie. L'éleveur de bétail par exemple produit des peaux; le tanneur les transforme en cuir; le cordonnier du cuir fait des bottes. Chacun fournit ici un produit gradué et la forme dernière et définitive est le produit collectif de leurs travaux spéciaux. Joignons à cela les diverses branches de travail qui fournissent des instruments, etc., à l'éleveur de bétail, au tanneur et au cordonnier. On peut facilement se figurer avec Adam Smith que cette division sociale du travail ne se distingue de la division manufacturière que *subjectivement*, c'est-à-dire que l'observateur voit ici d'un coup d'œil les différents travaux partiels à la fois, tandis que là leur dispersion sur un vaste espace et le grand nombre des ouvriers occupés à chaque travail particulier ne lui permettent pas de saisir leurs rapports d'ensemble<sup>6</sup>. Mais qu'est-ce qui constitue le rapport entre les travaux

---

<sup>4</sup> « Les manufactures de laine d'Angleterre ne sont-elles pas divisées en branches distinctes, dont chacune a un siège spécial où se fait uniquement ou principalement la fabrication : les draps fins dans le Somersetshire, les draps communs dans le Yorkshire, les crêpes à Norwich, les brocatelles à Kendal, les couvertures à Whitney, et ainsi de suite. » (Berkeley, *The Querist*, 1750, p.520.)

<sup>5</sup> A. Ferguson : *History of Civil Society*. Part. IV, ch. II.

<sup>6</sup> Dans les manufactures proprement dites « la totalité des ouvriers qui y sont employés est nécessairement peu nombreuse, et ceux qui sont occupés à chaque différente branche de l'ouvrage peuvent souvent être réunis dans le même atelier, et placés à la fois sous les yeux de l'observateur. Au contraire, dans ces grandes manufactures (!) destinées à fournir les objets de consommation de la masse du peuple, chaque branche de l'ouvrage emploie un si grand nombre d'ouvriers, qu'il est impossible de les réunir tous dans le même atelier. ... La division y est moins sensible, et, par cette raison, a été moins bien observée. » (A. Smit : *Wealth of Nations* l.1, ch. I.) Le célèbre passage dans le même chapitre qui commence par ces mots : « Observez dans un pays civilisé et florissant, ce qu'est le mobilier d'un simple journalier ou du dernier de, manœuvres », etc., et qui déroule ensuite le tableau des innombrables travaux sans l'aide et le concours desquels « le plus petit particulier, dans un pays civilisé, ne pourrait être vêtu et meublé » : - ce passage est presque littéralement copié des Remarques

indépendants de l'éleveur de bétail, du tanneur et du cordonnier ? C'est que leurs produits respectifs sont des marchandises. Et qu'est-ce qui caractérise au contraire la division manufacturière du travail ? C'est que les travailleurs parcellaires ne produisent pas de marchandises<sup>7</sup>. Ce n'est que leur produit collectif qui devient marchandise<sup>8</sup>. L'intermédiaire des travaux indépendants dans la société c'est l'achat et la vente de leurs produits; le rapport d'ensemble des travaux partiels de la manufacture a pour condition la vente de différentes forces de travail<sup>9</sup> à un même capitaliste qui les emploie comme force de travail collective. La division manufacturière du travail suppose une concentration de moyens de production dans la main d'un capitaliste; la division sociale du travail suppose leur dissémination entre un grand nombre de producteurs marchands indépendants les uns des autres. Tandis que dans la manufacture la loi de fer de la proportionnalité soumet des nombres déterminés d'ouvriers à des fonctions déterminées, le hasard et l'arbitraire jouent leur jeu déréglé dans la distribution des producteurs et de leurs moyens de production entre les diverses branches du travail social.

(...)

---

ajoutées par B. de Mandeville à son ouvrage : *The Fable of the Bees, or Private Vices, Publick Benefits*. 1<sup>re</sup> édition sans remarques, 1706; édition avec des remarques, 1714.

<sup>7</sup> « Il n'y a plus rien que l'on puisse nommer la récompense naturelle du travail individuel. Chaque travailleur ne produit plus qu'une partie d'un tout, et chaque partie n'ayant ni valeur ni utilité par elle-même, il n'y a rien que le travailleur puisse s'attribuer, rien dont il puisse dire : ceci est mon produit, je veux le garder pour moi-même. » (*Labour defended against the claims of Capital*. Lond., 1825, p.25.) L'auteur de cet écrit remarquable est Ch. Hodgskin, déjà cité.

<sup>8</sup> C'est ce qui a été démontré d'une manière singulière aux Yankees. Parmi les nombreux et nouveaux impôts imaginés à Washington pendant la guerre civile, figurait une accise de six pour cent sur les produits industriels. Or, qu'est-ce qu'un produit industriel ? A cette question posée par les circonstances la sagesse législative répondit : « Une chose devient produit quand elle est faite (when it is made), et elle est faite dès qu'elle est bonne pour la vente. » Citons maintenant un exemple entre mille. Dans les manufactures de parapluies et de parasols, à New York et à Philadelphie, ces articles étaient d'abord fabriqués en entier, bien qu'en réalité ils soient des *mixta composita* de choses complètement hétérogènes. Plus tard les différentes parties qui les constituent devinrent l'objet d'autant de fabrications spéciales disséminées en divers lieux, c'est-à-dire que la division du travail, de manufacturière qu'elle était, devint sociale. Les produits des divers travaux partiels forment donc maintenant autant de marchandises qui entrent dans la manufacture de parapluies et de parasols pour y être tout simplement réunis en un tout. Les Yankees ont baptisé ces produits du nom d'articles assemblés (assembled articles), nom qu'ils méritent d'ailleurs à cause des impôts qui s'y trouvent réunis. Le parapluie paye ainsi six pour cent d'accise sur le prix de chacun de ses éléments qui entre comme une marchandise dans sa manufacture et de plus six pour cent sur son propre prix total.

<sup>9</sup> **NB : Sous le terme de « force de travail », Marx entend l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qu'un homme doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles.**

La division manufacturière du travail suppose l'autorité absolue du capitaliste sur des hommes transformés en simples membres d'un mécanisme qui lui appartient. La division sociale du travail met en face les uns des autres des producteurs indépendants qui ne reconnaissent en fait d'autorité que celle de la concurrence, d'autre force que la pression exercée sur eux par leurs intérêts réciproques, de même que dans le règne animal la guerre de tous contre tous, *bellum omnium contra omnes*, entretient plus ou moins les conditions d'existence de toutes les espèces. Et cette conscience bourgeoise qui exalte la division manufacturière du travail, la condamnation à perpétuité du travailleur à une opération de détail et sa subordination passive au capitaliste, elle pousse des hauts cris et se pâme quand on parle de contrôle, de réglementation sociale du procès de production ! Elle dénonce toute tentative de ce genre comme une attaque contre les droits de la Propriété, de la Liberté, du Génie du capitaliste. « Voulez-vous donc transformer la société en une fabrique ? » glapissent alors ces enthousiastes apologistes du système de fabrique. Le régime des fabriques n'est bon que pour les prolétaires !

Si l'anarchie dans la division sociale et le despotisme dans la division manufacturière du travail caractérisent la société bourgeoise, des sociétés plus anciennes où la séparation des métiers s'est développée spontanément, puis s'est cristallisée et enfin a été sanctionnée légalement, nous offrent par contre l'image d'une organisation sociale du travail régulière et autoritaire tandis que la division manufacturière y est complètement exclue, ou ne se présente que sur une échelle minime, ou ne se développe que sporadiquement et accidentellement<sup>10</sup>.

(...)

Tandis que la division sociale du travail, avec ou sans échange de marchandises, appartient aux formations économiques des sociétés les plus diverses, la division manufacturière est une création spéciale du mode de production capitaliste.

---

<sup>10</sup> « On peut... établir en règle générale que moins l'autorité préside à la division du travail dans l'intérieur de la société, plus la division du travail se développe dans l'intérieur de l'atelier, et plus elle y est soumise à l'autorité d'un seul. Ainsi l'autorité dans l'atelier et celle dans la société, par rapport à la division du travail, sont en raison inverse l'une de l'autre. » (Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, p.130, 131.)

## V. Caractère capitaliste de la manufacture

Un nombre assez considérable d'ouvriers sous les ordres du même capital, tel est le point de départ naturel de la manufacture, ainsi que de la coopération simple. Mais la division du travail, tel que l'exige la manufacture, fait de l'accroissement incessant des ouvriers employés une nécessité technique. Le nombre minimum qu'un capitaliste doit employer, lui est maintenant prescrit par la division du travail établie.

Pour obtenir les avantages d'une division ultérieure, il faut non seulement augmenter le nombre des ouvriers, mais l'augmenter par multiple, c'est-à-dire d'un seul coup, selon des proportions fixes, dans tous les divers groupes de l'atelier. De plus, l'agrandissement de la partie variable du capital nécessite celui de sa partie constante, des avances en outils, instruments, bâtiments, etc., et surtout en matières premières dont la quantité requise croît bien plus vite que le nombre des ouvriers employés. Plus se développent les forces productives du travail par suite de sa division, plus il consomme de matières premières dans un temps donné. L'accroissement progressif du capital minimum nécessaire au capitaliste, ou la transformation progressive des moyens sociaux de subsistance et de production en capital, est donc une loi imposée par le caractère technique de la manufacture<sup>11</sup>.

Le corps de travail fonctionnant dans la manufacture et dont les membres sont des ouvriers de détail, appartient au capitaliste; il n'est qu'une forme d'existence du capital. La force productive, issue de la combinaison des travaux, semble donc naître du capital.

La manufacture proprement dite ne soumet pas seulement le travailleur aux ordres et à la discipline du capital, mais établit encore une gradation hiérarchique parmi les ouvriers eux-mêmes. Si, en général, la coopération simple n'affecte guère le mode de travail individuel, la manufacture le révolutionne de fond en comble et attaque à sa racine la force de travail. Elle estrope le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail, en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs, de même que dans les États de la Plata, on immole un taureau pour sa peau et son suif.

---

<sup>11</sup> « Il ne suffit pas que le capital nécessaire à la subdivision des opérations nouvelles se trouve disponible dans la société; il faut de plus qu'il soit accumulé entre les mains des entrepreneurs en masses suffisantes pour les mettre en état de faire travailler sur une grande échelle... A mesure que la division s'augmente, l'occupation constante d'un même nombre de travailleurs exige un capital de plus en plus considérable en matières premières, outils, etc. » (Storch, l.c., p.250, 25 l.) « La concentration des instruments de production et la division du travail sont aussi inséparables l'une de l'autre que le sont, dans le régime politique, la concentration des pouvoirs publics et la division des intérêts privés. » (Karl Marx, l.c., p.134.)

Ce n'est pas seulement le travail qui est divisé, subdivisé et réparti entre divers individus, c'est l'individu lui-même qui est morcelé et métamorphosé en ressort automatique d'une opération exclusive<sup>12</sup>, de sorte que l'on trouve réalisée la fable absurde de Menenius Agrippa, représentant un homme comme fragment de son propre corps<sup>13</sup>.

Originellement l'ouvrier vend au capital sa force de travail, parce que les moyens matériels de la production lui manquent. Maintenant sa force de travail refuse tout service sérieux si elle n'est pas vendue. Pour pouvoir fonctionner, il lui faut ce milieu social qui n'existe que dans l'atelier du capitaliste<sup>14</sup>. De même que le peuple élu portait écrit sur son front qu'il était la propriété de Jéhovah, de même l'ouvrier de manufacture est marqué comme au fer rouge du sceau de la division du travail qui le revendique comme propriété du capital.

Les connaissances, l'intelligence et la volonté que le paysan et l'artisan indépendants déploient, sur une petite échelle, à peu près comme le sauvage pratique tout l'art de la guerre sous forme de ruse personnelle, ne sont désormais requises que pour l'ensemble de l'atelier. Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent, se concentre en face d'eux dans le capital<sup>15</sup>. La division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine. Cette scission commence à poindre dans la coopération simple où le capitaliste représente vis-à-vis du travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif; elle se développe dans la manufacture qui mutile le travailleur au point de le réduire à une parcelle de lui-même; elle s'achève enfin dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital<sup>16</sup>.

---

<sup>12</sup> Dugald Stewart appelle les ouvriers de manufacture « des automates vivants employés dans les détails d'un ouvrage. » (L.c., p.318.)

<sup>13</sup> Chez les coraux, chaque individu est l'estomac de son groupe; mais cet estomac procure des aliments pour toute la communauté, au lieu de lui en dérober comme le faisait le patriciat romain.

<sup>14</sup> « L'ouvrier, qui porte dans ses mains tout un métier, peut aller partout exercer son industrie et trouver des moyens de subsister; l'autre (celui des manufactures), n'est qu'un accessoire qui, séparé de ses confrères, n'a plus ni capacité ni indépendance, et qui se trouve forcé d'accepter la loi qu'on juge à propos de lui imposer. » (Storch, l.c., édit. de Pétersb., 1815, t. 1, p.204.)

<sup>15</sup> A. Ferguson, l.c., trad. franç. 1783, t. 11, p. 135, t36. « L'un peut avoir gagné ce que l'autre a perdu. »

<sup>16</sup> « Le savant et le travailleur sont complètement séparés l'un de l'autre, et la science dans les mains de ce dernier, au lieu de développer à son avantage ses propres forces productives, s'est presque partout tournée contre lui... La connaissance devient un instrument susceptible d'être séparé du travail et de lui être opposé. » (W. Thompson : *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth*. Lond., 1824, p. 274.)

Dans la manufacture l'enrichissement du travailleur collectif, et par suite du capital, en forces productives sociales a pour condition l'appauvrissement du travailleur en forces productives individuelles.

« *L'ignorance est la mère de l'industrie aussi bien que de la superstition. La réflexion et l'imagination sont sujettes à s'égarer; mais l'habitude de mouvoir le pied ou la main ne dépend ni de l'une, ni de l'autre. Aussi pourrait-on dire, que la perfection, à l'égard des manufactures, consiste à pouvoir se passer de l'esprit, de manière que, sans effort de tête, l'atelier puisse être considéré comme une machine dont les parties sont des hommes*<sup>17</sup>. »

Aussi un certain nombre de manufactures, vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, employaient de préférence pour certaines opérations formant des secrets de fabrique, des ouvriers à moitié idiots<sup>18</sup>.

« *L'intelligence de la plupart des hommes* », dit A. Smith, « *se forme nécessairement par leurs occupations ordinaires. Un homme dont toute la vie se passe à exécuter un petit nombre d'opérations simples... n'a aucune occasion de développer son intelligence ni d'exercer son imagination... Il devient en général aussi ignorant et aussi stupide qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir.* »

Après avoir dépeint l'engourdissement de l'ouvrier parcellaire, A. Smith continue ainsi :

« *L'uniformité de sa vie stationnaire corrompt naturellement la vaillance de son esprit... elle dégrade même l'activité de son corps et le rend incapable de déployer sa force avec quelque vigueur et quelque persévérance, dans tout autre emploi que celui auquel il a été élevé. Ainsi sa dextérité dans son métier est une qualité qu'il semble avoir acquise aux dépens de ses vertus intellectuelles, sociales et guerrières. Or, dans toute société industrielle et civilisée tel est l'état où doit tomber nécessairement l'ouvrier pauvre (the labouring poor), c'est-à-dire la grande masse du peuple*<sup>19</sup>. »

<sup>17</sup> A. Ferguson, l.c., p. 134, 135.

<sup>18</sup> J. D. Tuckett : *A History of the Past and Present State of the Labouring Population*. Lond., 1846, v. 1, p.149.

<sup>19</sup> A. Smith : *Wealth of Nations*, I. V, ch. I, art. 11. En sa qualité d'élève de A. Ferguson, Adam Smith savait à quoi s'en tenir sur les conséquences funestes de la division du travail fort bien exposées par son maître. Au commencement de son ouvrage, alors qu'il célèbre *ex professo* la division du travail, il se contente de l'indiquer en passant comme la source des inégalités sociales. Dans le dernier livre de son ouvrage, il reproduit les idées de Ferguson. - Dans mon écrit, *Misère de la philosophie*, etc., j'ai déjà expliqué suffisamment le rapport historique entre Ferguson, A. Smith, Lemontey et Say, pour ce qui regarde leur critique de la division du travail, et j'ai démontré en même temps pour la première fois, que la division manufacturière du travail est une forme spécifique du mode de production capitaliste. (L.c., p.122 et suiv.)

Pour porter remède à cette détérioration complète, qui résulte de la division du travail, A. Smith recommande l'instruction populaire obligatoire, tout en conseillant de l'administrer avec prudence et à doses homéopathiques. Son traducteur et commentateur français, G. Garnier, ce sénateur prédestiné du premier Empire, a fait preuve de logique en combattant cette idée. L'instruction du peuple, selon lui, est en contradiction avec les lois de la division du travail, et l'adopter « serait proscrire tout notre système social... Comme toutes les autres divisions du travail, celle qui existe entre le travail mécanique et le travail intellectuel<sup>20</sup> se prononce d'une manière plus forte et plus tranchante à mesure que la société avance vers un état plus opulent. (Garnier applique ce mot société d'une manière très correcte au capital, à la propriété foncière et à l'État qui est leur.) Cette division comme toutes les autres, est un effet des progrès passés et une cause des progrès à venir. ... Le gouvernement doit-il donc travailler à contrarier cette division de travail, et à la retarder dans sa marche naturelle ? Doit-il employer une portion du revenu public pour tâcher de confondre et de mêler deux classes de travail qui tendent d'elles-mêmes à se diviser<sup>21</sup> ? »

Un certain rabougrissement de corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société. Mais comme la période manufacturière pousse beaucoup plus loin cette division sociale en même temps que par la division qui lui est propre elle attaque l'individu à la racine même de sa vie, c'est elle qui la première fournit l'idée et la matière d'une pathologie industrielle<sup>22</sup>.

« *Subdiviser un homme, c'est l'exécuter, s'il a mérité une sentence de mort; c'est l'assassiner s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple*<sup>23</sup>. »

<sup>20</sup> Ferguson dit déjà : « L'art de penser, dans une période où tout est séparé, peut lui-même former un métier à part. »

<sup>21</sup> G. Garnier, t. V de sa traduction, p.2, 5.

<sup>22</sup> Ramazzini, professeur de médecine pratique à Padoue, publia en 1713 son ouvrage : *De morbis artificum*, traduit en français en 1781, réimprimé en 1841 dans *l'Encyclopédie des sciences médicales. 7<sup>e</sup> Disc. Auteurs classiques*. Son catalogue des maladies des ouvriers a été naturellement très augmenté par la période de la grande industrie. Voy. entre autres : *Hygiène physique et morale de l'ouvrier dans les grandes villes en général, et dans la ville de Lyon en particulier*, par le Dr A. L. Fonterel. Paris, 1858; *Die Krankheiten welche verschie denen Stunden Altern und Geschlechtern eigenthümlich sind*. 6 vol. Ulm, 1861, et l'ouvrage de Edouard Reich : *M. D. Ueber den Ursprung der Entartung des Menschen*. Erlangen, 1868. La *Society of Arts* nomma en 1854 une commission d'enquête sur la pathologie industrielle. La liste des documents rassemblés par cette commission se trouve dans le catalogue du *Twickenham Economic Museum*. Les rapports officiels sur *Public Health* ont comme de juste une grande importance.

<sup>23</sup> D. Urquhart : *Familiar Words*. London, 1855, p.119. Hegel avait des opinions très hérétiques sur la division du travail. « Par hommes cultivés, dit-il dans sa philosophie du droit, on doit d'abord entendre ceux qui peuvent faire tout ce que font les autres. »

La coopération fondée sur la division du travail, c'est-à-dire la manufacture, est à ses débuts une création spontanée et inconsciente. Dès qu'elle a acquis une certaine consistance et une base suffisamment large, elle devient la forme reconnue et méthodique de la production capitaliste. L'histoire de la manufacture proprement dite montre comment la division du travail qui lui est particulière acquiert expérimentalement, pour ainsi dire à l'insu des acteurs, ses formes les plus avantageuses, et comment ensuite, à la manière des corps de métier, elle s'efforce de maintenir ces formes traditionnellement, et réussit quelquefois à les maintenir pendant plus d'un siècle. Cette forme ne change presque jamais, excepté dans les accessoires, que par suite d'une révolution survenue dans les instruments de travail. La manufacture moderne (je ne parle pas de la grande industrie fondée sur l'emploi des machines) ou bien trouve, dans les grandes villes où elle s'établit, ses matériaux tout prêts quoique disséminés et n'a plus qu'à les rassembler, la manufacture des vêtements par exemple; ou bien le principe de la division du travail est d'une application si facile qu'on n'a qu'à approprier chaque ouvrier exclusivement à une des diverses opérations d'un métier, par exemple de la reliure des livres. L'expérience d'une semaine suffit amplement dans de tels cas pour trouver le nombre proportionnel d'ouvriers qu'exige chaque fonction<sup>24</sup>.

Par l'analyse et la décomposition du métier manuel, la spécialisation des instruments, la formation d'ouvriers parcellaires et leur groupement dans un mécanisme d'ensemble, la division manufacturière crée la différenciation qualitative et la proportionnalité quantitative des procès sociaux de production. Cette organisation particulière du travail en augmente les forces productives.

La division du travail dans sa forme capitaliste - et sur les bases historiques données, elle ne pouvait revêtir aucune autre forme - n'est qu'une méthode particulière de produire de la plus-value relative, ou d'accroître aux dépens du travailleur le rendement du capital, ce qu'on appelle *Richesse nationale (Wealth of Nations)*. Aux dépens du travailleur elle développe la force collective du travail pour le capitaliste. Elle crée des circonstances nouvelles qui assurent la domination du capital sur le travail. Elle se présente donc et comme un progrès historique, une phase nécessaire dans la formation économique de la société, et comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation.

---

<sup>24</sup> La foi naïve au génie déployé *a priori* par le capitaliste dans la division du travail, ne se rencontre plus que chez des professeurs allemands, tels que Roscher par exemple, qui pour récompenser le capitaliste de ce que la division du travail sort toute faite de son cerveau olympien, lui accorde « plusieurs salaires différents ». L'emploi plus ou moins développé de la division du travail dépend de la grandeur de la bourse, et non de la grandeur du génie.

## Texte 8 : Karl MARX, *Un chapitre inédit du Capital* (1867)

Traduit de l'Allemand par Roger Dangeville

### **H. Travail productif et improductif**

Avant de continuer l'analyse de la forme nouvelle que revêt le capital résultant du mode de production capitaliste, faisons brièvement quelques remarques sur cette question.

Comme le but immédiat et le produit spécifique de la production capitaliste sont la plus-value, seul est productif le travail ou le prestataire de force de travail, qui produit directement de la plus-value. Le seul travail qui soit productif, c'est donc celui qui est consommé directement dans le procès de production en vue de valoriser le capital.

Du simple point de vue du procès de travail en général, est productif le travail qui se réalise en un produit ou, mieux, une marchandise. Du point de vue de la production capitaliste, il faut ajouter: est productif le travail qui valorise directement le capital ou produit de la plus-value, c'est-à-dire le travail qui se réalise, sans aucun équivalent pour l'ouvrier qui l'exécute, en une plus-value représentée par un surproduit, donc en un incrément additionnel de marchandises pour celui qui monopolise les moyens de travail, le capitaliste. En somme, seul est productif le travail qui pose le capital variable - et partant le capital total - comme  $C + \Delta C = C + \Delta v$ , autrement dit, le travail utilisé directement par le capital comme agent de son auto-valorisation, comme moyen pour produire de la plus-value.

Le procès de travail capitaliste ne supprime pas les caractéristiques générales du procès de travail: il crée un produit et une marchandise. En ce sens, est productif le travail qui s'objective en marchandises, (unités de la valeur d'usage et de la valeur d'échange). Cependant, le procès de travail n'est que simple moyen de valoriser du capital. En conséquence, est productif le travail qui se manifeste dans la marchandise: si nous considérons une marchandise particulière, le travail qui s'exprime dans l'une de ses quotités représentant du travail non payé, ou, si nous considérons le produit total, le travail qui s'exprime dans l'une des quotités de la masse totale de marchandises représentant du travail non payé; bref, en un produit qui ne coûte rien au capitaliste.

Est productif l'ouvrier qui effectue un travail productif, le travail productif étant celui qui engendre directement de la plus-value, c'est-à-dire qui valorise le capital. -

Il faut toute l'étroitesse d'esprit du bourgeois, qui tient la forme capitaliste pour la forme absolue de la production, et donc pour sa forme naturelle, pour confondre ce qui est travail productif et ouvrier productif du point de vue du capital avec ce qui est travail productif en général, de sorte qu'il se satisfait de cette tautologie: est productif tout travail qui produit en général, c'est-à-dire qui aboutit à un produit ou valeur d'usage quelconque, voire à un résultat quel qu'il soit.

Seul est productif l'ouvrier dont le procès de travail correspond au *procès productif de consommation* de la force de travail - du porteur de ce travail - par le capital ou le capitaliste.

[...]

#### a) Formes de transition et services

La première condition peut se passer de la seconde: un travailleur peut être salarié, sans qu'il remplisse la seconde condition: tout travailleur productif est salarié, mais il ne s'ensuit pas que tout salarié soit un travailleur productif.

Toutes les fois que le travail est acheté pour être employé comme *valeur d'usage*, à titre de *service* - et non pas comme *facteur vivant*, échangé contre le capital variable, en vue d'être incorporé au procès de production capitaliste - il n'est pas productif, et le salarié qui l'exécute n'est pas un travailleur productif. Dans ce cas, en effet, le travail est consommé pour sa *valeur d'usage*, et ne pose donc pas de valeurs d'échange. N'étant pas consommé de manière *productive*, c'est du travail *improductif*. Le capitaliste ne lui fait pas face comme capitaliste qui représente du capital, puisqu'il échange son argent, sous forme de revenu et non de capital, contre du travail. Cette consommation de force de travail ne pose pas  $A - M - A'$ , mais seulement  $M - A - M$  (où la marchandise est du travail ou un service): l'argent opère ici *comme moyen de circulation*, et non *comme capital*.

Les marchandises que le capitaliste achète en raison de leur valeur d'usage pour sa consommation privée ne sont pas employées productivement et ne deviennent pas des *facteurs du capital*. Il en est de même des *services* qu'il achète volontairement ou par la force des choses (services fournis par l'État, etc.). Ce ne sont pas des travaux productifs, et ceux qui les effectuent ne sont pas des *travailleurs productifs*.

[...]

#### b) Définitions du travail productif

Pour distinguer le travail productif du travail improductif, il suffit de déterminer si le travail s'échange contre de *l'argent proprement dit* ou contre de *l'argent-capital*. Par exemple, si j'achète une marchandise chez un travailleur indépendant ou un artisan qui est son propre employeur, il n'y a pas lieu de parler de travail productif, puisque l'argent ne s'échange pas directement contre du travail, mais contre une marchandise.

[...]

« Est productif le travailleur qui augmente de manière directe la richesse de son patron. »<sup>6</sup>

La différence entre travail *productif* et *improductif* est essentielle pour l'accumulation, car seul l'échange contre le travail productif permet une retransformation de plus-value en capital.

Étant donné qu'il représente le *capital productif*, engagé dans son procès de valorisation, le capitaliste remplit une *fonction productive*, qui consiste à diriger et à exploiter le *travail productif*. Contrairement à ceux qui l'aident à manger la plus-value mais sans être dans le même rapport immédiat et actif avec la production, sa classe est, apparaît comme la *classe productive* par excellence. (Comme dirigeant (Lenker) du procès de travail, le capitaliste peut effectuer du *travail productif*, en ce sens que son travail étant intégré au procès de travail total, s'incarne dans le produit.)

Nous ne considérons ici le capital qu'au sein du procès de production immédiat et ce n'est que plus tard que nous rechercherons quelles sont les autres fonctions du capital et quels sont les agents dont il se sert pour les exécuter.

La définition du *travail productif* (et donc aussi de son contraire, le travail *improductif*) se base sur le fait que la production capitaliste est production de plus-value, et que le travail qui s'y emploie produit de la plus-value.

---

<sup>6</sup> Cf. Malthus, *Principles of Political Economy*, 2e édit., Londres, 1836.

## Dossier 2 : Valeur et prix chez David Ricardo

### CONTENU DU DOSSIER

- Texte 1 : David RICARDO [1817], *Des Principes de l'économie politique et de l'impôt*, traduction de F. Solano Constancio et A. Fonteyraud, à partir de la 3<sup>e</sup> édition anglaise de 1821. Préface de l'auteur et chapitre 1, section I (extraits).
- Texte 2 : David RICARDO [1817], *op. cit.*, chapitre 1, section II (extrait).
- Texte 3 : David RICARDO [1817], *op. cit.*, chapitre 1, section III.
- Texte 4 : David RICARDO [1817], *op. cit.*, chapitre 4.
- Texte 5 (*facultatif*) : Adam SMITH [1776], *Richesse des nations*, *op. cit.*, livre I, chapitre 6 (extrait).

### PRESENTATION

Le parcours intellectuel et social de David Ricardo est sensiblement différent de celui de Smith. Quand le second était un universitaire reconnu de formation très académique, le premier est un autodidacte, qui apprend le fonctionnement de la finance en travaillant à la bourse de Londres, aux cotés de son père, dès l'âge de quatorze ans. Son activité d'agent de change lui assurera d'ailleurs suffisamment d'aisance pour lui permettre de prendre sa retraite à 42 ans, et se consacrer entièrement à l'élaboration de son œuvre.

Si Ricardo découvre l'économie politique en lisant la *Richesse des nations*, son analyse s'inscrit souvent en contradiction avec celle de son prédécesseur. Bien qu'adoptant le même point de départ que Smith (la célèbre distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, **texte 1**), il s'en écarte rapidement en soutenant que la valeur des marchandises est totalement indépendante des revenus des classes sociales et dépend exclusivement « du travail nécessaire pour les fabriquer et les porter au marché ».

Ricardo met notamment en cause la pertinence de la distinction entre état « primitif » et état « avancé » de la société élaborée par Smith dans la *Richesse des nations* (**texte 5**)<sup>25</sup>, en prétextant que le capital est déjà présent dans l'état primitif, sous forme d'outil et d'armes, dont l'existence suppose un travail préalable pour les fabriquer. Dès lors, la valeur des marchandises est déterminée et mesurée par la somme des travaux directs et indirects (il faut entendre par là une partie du travail passé qui a permis la production des outils, machines et bâtiments) nécessaires à leur production et leur transport sur le lieu de vente. C'est ce qu'on a appelé, *a posteriori*, la théorie de la valeur travail incorporé (cf. **textes 2 et 4**).

L'analyse ricardienne de la convergence des prix courant (ou prix de marché) vers les prix naturels, en revanche, s'accorde dans les grandes lignes avec celle de Smith, et met en évidence des mécanismes marchands dont la logique repose sur la mobilité du capital et le principe d'égalisation du taux de profit dans l'ensemble de l'économie (**texte 5**).

⇒ **concepts importants** : *valeur d'échange, travail incorporé, classes sociales, capital, prix naturel / de marché, concurrence.*

---

<sup>25</sup> Ce texte est essentiellement destiné à éclairer ce à quoi Ricardo fait référence au début des textes 1 et 3.

## QUESTIONS

### Textes 1 et 2

- 1 - Définissez la différence entre valeur d'usage et valeur d'échange. Pourquoi l'utilité n'est pas le fondement de la valeur d'échange d'après les « classiques » ?
- 2 - Quel rôle joue le travail dans la théorie de la valeur de Ricardo ?
- 3 - Cette explication de la valeur concerne-t-elle toutes les marchandises ?
- 4 - De quel problème la section 2 traite-t-elle ? Que pensez-vous de la solution proposée par Ricardo ?

### Texte 3

- 5 - Que reproche Ricardo à Smith ? Quelle est la conséquence de cette critique ?
- 6 - En quoi peut-on dire que Ricardo distingue, dans sa théorie de la valeur, travail direct (immédiat) et indirect (passé) ?

### Texte 4

- 7 - Qu'est-ce que le prix naturel ? Le prix de marché (ou prix courant) ?
- 8 - Quels mécanismes expliquent la convergence du prix de marché vers le prix naturel ?
- 9- Quel rôle est assuré par l'intermédiation bancaire dans ce processus ?

### Texte 5 (facultatif)

- 10 - Pourquoi Smith distingue-t-il un état « primitif » et un état « avancé » de la société ? Quelles sont les différences entre les deux états ?
- 11 - Le travail détermine-t-il toujours la valeur dans l'état « avancé » de la société selon Smith ?

Texte 1 : David RICARDO (1772-1823)

***Des Principes de l'économie politique et de l'impôt (1817)***

Traduction de F. Solano Constancio et A. Fonteyraud, à partir de la 3<sup>e</sup> édition anglaise de 1821.

**Préface de l'auteur**

Les produits de la terre, c'est-à-dire tout ce que l'on retire de sa surface par les efforts combinés du travail, des machines et des capitaux, se partage entre les trois classes suivantes de la communauté ; savoir : les propriétaires fonciers, - les possesseurs des fonds ou des capitaux nécessaires pour la culture de la terre, - les travailleurs qui la cultivent.

Chacune de ces classes aura cependant, selon l'état de la civilisation, une part très différente du produit total de la terre sous le nom de rente, de profits du capital et de salaires, et cette part dépendra, à chaque époque, de la fertilité des terres, de l'accroissement du capital et de la population, du talent, de l'habileté de cultivateurs, enfin des instruments employés dans l'agriculture.

Déterminer les lois qui règlent cette distribution, voilà le principal problème en économie politique.

[...]

**Chapitre 1**

**De la valeur**

**Section I**

*La valeur d'une marchandise, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour la produire et non de la rémunération plus ou moins forte accordée à l'ouvrier.*

Adam Smith a remarqué que le mot Valeur a deux significations différentes, et exprime, tantôt l'utilité d'un objet quelconque, tantôt la faculté que cet objet transmet à celui qui le possède, d'acheter d'autres marchandises. Dans un cas la valeur prend le nom de valeur en usage ou d'utilité : dans l'autre celui de valeur en échange. "Les choses, dit encore Adam Smith, qui ont le plus de valeur d'utilité n'ont souvent que fort peu ou point de valeur échangeable ; tandis que celles qui ont le plus de valeur échangeable ont fort peu ou point de valeur d'utilité." L'eau et

l'air, dont l'utilité est si grande, et qui sont même indispensables à l'existence de l'homme, ne peuvent cependant, dans les cas ordinaires, être donnés en échange pour d'autres objets. L'or, au contraire, si peu utile en comparaison de l'air ou de l'eau, peut être échangé contre une grande quantité de marchandises

Ce n'est donc pas l'utilité qui est la mesure de la valeur échangeable, quoiqu'elle lui soit absolument essentielle. Si un objet n'était d'aucune utilité, ou, en d'autres termes, si nous ne pouvions le faire servir à nos jouissances, ou en tirer quelque avantage, il ne posséderait aucune valeur échangeable, quelle que fut d'ailleurs sa rareté, ou quantité de travail nécessaire pour l'acquérir.

Les choses, une fois qu'elles sont reconnues utiles par elles-mêmes, tirent leur valeur échangeable de deux sources, de leur rareté, et de la quantité de travail nécessaire pour les acquérir.

Il y a des choses dont la valeur ne dépend que de leur rareté. Nul travail ne pouvant en augmenter la quantité, leur valeur ne peut baisser par suite d'une plus grande abondance. Tels sont les tableaux précieux, les statues, les livres et les médailles rares, les vins d'une qualité exquise, qu'on ne peut tirer que de certains terroirs très peu étendus, et dont il n'y a par conséquent qu'une quantité très bornée, enfin, une foule d'autres objets de même nature, dont la valeur est entièrement indépendante de la quantité de travail qui a été nécessaire à leur production première. Cette valeur dépend uniquement de la fortune, des goûts et du caprice de ceux qui ont envie de posséder de tels objets.

Ils ne forment cependant qu'une très petite partie des marchandises qu'on échange journellement. Le plus grand nombre des objets que l'on désire posséder étant le fruit de l'industrie, on peut les multiplier, non seulement dans un pays, mais dans plusieurs, à un degré auquel il est presque impossible d'assigner des bornes, toutes les fois qu'on voudra y consacrer l'industrie nécessaire pour les créer.

Quand donc nous parlons des marchandises, de leur valeur échangeable, et des principes qui règlent leurs prix relatifs, nous n'avons en vue que celles de ces marchandises dont la quantité peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence, et n'est contrariée par aucune entrave.

Dans l'enfance des sociétés la valeur échangeable des choses, ou la règle qui fixe la quantité que l'on doit donner d'un objet pour un autre, ne dépend que de la quantité comparative de travail qui a été employée à la production de chacun d'eux.

« Le prix réel de chaque chose, dit Adam Smith, ce qu'elle coûte réellement à la personne qui a besoin de l'acquérir, est l'équivalent de la peine et de l'embarras qu'il a fallu pour l'acquérir. Ce que chaque chose vaut réellement pour celui qui l'a

acquise, et qui cherche à en disposer, ou à l'échanger pour quelque autre objet, c'est la peine et l'embarras que cette chose peut lui épargner, et qu'elle a le pouvoir de rejeter sur d'autres personnes. Le travail a été le premier prix, la monnaie primitive avec laquelle tout a été payé ". Et dans un autre endroit il ajoute : "Dans cet état grossier des sociétés naissantes, qui précède l'accumulation des capitaux, et l'appropriation des terres, le rapport entre la quantité de travail nécessaire pour acquérir chaque objet paraît la seule donnée qui puisse conduire à poser une règle pour l'échange des uns contre les autres. Par exemple, si dans une nation de chasseurs il en coûte ordinairement deux fois autant de travail pour tuer un castor que pour tuer un daim, on donnera naturellement deux daims pour un castor, ou, en d'autres termes, un castor vaudra deux daims. Il est tout simple que ce qui est d'ordinaire le produit de deux journées ou de deux heures de travail, vaille le double de ce qui n'exige ordinairement qu'un jour ou une heure de travail<sup>26</sup>. »

Il importe essentiellement en économie politique de savoir si telle est en réalité la base de la valeur échangeable de toutes les choses, excepté de celles que l'industrie des hommes ne peut multiplier à volonté ; car il n'est point de source d'où aient découlé autant d'erreurs, autant d'opinions diverses, que du sens vague et peu précis qu'on attache au mot valeur.

Si c'est la quantité de travail fixée dans une chose, qui règle sa valeur échangeable, il s'ensuit que toute augmentation dans la quantité de ce travail doit nécessairement augmenter la valeur de l'objet auquel il a été employé ; et de même que toute diminution du même travail doit en diminuer le prix.

[ ... ]

## Texte 2 : Ricardo, *op. cit.*, chapitre 1

### **Section II**

*La rémunération accordée à l'ouvrier varie suivant la nature du travail ; mais ce n'est pas là une des causes qui font varier la valeur relative des différentes marchandises.*

Cependant, quoique je considère le travail comme la source de toute valeur, et sa quantité relative comme la mesure qui règle presque exclusivement la valeur relative des marchandises, il ne faut pas croire que je n'aie pas fait attention aux différentes espèces de travail et à la difficulté de comparer celui d'une heure ou d'un jour consacré à un certain genre d'industrie, avec un travail de la même durée consacré à une autre production. La valeur de chaque espèce de travail est bientôt fixée, et elle l'est avec assez de précision pour satisfaire aux nécessités de la pratique : elle dépend beaucoup de la dextérité comparative de l'ouvrier, et de l'activité avec laquelle il a travaillé. L'échelle comparative une fois établie, elle n'est sujette qu'à peu de variations. Si la journée d'un ouvrier en bijouterie vaut plus que celle d'un ouvrier ordinaire, cette proportion reconnue et déterminée depuis longtemps conserve sa place dans l'échelle des valeurs

En comparant donc la valeur d'un même objet à des époques différentes, on peut se dispenser d'avoir égard à l'habileté et à l'activité comparative de l'ouvrier, car elles influent également aux deux époques. Des travaux de la même nature exécutés dans différents temps se comparent entre eux ; et si un dixième, un cinquième ou un quart a été ajouté ou ôté à leur prix, il en résultera un effet proportionné dans la valeur relative de l'objet. Si une pièce de drap valant actuellement deux pièces de toile, venait à valoir dans dix ans quatre pièces de toile, nous serions fondés à conclure en toute sécurité qu'il faut plus de travail pour fabriquer le drap, ou qu'il en faut moins pour faire de la toile, ou même que ces deux causes ont agi en même temps.

[...]

---

<sup>26</sup> Richesse des Nations, Livre I, chapitre 5.

### Texte 3 : Ricardo, *op. cit.*, Chapitre 1, Section III (extrait)

*La valeur des marchandises se trouve modifiée, non seulement par le travail immédiatement appliqué à leur production, mais encore par le travail consacré aux outils, aux machines, aux bâtiments qui servent à les créer.*

Même dans cet état primitif des sociétés dont il est question dans Adam Smith, le chasseur sauvage a besoin d'un capital quelconque, créé peut-être par lui-même et qui lui permette de tuer le gibier. S'il n'avait aucune espèce d'arme offensive, comment tuerait-il un castor ou un daim ? La valeur de ces animaux se composerait donc d'abord du temps et du travail employés à leur destruction, et ensuite du temps et du travail nécessaires au chasseur pour acquérir son capital, c'est-à-dire l'arme dont il s'est servi.

Supposons que l'arme propre à tuer le castor exige, pour sa fabrication, beaucoup plus de travail que celle qui suffit pour tuer le daim, en raison de la difficulté plus grande d'approcher du premier de ces animaux, et de la nécessité d'être par conséquent muni d'une arme propre à porter un coup assuré. Dans ce cas, il est probable qu'un castor vaudra plus que deux daims, précisément parce que, tout considéré, il faudra plus de travail pour tuer le premier.

Tous les instruments nécessaires pour tuer les castors et les daims pourraient aussi n'appartenir qu'à une seule classe d'hommes, une autre classe se chargeant du travail de la chasse ; mais leur prix comparatif serait toujours proportionné au travail employé, soit pour se procurer le capital, soit pour tuer ces animaux. Que les capitaux fussent abondants ou rares par rapport au travail ; qu'il y eût abondance ou disette des aliments et autres objets de première nécessité, les personnes qui auraient consacré une valeur égale de capital à un de ces deux emplois, pourraient retirer une moitié, un quart, ou un huitième du produit, le reste servant de salaire à ceux qui auraient fourni leur travail. Mais cette division d'intérêts ne saurait affecter la valeur réelle des produits ; en effet, soit que les profits du capital s'élèvent à cinquante, à vingt, ou à dix pour cent, soit que les salaires des ouvriers s'élèvent ou s'abaissent, l'effet en sera le même dans les deux emplois différents.

Qu'on suppose les occupations de la société plus étendues, en sorte que les uns fournissent les canots, les filets et les appareils nécessaires à la pêche ; et les autres, les semences et les instruments grossiers dont on se sert en commençant une culture : il sera toujours vrai de dire cependant que la valeur échangeable des objets produits est proportionnée au travail employé à leur production, et je ne dis pas seulement à leur production immédiate, mais encore à la fabrication des instruments et machines nécessaires à l'industrie qui les produit.

Si nous envisageons un état de société encore plus avancé, où les arts et le commerce fleurissent, nous verrons que c'est toujours le même principe qui détermine les variations dans la valeur des marchandises. En estimant, par exemple, la valeur échangeable des bas de coton, nous verrons qu'elle dépend de la totalité du travail nécessaire pour les fabriquer et les porter au marché. Il y a d'abord le travail nécessaire à la culture de la terre où l'on a récolté le coton brut ; puis celui qui a servi à le transporter dans le pays où l'on doit fabriquer les bas, - ce qui comprend une partie du travail employé à la construction du navire qui doit porter le coton, et qui est payé dans le fret des marchandises. Puis, vient le travail du fileur et du tisserand, et une partie de celui de l'ingénieur, du serrurier, du charpentier, qui a construit les bâtiments et les machines ; enfin les services du détaillant et de plusieurs autres personnes qu'il serait inutile d'énumérer. La somme totale de toutes ces sortes de travaux détermine la quantité des divers objets qui doit être échangée contre ces bas ; et une pareille estimation de tout le travail employé à la production de ces objets eux-mêmes, réglerait également la quantité qui doit en être donnée pour les bas.

Pour nous convaincre que c'est là le fondement réel de toute valeur échangeable, supposons qu'il ait été fait un perfectionnement qui abrège le travail dans une des différentes opérations que le coton brut doit subir, avant que des bas de coton puissent être apportés au marché pour être échangés contre d'autres objets ; et observons quels en seraient les effets. S'il fallait effectivement moins de bras pour cultiver le coton et pour le récolter ; si l'on employait moins de matelots pour manœuvrer, ou moins de charpentiers pour construire le navire qui doit nous le porter ; si moins de personnes étaient employées à construire les bâtiments et les machines ; ou si après leur construction on en augmentait la puissance, les bas baisseraient infailliblement de prix, et par conséquent on ne pourrait plus les échanger que pour une moindre quantité d'autres objets. Ils baisseraient de prix, parce qu'une moindre portion de travail suffirait pour les produire, et ils ne pourraient plus être donnés en échange que pour une quantité moindre d'articles dans la fabrication desquels il ne se serait point opéré une pareille économie de main d'œuvre.

Une économie dans le travail ne manque jamais de faire baisser la valeur relative d'une marchandise, - que cette économie porte sur le travail nécessaire à la fabrication de l'objet même, ou bien sur le travail nécessaire à la formation du capital employé dans cette production. Qu'il y ait moins de blanchisseurs, de fileurs et de tisserands directement employés à la fabrication des bas, ou moins de matelots, de charretiers, d'ingénieurs, de forgerons occupés indirectement à la même production : dans l'un et l'autre cas, le prix devra baisser.

Texte 4 : Ricardo, *op. cit.*

## Chapitre 4

### **Du prix naturel, et du prix courant**

Nous avons regardé le travail comme le fondement de la valeur des choses, et la quantité de travail nécessaire à leur production, comme la règle qui détermine les quantités respectives des marchandises qu'on doit donner en échange pour d'autres ; mais nous n'avons pas prétendu nier qu'il n'y eût dans le prix courant des marchandises quelque déviation accidentelle et passagère de ce prix primitif et naturel.

Dans le cours ordinaire des événements, il n'y a pas de denrées dont l'approvisionnement continue pendant un certain temps à être précisément aussi abondant que l'exigeraient les besoins et les désirs des hommes, et par conséquent il n'y en a pas qui n'éprouvent des variations de prix accidentelles et momentanées.

Ce n'est qu'en raison de pareilles variations que des capitaux sont consacrés précisément dans la proportion requise, et non au delà, à la production des différentes marchandises pour lesquelles il y a demande. Par la hausse ou la baisse du prix, les profits s'élèvent au-dessous de leur niveau général, et par là les capitaux se rapprochent ou s'éloignent des industries qui viennent d'éprouver l'une ou l'autre de ces variations.

Chacun étant libre d'employer son capital comme il lui plaît, il est naturel qu'il cherche à le placer de la manière la plus avantageuse ; il ne se contentera pas d'un profit de 10 pour cent, si, par un autre emploi, il peut en tirer 15 pour cent. Ce désir inquiet, qu'a tout capitaliste, d'abandonner un placement moins lucratif pour un autre qui le soit davantage, tend singulièrement à établir l'égalité dans le taux de tous les profits, ou à en fixer les proportions de telle sorte que les individus intéressés puissent estimer et compenser entre elles tout avantage que l'un aurait ou paraîtrait avoir sur l'autre. Il est peut-être assez difficile de retracer la marche par laquelle ce changement s'est opéré ; cela tient probablement à ce qu'un manufacturier ne change pas absolument l'emploi de son capital, et se borne à en retrancher une portion. Dans tous les pays riches, il y a un certain nombre d'hommes qu'on appelle capitalistes ; ils ne font aucun commerce, et ils vivent de l'intérêt de leur argent, qui est employé à escompter des effets de commerce, ou qui est prêté à la classe la plus industrielle de l'État. Les banquiers consacrent aussi une grande partie de leurs capitaux aux mêmes opérations. Ces fonds, ainsi

employés, forment un capital circulant très considérable, qui est employé en quantités plus ou moins grandes dans tous les genres d'industrie. Il n'est peut-être pas de manufacturier, quelque riche qu'il soit, qui circonscrive ses opérations dans le cercle que ses propres fonds lui permettent. Il a toujours une certaine portion de capital flottant dont la somme augmente ou diminue, selon que la demande pour ses produits est plus ou moins active. Quand il y a grande demande de soieries, celle des draps diminuant, le fabricant de draps ne détourne pas son capital vers le commerce de la soierie ; il renvoie quelques-uns de ses ouvriers, et cesse d'emprunter de l'argent aux banquiers et aux capitalistes. Le fabricant de soieries se trouve dans une situation tout opposée ; et a besoin d'employer plus d'ouvriers, et par conséquent le besoin d'argent s'accroît pour lui ; il en emprunte en effet davantage, et le capital est ainsi détourné d'un emploi vers un autre, sans qu'un seul manufacturier soit forcé de suspendre ses travaux ordinaires. Si nous portons les yeux sur les marchés des grandes villes, nous verrons avec quelle régularité ils sont pourvus de toutes sortes de denrées nationales et étrangères dans la quantité requise. Quelque variable qu'en soit même la demande par l'effet du caprice, du goût, ou des variations survenues dans la population, il arrive rarement qu'on ait à signaler soit un engorgement par un approvisionnement surabondant, soit une cherté excessive, par la faiblesse de l'approvisionnement comparée à la demande. On doit donc convenir que le principe qui distribue le capital à chaque branche d'industrie, dans des proportions exactement convenables, est plus puissant qu'on ne le suppose en général.

Le capitaliste qui cherche un emploi plus profitable pour ses fonds, doit naturellement peser tous les avantages qu'un genre d'industrie peut avoir sur un autre. Par cette raison, il pourrait renoncer à un emploi plus profitable de son argent, pour un autre emploi qui lui offrirait plus de sûreté, de propriété, de commodité, ou tout autre avantage réel ou imaginaire.

Si, par de telles considérations, les profits des capitaux étaient réglés de manière à ce que dans un genre d'industrie ils fussent de 20, dans un autre de 25, et dans un troisième de 30 pour cent, ils continueraient toujours à présenter cette même différence relative, qui ne saurait augmenter : car si, par une cause quelconque, les profits d'un de ces genres d'industrie venaient à hausser de 10 pour cent, cette hausse serait momentanée, et ils reviendraient promptement à leur taux ordinaire, ou les profits des autres commerces s'élèveraient dans la même proportion.

Supposons que toutes les marchandises soient à leur prix naturel, et par conséquent que le taux des profits du capital reste le même dans toutes les industries ; ou bien supposons que les profits ne diffèrent que parce que ces marchandises ont, dans l'esprit des parties intéressées, quelque avantage réel ou

imaginaire dont on jouit ou auquel on renonce. Supposons ensuite qu'un changement dans la mode augmente la demande des soieries et diminue celle des étoffes de laine : leur prix naturel restera le même, car la quantité de travail nécessaire à leur production n'aura pas changé ; mais le prix courant des soieries haussera, et celui des étoffes de laine baissera. Par conséquent les profits du fabricant de soieries se trouveront au-dessus, et ceux du fabricant d'étoffes de laine, au-dessous du taux ordinaire des profits ; et ce changement survenu dans les profits s'étendra au salaire des ouvriers. Cependant la demande extraordinaire des soieries serait bientôt satisfaite, au moyen des capitaux et de l'industrie détournés des manufactures de draps vers celles de soieries ; et alors les prix courants des étoffes de soie et de laine se rapprocheraient de nouveau de leurs prix naturels, et chacune de ces branches de manufactures ne donnerait plus que les profits ordinaires.

C'est donc l'envie qu'a tout capitaliste de détourner ses fonds d'un emploi déterminé vers un autre plus lucratif, qui empêche le prix courant des marchandises de rester longtemps beaucoup au-dessus ou beaucoup au-dessous de leur prix naturel. C'est cette concurrence qui établit la valeur échangeable des marchandises, de telle sorte qu'après le paiement des salaires pour le travail nécessaire à leur production, et après les autres dépenses indispensables pour donner au capital engagé toute sa faculté de production, l'excédant de valeur est dans chaque espèce de manufacture en raison de la valeur du capital employé.

Dans le premier chapitre de la *Richesse des Nations*, tout ce qui a rapport à cette question est traité avec beaucoup de sagacité. Quant à nous, après avoir pleinement reconnu les effets qui, dans certains emplois du capital, peuvent modifier accidentellement le prix des denrées, celui des salaires et les profits des fonds sans avoir aucune influence sur le prix général des denrées, des salaires ou des profits ; après avoir, dis-je, reconnu ces effets qui se font également sentir à toutes les époques de la société, nous pouvons les négliger entièrement en traitant des lois qui règlent les prix naturels, les salaires naturels et les profits naturels, toutes choses indépendantes de ces causes accidentelles. En parlant donc de la valeur échangeable des choses, ou du pouvoir qu'elles ont d'en acheter d'autres, j'entends toujours parler de cette faculté qui constitue leur prix naturel, toutes les fois qu'elle n'est point dérangée par quelque cause momentanée ou accidentelle.

Texte 5 : Adam SMITH (1723-1790)

***Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)***

Traduction de G. Garnier.

## Livre I

### Chapitre 6 (extrait)

#### **Des parties constituantes du prix des marchandises**

Dans ce premier état informe de la société, qui précède l'accumulation des capitaux et l'appropriation du sol, la seule circonstance qui puisse fournir quelque règle pour les échanges, c'est, à ce qu'il semble, la *qualité*<sup>27</sup> de travail nécessaire pour acquérir les différents objets d'échange. Par exemple, chez un peuple de chasseurs, s'il en coûte habituellement deux fois plus de peine pour tuer un castor que pour tuer un daim, naturellement un castor s'échangera contre deux daims ou vaudra deux daims. Il est naturel que ce qui est ordinairement le produit de deux jours ou de deux heures de travail, vaille le double de ce qui est ordinairement le produit d'un jour ou d'une heure de travail.

Si une espèce de travail était plus rude que l'autre, on tiendrait naturellement compte de cette augmentation de fatigue, et le produit d'une heure de ce travail plus rude pourrait souvent s'échanger contre le produit de deux heures de l'autre espèce de travail. De même, si une espèce de travail exige un degré peu ordinaire d'habileté ou d'adresse, l'estime que les hommes ont pour ces talents ajoutera naturellement à leur produit une valeur supérieure à ce qui serait dû pour le temps employé au travail. Il est rare que de pareils talents s'acquièrent autrement que par une longue application, et la valeur supérieure qu'on attribue à leur produit n'est souvent qu'une compensation raisonnable du temps et de la peine qu'on a mis à les acquérir.

Dans l'état avancé de la société, on tient communément compte, dans les salaires du travail, de ce qui est dû à la supériorité d'adresse ou de fatigue, et il est

---

<sup>27</sup> Il s'agit ici d'une erreur de traduction de Garnier, qui traduit malencontreusement « quantité » par « qualité ». Smith écrivait en effet dans le texte original : « the proportion between the quantities of labour necessary for acquiring different objects seems to be the only circumstance which can afford any rule for exchanging them for one another ».

vraisemblable qu'on en a agi à peu près de même dans la première enfance des sociétés.

Dans cet état de choses, le produit du travail appartient tout entier au travailleur, et la quantité de travail communément employée à acquérir ou à produire un objet échangeable est la seule circonstance qui puisse régler la quantité de travail que cet objet devra communément acheter, commander ou obtenir en échange.

Aussitôt qu'il y aura des capitaux accumulés dans les mains de quelques particuliers, certains d'entre eux emploieront naturellement ces capitaux à mettre en œuvre des gens industriels, auxquels ils fourniront des matériaux et des *substances*<sup>28</sup>, afin de faire un Profit sur la vente de leurs produits, ou sur ce que le travail de ces ouvriers ajoute de valeur aux matériaux. Quand l'ouvrage fini est échangé, ou contre de l'argent, ou contre du travail, ou contre d'autres marchandises, il faut bien qu'en outre de ce qui pourrait suffire à payer le prix des matériaux et les salaires des ouvriers, il y ait encore quelque chose de donné pour les Profits de l'entrepreneur de l'ouvrage, qui hasarde ses capitaux dans cette affaire. Ainsi, la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties, dont l'une paye leurs salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler. Il n'aurait pas d'intérêt à employer ces ouvriers, s'il n'attendait pas de la vente de leur ouvrage quelque chose de plus que le remplacement de son capital, et il n'aurait pas d'intérêt à employer un grand capital plutôt qu'un petit, si ses profits n'étaient pas en rapport avec l'étendue du capital employé.

Les Profits, dira-t-on peut-être, ne sont autre chose qu'un nom différent donné aux salaires d'une espèce particulière de travail, le travail d'inspection et de direction. Ils sont cependant d'une nature absolument différente des salaires; ils se règlent sur des principes entièrement différents, et ne sont nullement en rapport avec la quantité et la nature de ce prétendu travail d'inspection et de direction. Ils se règlent en entier sur la valeur du capital employé, et ils sont plus ou moins forts, à proportion de l'étendue de ce capital. Supposons, par exemple, que dans une certaine localité où les profits des fonds employés dans les manufactures sont communément de dix pour cent par an, il y ait deux manufactures différentes, chacune desquelles emploie vingt ouvriers à raison de 15 livres par an chacun, soit une dépense de 300 livres par an pour chaque atelier; supposons encore que la matière première de peu de valeur, employée annuellement dans l'une, coûte seulement 700 livres, tandis que dans l'autre on emploie des matières plus

précieuses qui coûtent 7 000 livres; le capital employé annuellement dans l'une sera, dans ce cas, de 1000 livres seulement, tandis que celui employé dans l'autre s'élèvera à 7 000 livres. Or, au taux de 10 pour cent, l'entrepreneur de l'une comptera sur un profit annuel d'environ 100 livres seulement, tandis que l'entrepreneur de l'autre s'attendra à un bénéfice d'environ 730 livres. Mais, malgré cette différence énorme dans leurs profits, il se peut que leur travail d'inspection et de direction soit tout à fait le même ou à peu près l'équivalent. Dans beaucoup de grandes fabriques, souvent presque tout le travail de ce genre est confié à un premier commis. Ses appointements expriment réellement la valeur de ce travail d'inspection et de direction. Quoique, en fixant ce salaire, on ait communément quelque égard, non seulement à son travail et à son degré d'intelligence, mais encore au degré de confiance que son emploi exige, cependant ses appointements ne sont jamais en proportion réglée avec le capital dont il surveille la régie; et le propriétaire de ce capital, bien qu'il se trouve par là débarrassé de presque tout le travail, n'en compte pas moins que ses profits seront en proportion réglée avec son capital. Ainsi, dans le prix des marchandises, les profits des fonds ou capitaux sont une part constituante dans la valeur, entièrement différente des salaires du travail, et réglée sur des principes tout à fait différents.

Dans cet état de choses, le produit du travail n'appartient pas toujours tout entier à l'ouvrier. Il faut, le plus souvent, que celui-ci le partage avec le propriétaire du capital qui le fait travailler. Ce n'est plus alors la quantité de travail communément dépensée pour acquérir ou pour produire une marchandise, qui est la seule circonstance sur laquelle on doit régler la quantité de travail que cette marchandise pourra communément acheter, commander ou obtenir en échange. Il est clair qu'il sera encore dû une quantité additionnelle pour le profit du capital qui a avancé les salaires de ce travail et qui en a fourni les matériaux.

Dès l'instant que le sol d'un pays est devenu propriété privée, les propriétaires, comme tous les autres hommes, aiment à recueillir où ils n'ont pas semé, et ils demandent une Rente, même pour le produit naturel de la terre. Il s'établit un prix additionnel sur le bois des forêts, sur l'herbe des champs et sur tous les fruits naturels de la terre, qui, lorsqu'elle était possédée en commun, ne coûtaient à l'ouvrier que la peine de les cueillir, et lui coûtent maintenant davantage. Il faut qu'il paye pour avoir la permission de les recueillir, et il faut qu'il cède au propriétaire du sol une portion de ce qu'il recueille ou de ce qu'il produit par son travail. Cette portion ou, ce qui revient au même, le prix de cette portion constitue la Rente *de la terre* (*rent of land*) et dans le prix de la plupart des marchandises, elle forme une troisième partie constituante.

Il faut observer que la valeur réelle de toutes les différentes parties constituantes du prix se mesure par la quantité du travail que chacune d'elles peut

<sup>28</sup> Nouvelle erreur de Garnier, qui traduit cette fois « subsistence » par « substances » qui n'a évidemment pas le même sens.

acheter ou commander. Le travail mesure la valeur, non seulement de cette partie du prix qui se résout en *travail*, mais encore de celle qui se résout en *rente*, et de celle qui se résout en *profit*.

Dans toute société, le prix de chaque marchandise se résout définitivement en quelqu'une de ces trois parties ou en toutes trois, et dans les sociétés civilisées, ces parties entrent toutes trois, plus ou moins, dans le prix de la plupart des marchandises, comme parties constituantes de ce prix.

Dans le prix du blé, par exemple, une partie paye la rente du propriétaire, une autre paye les salaires ou l'entretien des ouvriers, ainsi que des bêtes de labour et de charroi employées à produire le blé, et la troisième paye le profit du fermier.

Ces trois parties semblent constituer immédiatement ou en définitive la totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie, nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente que des salaires de ce travail. Ainsi, quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse, dans ces mêmes trois parties, *rente, travail et profit*.

Dans le prix de la farine, il faut ajouter au prix du blé les profits du meunier et les salaires de ses ouvriers ; dans le prix du pain, les profits du boulanger et les salaires de ses garçons, et dans le prix de l'un et de l'autre, le travail de transporter le blé de la maison du fermier à celle du meunier, et de celle du meunier à celle du boulanger, ainsi que les profits de ceux qui avancent les salaires de ce travail.

Le prix du lin se résout dans les mêmes trois parties constituantes que celui du blé. Dans le prix de la toile, il faut comprendre le salaire de ceux qui sérangent le lin, de ceux qui le filent, du tisserand, du blanchisseur, etc., et à tout cela ajouter les profits de ceux qui mettent en œuvre ces différents ouvriers.

A mesure qu'une marchandise particulière vient à être plus manufacturée, cette partie du prix qui se résout en *salaires* et en *profits* devient plus grande à proportion de la partie qui se résout en *rente*. A chaque transformation nouvelle d'un produit, non seulement le nombre des profits augmente, mais chaque profit subséquent est plus grand que le précédent, parce que le capital d'où il procède est nécessairement toujours plus grand. Le capital qui met en œuvre les tisserands, par exemple, est nécessairement plus grand que celui qui fait travailler les fileurs, parce que non seulement il remplace ce dernier capital avec ses profits, mais il

paye encore, en outre, les salaires des tisserands; et, comme nous l'avons vu, il faut toujours que les profits soient en certaine proportion avec le capital.

Néanmoins, dans les sociétés les plus avancées, il y a toujours quelques marchandises, mais en petit nombre, dont le prix se résout en deux parties seulement, les salaires du travail et le profit du capital ; et d'autres, en beaucoup plus petit nombre encore, dont le prix consiste uniquement en salaires de travail. Dans le prix du poisson de mer, par exemple, une partie paye le travail des pêcheurs, et l'autre les profits du capital placé dans la pêcherie. Il est rare que la *rente* fasse partie de ce prix, quoique cela arrive quelquefois, comme je le ferai voir par la suite. Il en est autrement, au moins dans la plus grande partie de l'Europe, quant aux pêches de rivière. Une pêcherie de saumon paye une *rente*, et cette *rente*, quoiqu'on ne puisse pas trop l'appeler *rente de terre*, fait une des parties du prix du saumon, tout aussi bien que les salaires et les profits. Dans quelques endroits de l'Écosse, il y a de pauvres gens qui font métier de chercher le long des bords de la mer ces petites pierres tachetées, connues vulgairement sous le nom de cailloux *d'Écosse*. Le prix que leur paye le lapidaire est en entier le salaire de leur travail ; il n'y entre ni rente ni profit.

Mais la totalité du prix de chaque marchandise doit toujours, en dernière analyse, se résoudre en quelqu'une de ces parties ou en toutes trois, attendu que, quelque partie de ce prix qui reste après le payement de la rente de la terre et le prix de tout le travail employé à la faire croître, à la manufacturer et à la conduire au marché, il faut de toute nécessité que cette partie soit le profit de quelqu'un.

De même que le prix ou la valeur échangeable de chaque marchandise prise séparément, se résout en l'une ou l'autre de ces parties constituantes ou en toutes trois, de même le prix de toutes les marchandises qui composent la somme totale du produit annuel de chaque pays, prises collectivement et en masse, se résout nécessairement en ces mêmes trois parties, et doit se distribuer entre les différents habitants du pays, soit comme salaire de leur travail, soit comme profit de leurs capitaux, soit comme rente de leurs terres. La masse totale de ce que chaque société recueille ou produit annuellement par son travail, ou, ce qui revient au même, le prix entier de cette masse, est primitivement distribué de cette manière entre les différents membres de la société.

*Salaire, profit et rente* sont les trois sources primitives de tout revenu, aussi bien que de toute valeur échangeable. Tout autre revenu dérive, en dernière analyse, de l'une ou de l'autre de ces trois sources.

## Dossier 3 : La théorie ricardienne de la répartition

### CONTENU DU DOSSIER

- Texte 1 : David RICARDO [1817], *Des Principes de l'économie politique et de l'impôt*, traduction de F. Solano Constancio et A. Fonteyraud, à partir de la 3<sup>e</sup> édition anglaise de 1821. Chapitre 2 (extrait).
- Texte 2 : David RICARDO [1817], *op. cit.*, chapitre 5 (extraits).
- Texte 3 : David RICARDO [1817], *op. cit.*, chapitre 6 (extraits).
- Texte 4 : David RICARDO [1817], *op. cit.*, chapitre 21 (extraits).

### PRESENTATION

La théorie de la valeur de Ricardo a ceci de caractéristique qu'elle est indépendante de la répartition. Comme on a vu dans le *dossier 2*, les valeurs d'échange des marchandises, ou prix naturels, sont en effet déterminées exclusivement en fonction du travail incorporé à leur production, indépendamment des revenus versés aux classes sociales. Lors, on peut représenter la problématique ricardienne de la répartition comme celle du partage d'un gâteau. Ceci implique un degré plus ou moins conséquent d'interdépendance entre les revenus (salaires, profits et rentes), la taille de la première part du gâteau distribuée ayant nécessairement une influence sur la taille de celles distribuées ensuite.

Ricardo commence son analyse de la répartition par une théorie spécifique de la rente, dite différentielle, selon laquelle la rente n'est pas une cause du prix des denrées agricoles, mais au contraire un effet de l'élévation de ce dernier, due à la détérioration des conditions de production dans le secteur agricole (**texte 1**).

Il en résulte une approche de la répartition de la valeur qui met l'accent sur la relation antagonique entre salaires et profits. Les salaires sont, d'après Ricardo, déterminés en premier, de sorte que le profit apparaît comme un simple résidu. Comme le salaire naturel, ou prix naturel du travail, est fixé à un niveau permettant la reproduction à l'identique de la classe ouvrière (**texte 2**), l'évolution du prix des biens de subsistance (des denrées agricoles) jouera un rôle déterminant sur celle des salaires, indirectement sur celle des profits (**texte 3**), et enfin sur l'accumulation à long terme.

Si l'analyse de Ricardo peut paraître plus sombre que celle de Smith, le contexte dans lequel écrivent les deux auteurs n'est pas similaire. Entre la publication de la *Richesse* et celle des *Principes*, la taille de la population britannique a presque doublé, et la classe ouvrière se paupérise. Aussi l'air du temps se ressent-il dans le discours, plus cynique, de Ricardo (voir sa position sur les *poor laws* – lois sur les pauvres – à la fin du **texte 2**) qui participe de la « science lugubre » de ce début du XIX<sup>e</sup> siècle, comme la définira l'historien des idées J. Schumpeter.

⇒ **concepts importants** : répartition, rente, salaire, profit, accumulation, état stationnaire.

## QUESTIONS

### Texte 1

- 1 – Pourquoi est-il important pour Ricardo d’avoir une définition précise de la rente ?
- 2 – Ricardo fait uniquement une théorie de la rente « différentielle » ? Quelle est l’importance de cette précision ?
- 3 - Quelles sont les conditions pour qu'il existe une rente différentielle?
- 4 – La rente est-elle une cause de la cherté du blé ?
- 5 – La rente est-elle une cause de la baisse des profits ?

### Texte 2

- 6 - Quel est, selon Ricardo, le "prix naturel du travail"? Pourquoi ce dernier tend-il à augmenter avec le "progrès de la société"?
- 7 – Cela veut-il dire que le niveau de vie du travailleur augmente ?
- 8 – De quoi dépend l’amélioration du niveau de vie des travailleurs ?
- 9 – De quelle manière Ricardo définit le concept de capital dans ce texte ?
- 10 - Ricardo affirme que le progrès de l'accumulation du capital peut avoir lieu à travers deux modalités très différentes. Selon une première modalité, "le capital peut augmenter à la fois en quantité et en valeur" ; et selon une seconde, "le capital peut augmenter en quantité sans augmenter de valeur". Qu’entend-il par cette distinction ? Pourquoi la seconde modalité d'augmentation du capital est à la fois la plus favorable à la croissance et à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs ?

### Texte 3

- 11 - Quels sont les effets de la hausse du prix des produits agricoles sur les profits des manufacturiers ? Et des fermiers ?

### Texte 4

- 12 – Quelle (s) hypothèse (s) sur la psychologie des agents est (sont) mobilisée(s) par Ricardo pour soutenir la « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say ?
- 13 – Quelle conception de la monnaie est sous-entendue dans l’argumentation de Ricardo ?
- 14 – Pourquoi, selon Ricardo, la concurrence ne peut-elle être une cause de la baisse des profits ?
- 15 – Quelle est, d’après Ricardo, la cause principale de la baisse des profits ?

Texte 1 : David RICARDO (1772-1823)



***Des Principes de l'économie politique et de l'impôt (1817)***

Traduction de F. Solano Constancio et A. Fonteyraud, à partir de la 3<sup>e</sup> édition anglaise de 1821.

## **Chapitre II**

### **De la rente de la terre**

Il reste à considérer si l'appropriation des terres et la création subséquente de la rente, peuvent causer quelque variation dans la valeur relative des denrées, abstraction faite de la quantité de travail nécessaire pour les produire. Pour bien comprendre cette partie de notre sujet il faut étudier la nature de la rente et rechercher quels sont les principes qui en règlent la hausse et la baisse.

La rente est cette portion du produit de la terre que l'on paie au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter les facultés productives et impérissables du sol. Cependant on confond souvent la rente avec l'intérêt et le profit du capital, et dans le langage vulgaire on donne le nom de rente à tout ce que le fermier paie annuellement au propriétaire.

Supposons deux fermes contiguës, ayant une même étendue, et un sol d'une égale fertilité, mais dont l'une, pourvue de tous les bâtiments et instruments utiles à l'agriculture, est de plus bien entretenue, bien fumée, et convenablement entourée de haies, de clôtures et de murs, tandis que tout cela manque à l'autre. Il est clair que l'une s'affermira plus cher que l'autre ; mais dans les deux cas on appellera rente la rémunération payée au propriétaire. Il est cependant évident qu'une portion seulement de l'argent serait payée pour exploiter les propriétés naturelles et indestructibles du sol, le reste représenterait l'intérêt du capital consacré à amender le terrain et à ériger les constructions nécessaires pour assurer et conserver le produit. Adam Smith donne parfois au mot rente le sens rigoureux dans lequel je cherche à le restreindre, mais le plus souvent il l'emploie dans le sens vulgairement usité. Ainsi il dit que les demandes toujours croissantes de bois de construction dans les pays méridionaux de l'Europe, faisant hausser les prix, furent cause que l'on commença à affermer des forêts en Norvège, qui auparavant ne produisaient pas de rente. N'est-il pas clair cependant que celui qui consentit à payer ce qu'il appelle rente, n'avait d'autre but que d'acquérir les arbres précieux qui couvraient le terrain, afin d'obtenir par leur vente le remboursement de son argent, plus des bénéfices ? Si après la coupe et l'enlèvement du bois on continuait à payer au propriétaire une rétribution pour la faculté de cultiver le terrain, soit pour y planter de nouveaux arbres, soit dans tout autre but, on pourrait alors en

effet l'appeler rente, parce qu'elle serait payée pour la jouissance des facultés productives du sol ; mais dans le cas cité par Adam Smith, cette rétribution était payée pour avoir la liberté d'enlever et de vendre le bois, et nullement pour la faculté de planter de nouveaux arbres.

En parlant aussi de la rente perçue pour les mines de charbon et les carrières de pierre, auxquelles s'appliquent les mêmes observations, il dit que la rémunération payée pour les mines ou les carrières représente la valeur du charbon ou des pierres qui en ont été extraits, et n'a aucun rapport avec les facultés naturelles et indestructibles du sol. Cette distinction est d'une grande importance dans toute recherche relative à la rente et aux profits ; car on verra que les causes qui influent sur la hausse de la rente sont entièrement différentes de celles qui déterminent l'augmentation des profits, et qu'elles agissent rarement dans le même sens. Dans tous les pays avancés en civilisation, la rétribution qu'on paie annuellement au propriétaire foncier, participant à la fois de la nature de la rente et de celle des profits, reste parfois stationnaire, et parfois augmente ou diminue selon que prédominent telles ou telles causes. C'est pourquoi quand je parlerai de rente dans la suite de cet ouvrage, je ne désignerai sous ce mot que ce que le fermier paie au propriétaire pour le droit d'exploiter les facultés primitives et indestructibles du sol.

Lorsque des hommes font un premier établissement dans une contrée riche et fertile, dont il suffit de cultiver une très petite étendue pour nourrir la population, ou dont la culture n'exige pas plus de capital que n'en possèdent les colons, il n'y a point de rente ; car qui songerait à acheter le droit de cultiver un terrain, alors que tant de terres restent sans maître, et sont par conséquent la disposition de quiconque voudrait les cultiver ?

Par les principes ordinaires de l'offre et de la demande, il ne pourrait être payé de rente pour la terre, par la même raison qu'on n'achète point le droit de jouir de l'air, de l'eau, ou de tous ces autres biens qui existent dans la nature en quantités illimitées. Moyennant quelques matériaux, et à l'aide de la pression de l'atmosphère et de l'élasticité de la vapeur, on peut mettre en mouvement des machines qui abrègent considérablement le travail de l'homme ; mais personne n'achète le droit de jouir de ces agents naturels qui sont inépuisables et que tout le monde peut employer. De même, le brasseur, le distillateur, le teinturier, emploient continuellement l'air et l'eau dans la fabrication de leurs produits ; mais comme la source de ces agents est inépuisable, ils n'ont point de prix. Si la terre jouissait partout des mêmes propriétés, si son étendue était sans bornes, et sa qualité uniforme, on ne pourrait rien exiger pour le droit de la cultiver, à moins que ce ne fût là où elle devrait à sa situation quelques avantages particuliers. C'est donc uniquement parce que la terre varie dans sa force productive, et parce que,

dans le progrès de la population, les terrains d'une qualité inférieure, ou moins bien situés, sont défrichés, qu'on en vient à payer une rente pour avoir la faculté de les exploiter. Dès que par suite des progrès de la société on se livre à la culture des terrains de fertilité secondaire, la rente commence pour ceux des premiers, et le taux de cette rente dépend de la différence dans la qualité respective des deux espèces de terre.

Dès que l'on commence à cultiver des terrains de troisième qualité, la rente s'établit aussitôt pour ceux de la seconde, et est réglée de même par la différence dans leurs facultés productives. La rente des terrains de première qualité hausse en même temps, car elle doit se maintenir toujours au-dessus de celle de la seconde qualité, et cela en raison de la différence de produits que rendent ces terrains avec une quantité donnée de travail et de capital. A chaque accroissement de population qui force un peuple à cultiver des terrains d'une qualité inférieure pour en tirer des subsistances, le loyer des terrains supérieurs haussera.

Supposons que des terrains n<sup>os</sup> 1, 2, 3, rendent, moyennant l'emploi d'un même capital, un produit net de 100, 90 et 80 quarts (2 h. 907) de blé. Dans un pays neuf, où il y a quantité de terrains fertiles, par rapport à la population, et où par conséquent il suffit de cultiver le n<sup>o</sup> 1, tout le produit net restera au cultivateur, et sera le profit du capital qu'il a avancé. Aussitôt que l'augmentation de population sera devenue telle qu'on soit obligé de cultiver le n<sup>o</sup> 2, qui ne rend que 90 quarts, les salaires des laboureurs déduits, la rente commencera pour les terres n<sup>o</sup> 1 ; car il faut, ou qu'il y ait deux taux de profits du capital agricole, ou que l'on enlève dix quarts de blé, ou leur équivalent, du produit n<sup>o</sup> 1 pour les consacrer à un autre emploi. Que ce soit le propriétaire ou une autre personne qui cultive le terrain n<sup>o</sup> 1, ces dix quarts en constitueront toujours la rente, puisque le cultivateur du n<sup>o</sup> 2 obtiendrait le même résultat avec son capital, soit qu'il cultivât le n<sup>o</sup> 1, en payant dix quarts de blé de rente, soit qu'il continuât à cultiver le n<sup>o</sup> 2 sans payer de loyer. De même, il est clair que lorsqu'on aura commencé à défricher les terrains n<sup>o</sup> 3, la rente du n<sup>o</sup> 2 devra être de dix quarts de blé ou de leur valeur, tandis que la rente du n<sup>o</sup> 1 devra atteindre vingt quarts ; le cultivateur du n<sup>o</sup> 3 ayant le même profit, soit qu'il cultive le terrain n<sup>o</sup> 1 en payant vingt quarts de rente, soit qu'il cultive le n<sup>o</sup> 2 en en payant dix, soit enfin qu'il cultive le n<sup>o</sup> 3 sans payer de rente.

Il arrive assez souvent qu'avant de défricher les n<sup>os</sup> 2, 3, 4, ou les terrains de qualité inférieure, on peut employer les capitaux d'une manière plus productive dans les terres déjà cultivées. Il peut arriver qu'en doublant le capital primitif employé dans le n<sup>o</sup> 1, le produit, quoiqu'il ne soit pas double ou augmenté de cent quarts, augmente cependant de quatre-vingt-cinq quarts, quantité qui surpasse

ce que pourrait rendre ce capital additionnel, si on le consacrait à la culture du terrain n° 3.

Dans ce cas, le capital sera employé de préférence sur le vieux terrain, et constituera également une rente : - la rente étant toujours la différence entre les produits obtenus par l'emploi de deux quantités égales de capital et de travail. Si avec un capital de 1000 livres sterling un fermier retirait de sa terre cent quarters de blé, et que par l'emploi d'un second capital de 1000 l. st. il eût un surcroît de produits de 85 quarters, son propriétaire serait en droit, à l'expiration du bail, d'exiger de lui quinze quarters, ou une valeur équivalente, à titre d'augmentation de rente ; car il ne peut pas y avoir deux taux différents pour les profits. Si le fermier consent à payer quinze quarters de blé en raison de l'augmentation de produits obtenue par l'addition de 1000 l. st. de capital, c'est parce qu'il ne saurait en faire un emploi plus profitable. Ce serait là le taux courant proportionnel des profits ; et si l'ancien fermier n'acceptait pas la condition, un autre se présenterait bientôt, prêt à payer au propriétaire un excédant de rente proportionné au profit additionnel qu'il pourrait retirer de sa terre.

Dans ce cas, comme dans le précédent, le dernier capital employé ne donne pas de rente. Le fermier paie, à la vérité, quinze quarters de rente, eu égard à l'augmentation du pouvoir productif des premières 1000 l. st. ; mais pour l'emploi des secondes 1000 l. st. il ne paie pas de rente. S'il venait à employer sur la même terre un troisième capital de 1000 l. st. produisant en retour soixante-quinze quarters de plus, il paierait alors, pour le second capital de 1000 l. st., une rente qui serait égale à la différence entre le produit des deux capitaux, c'est-à-dire à dix quarters ; la rente des premières 1000 l. st. hausserait de quinze à vingt-cinq quarters ; et les dernières 1000 l. st. ne paieraient point de rente.

S'il y avait donc beaucoup plus de terres fertiles qu'il n'en faut pour fournir les subsistances nécessaires à une population croissante, ou s'il était possible d'augmenter le capital employé à la culture des vieux terrains sans qu'il y eût aucune diminution de produits, la hausse des rentes deviendrait impossible, la rente étant l'effet constant de l'emploi d'une plus grande quantité de travail donnant moins de produits.

Les terres les plus fertiles et les mieux situées seraient les premières cultivées, et la valeur échangeable de leurs produits serait réglée, comme celle des autres denrées, par la somme de travail nécessaire à leur production et à leur transport jusqu'au lieu de la vente.

La valeur échangeable d'une denrée quelconque, qu'elle soit le produit d'une manufacture, d'une mine, ou de la terre, n'est jamais réglée par la plus petite somme de travail nécessaire pour sa production dans des circonstances extrêmement favorables, et qui constituent une sorte de privilèges. Cette valeur

dépend au contraire de la plus grande quantité de travail industriel que sont forcés d'employer ceux qui n'ont point de pareilles facilités, et ceux qui, pour produire, ont à lutter contre les circonstances les plus défavorables. Nous entendons par circonstances les plus défavorables, celles sous l'influence desquelles il est plus difficile d'obtenir la quantité nécessaire de produits.

C'est ainsi que dans un établissement de bienfaisance où l'on fait travailler les pauvres au moyen de dotations, le prix des objets qui y sont fabriqués sera, en général, réglé, non d'après les avantages particuliers accordés à cette sorte d'ouvriers, mais d'après les difficultés ordinaires et naturelles que tout autre ouvrier aura à surmonter. Le fabricant qui ne jouirait d'aucun de ces avantages pourrait, à la vérité, n'être plus en état de soutenir la concurrence, si ces ouvriers favorisés pouvaient suppléer tous les besoins de la société ; mais s'il se décidait à continuer son industrie, ce ne serait qu'autant qu'il retirerait toujours de son capital les profits ordinaires, ce qui ne pourrait arriver s'il ne vendait ses articles à un prix proportionné à la quantité de travail industriel consacré à leur production.

A la vérité, les meilleurs terrains auraient toujours continué à donner le même produit avec le même travail qu'auparavant, mais leur valeur aurait haussé par suite des produits comparativement moindres obtenus par ceux qui auraient consacré un travail additionnel, ou de nouveaux capitaux à des terrains moins fertiles. Et quoique les avantages d'un terrain fertile sur un autre moins productif ne soient jamais perdus, et ne fassent que passer des mains du cultivateur et du consommateur dans celles du propriétaire, comme il faut employer plus de travail à la culture des terrains inférieurs, ces terres, seules, pouvant fournir l'approvisionnement additionnel de produits, la valeur comparative de ces produits se maintiendra constamment au-dessus de son ancien niveau, et s'échangera contre plus de chapeaux, de draps, de souliers, *etc.*, *etc.*, toutes choses dont la production n'exigera point une augmentation de travail.

Ce qui fait donc hausser la valeur comparative des produits naturels, c'est l'excédant de travail consacré aux dernières cultures, et non la rente qu'on paie au propriétaire. La valeur du blé se règle d'après la quantité de travail employée à le produire sur les dernières qualités de terrains ou d'après cette portion de capital qui ne paie pas de rente. Le blé ne renchérit pas, parce qu'on paie une rente ; mais c'est au contraire parce que le blé est cher que l'on paie une rente ; et l'on a remarqué, avec raison, que le blé ne baisserait pas, lors même que les propriétaires feraient l'entier abandon de leurs rentes. Cela n'aurait d'autre effet que de mettre quelques fermiers dans le cas de vivre en seigneurs, mais ne diminuerait nullement la quantité de travail nécessaire pour faire venir des produits bruts sur les terrains cultivés les moins productifs.

Texte 2 : David Ricardo, *op. cit.*

## Chapitre V (extraits)

### **Des salaires**

Le travail, ainsi que toutes choses que l'on peut acheter ou vendre, et dont la quantité peut augmenter ou diminuer, a un prix naturel et un prix courant. Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers, en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. Les ressources qu'a l'ouvrier pour subvenir à son entretien et à celui de la famille nécessaire pour maintenir le nombre des travailleurs, ne tiennent pas à la quantité d'argent qu'il reçoit pour son salaire, mais à la quantité de subsistances et d'autres objets nécessaires ou utiles dont l'habitude lui a fait un besoin, et qu'il peut acheter avec l'argent de ses gages. Le prix naturel du travail dépend donc du prix des subsistances et de celui des choses nécessaires ou utiles à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille. Une hausse dans les prix de ces objets fera hausser le prix naturel du travail, lequel baissera par la baisse des prix.

Plus la société fait de progrès, plus le prix naturel tend à hausser, parce qu'une des principales denrées qui règlent le prix naturel tend à renchérir, en raison de la plus grande difficulté de l'acquérir. Néanmoins ; les améliorations dans l'agriculture, la découverte de nouveaux marchés d'où l'on peut tirer des subsistances, peuvent, pendant un certain temps, s'opposer à la hausse du prix des denrées, et peuvent même faire baisser leur prix naturel. Les mêmes causes produiroient un semblable effet sur le prix naturel du travail.

Le prix naturel de toute denrée, - les matières primitives et le travail exceptés, - tend à baisser, par suite de l'accroissement des richesses et de la population ; car quoique, d'un côté, leur valeur réelle augmente par la hausse du prix naturel des matières premières, ce renchérissement est plus que compensé par le perfectionnement des machines, par une meilleure division et distribution du travail, et par l'habileté toujours croissante des producteurs dans les sciences et dans les arts.

Le prix courant du travail est le prix que reçoit réellement l'ouvrier, d'après les rapports de l'offre et la demande, le travail étant cher quand les bras sont rares, et à bon marché lorsqu'ils abondent. Quelque grande que puisse être la déviation du prix courant relativement au prix naturel du travail, il tend, ainsi que toutes les denrées, à s'en rapprocher. C'est lorsque le prix courant du travail s'élève au-dessus de son prix naturel que le sort de l'ouvrier est réellement prospère et heureux, qu'il

peut se procurer en plus grande quantité tout ce qui est utile ou agréable à la vie, et par conséquent élever et maintenir une famille robuste et nombreuse. Quand, au contraire, le nombre des ouvriers s'accroît par le haut prix du travail, les salaires descendent de nouveau à leur prix naturel, et quelquefois même l'effet de la réaction est tel, qu'ils tombent encore plus bas.

Quand le prix courant du travail est au-dessous de son prix naturel, le sort des ouvriers est déplorable, la pauvreté ne leur permettant plus de se procurer les objets que l'habitude leur a rendu absolument nécessaires. Ce n'est que lorsqu'à force de privations le nombre des ouvriers se trouve réduit, ou que la demande de bras s'accroît, que le prix courant du travail remonte de nouveau à son prix naturel. L'ouvrier peut alors se procurer encore une fois les jouissances modérées qui faisaient son bonheur.

Malgré la tendance qu'ont les salaires à revenir à leur taux naturel, leur prix courant peut cependant, dans la marche de la civilisation, et pendant un temps indéterminé, se maintenir constamment plus haut ; car à peine l'impulsion, donnée par une augmentation de capital, a-t-elle augmenté la demande d'ouvriers, qu'une nouvelle augmentation peut produire le même effet. Et si cet accroissement de capital est graduel et constant, le besoin de bras continuera à servir d'encouragement à la population.

Le capital est cette partie de la richesse d'une nation qui est employée à la production. Il se compose des matières alimentaires, des vêtements, des instruments et ustensiles, des machines, des matières premières, etc., nécessaires pour rendre le travail productif.

Le capital peut augmenter à la fois en quantité et en valeur. Une nation peut avoir plus de subsistances et de vêtements, et demander peut-être plus de travail encore qu'auparavant pour produire cette quantité additionnelle. Dans ce cas, le capital ne sera pas seulement plus considérable, il aura plus de valeur.

Le capital peut augmenter en quantité sans augmenter de valeur ; il peut même s'accroître pendant que sa valeur éprouve une baisse. Ainsi une nation peut posséder plus de subsistances et de vêtements ; mais cette augmentation peut provenir de l'emploi des machines, sans qu'il y ait aucune augmentation, et même avec diminution réelle dans la quantité proportionnelle de travail nécessaire à leur production. La masse de capital peut s'accroître sans qu'il augmente de valeur, soit dans sa totalité, soit dans une de ses parties.

Dans le premier cas, le prix naturel des salaires haussera ; car il est toujours réglé par le prix de la nourriture, de l'habillement et des autres objets nécessaires. Dans le second, il restera stationnaire, ou il baissera : mais, dans l'un comme dans l'autre cas, le prix courant des salaires doit monter ; car la demande des bras

augmentera en raison de l'augmentation du capital. Plus il y aura d'ouvrage à faire, plus on aura besoin d'ouvriers.

Dans les deux cas, le prix courant du travail montera même au-dessus de son prix naturel, ou tendra à s'en rapprocher ; mais c'est surtout dans le premier que se manifesterait cet accord des deux prix. Le sort de l'ouvrier sera amélioré, mais faiblement ; car la cherté des vivres et des autres objets de nécessité absorbera une grande partie de son salaire, quoiqu'il soit plus fort. Par conséquent le manque de travail ou une légère augmentation de la population auront l'effet de réduire bientôt le prix courant du travail au taux naturel, momentanément élevé.

Dans le second cas, le sort de l'ouvrier s'améliorera singulièrement ; il recevra un bien plus fort salaire en argent, tandis qu'il pourra acheter les objets dont il a besoin pour lui et pour sa famille aux mêmes conditions, et peut-être même à plus bas prix ; et il faudra qu'il y ait un grand surcroît de population pour ramener de nouveau le prix courant du travail à son prix naturel déprécié.

C'est donc ainsi que toute amélioration dans la société, et toute augmentation de capital feront hausser le prix courant des salaires ; mais la permanence de cette hausse dépendra d'un accroissement simultané dans le taux naturel, et cette hausse tient à son tour à celle qui survient dans le prix naturel des denrées à l'achat desquelles l'ouvrier emploie son salaire.

On aurait tort de croire que le prix naturel des salaires est absolument fixe et constant, même en les estimant en vivres et autres articles de première nécessité ; il varie à différentes époques dans un même pays, et il est très différent dans des pays divers. Cela tient essentiellement aux mœurs et aux habitudes du peuple. L'ouvrier anglais regarderait son salaire comme au-dessous du taux naturel, et insuffisant pour maintenir sa famille, s'il ne lui permettait d'acheter d'autre nourriture que des pommes de terre, et d'avoir pour demeure qu'une misérable hutte de terre ; et néanmoins cela paraît suffisant aux habitants des contrées où "la vie est à bon marché," et où l'homme n'a que des besoins aussi modérés que faciles à satisfaire.

Il y a bien des choses qui constituent aujourd'hui le bien-être du paysan anglais, et qu'on aurait regardées comme des objets de luxe à des époques reculées de notre histoire.

Les progrès de la société faisant toujours baisser le prix des articles manufacturés, et hausser celui des matières premières, il s'opère à la longue une telle disproportion dans leur valeur relative, que, dans les pays riches, un ouvrier peut, moyennant le sacrifice d'une petite quantité de sa nourriture, satisfaire amplement tous ses autres besoins.

Indépendamment des variations dans la valeur de l'argent, qui influent nécessairement sur les salaires, mais dont nous avons négligé les effets, - ayant supposé que la valeur de l'argent était invariable, - les salaires peuvent hausser ou baisser par les deux causes suivantes :

1° L'offre et la demande de travail ;

2° Le prix des denrées à l'achat desquelles l'ouvrier consacre son salaire.

A des époques différentes de la société, l'accumulation des capitaux ou des moyens de payer le travail, est plus ou moins rapide, et dépend toujours de la puissance plus ou moins productive du travail. Le travail est, en général, le plus productif, lorsqu'il y a abondance de terrains fertiles. A ces époques l'accumulation est souvent si rapide, que le capital ne saurait trouver assez de bras à employer.

On a calculé que, dans des circonstances favorables, la population pouvait doubler dans vingt-cinq ans. Mais, dans des circonstances tout aussi favorables, le capital national pourrait fort bien avoir doublé en moins de temps. Dans ce cas, les salaires, pendant toute cette époque, tendront à hausser, parce que le nombre des bras sera toujours insuffisant pour le besoin qu'on en aura.

Dans des colonies nouvelles où l'on introduit les arts et les connaissances des pays plus avancés en civilisation, il est probable que les capitaux tendent à s'accroître plus vite que l'espèce humaine ; et si des pays plus peuplés ne suppléaient au manque de bras, cette tendance élèverait considérablement le prix du travail. A mesure que ces établissements deviennent plus peuplés, et que l'on commence à défricher des terrains de mauvaise qualité, les capitaux n'augmentent plus si rapidement ; car l'excédant des produits sur les besoins de la population doit nécessairement être proportionné à la facilité de la production, c'est-à-dire au petit nombre de personnes qui y sont employées. Quoiqu'il soit donc probable que, dans les circonstances les plus favorables, la production devance la population, cela ne saurait continuer longtemps ; car, l'étendue du sol étant bornée, et ses qualités étant différentes, à chaque nouvel emploi de capital, le taux de la production diminuera, tandis que les progrès de la population resteront toujours les mêmes.

Dans les pays où il y a des terres fertiles en abondance, mais où les habitants sont exposés, par leur ignorance, leur paresse et leur barbarie, à toutes les horreurs de la disette et de la famine, et où on a pu dire que la population se dispute les moyens d'alimentation, il faudrait y remédier autrement que dans les États depuis longtemps civilisés, et où la diminution des subsistances entraîne tous les maux d'une population excessive. Dans le premier cas, le mal vient d'un mauvais gouvernement, de l'instabilité de la propriété, de l'ignorance générale. Pour rendre

ces populations plus heureuses, il suffirait d'améliorer le gouvernement, d'étendre l'instruction ; on verrait alors l'augmentation du capital dépasser nécessairement l'accroissement de la population, et les moyens de production iraient au delà des besoins de la nation. Dans l'autre cas, la population grandit plus vite que le fonds nécessaire a son entretien : et il arrivera que chaque nouvel effort de l'industrie, à moins d'être suivi d'une diminution dans les rangs du pays, ne fera qu'ajouter au mal : - la production ne pouvant, marcher aussi rapidement que les naissances.

[...]

Voilà donc les lois qui règlent les salaires et qui régissent le bonheur de l'immense majorité de toute société. Ainsi que tout autre contrat, les salaires doivent être livrés à la concurrence franche et libre du marché, et n'être jamais entravés par l'intervention du Gouverneur.

La tendance manifeste et directe de la législation anglaise sur les indigents est diamétralement en opposition avec ces principes, qui sont de toute évidence. Ces lois, bien loin de répondre au vœu bienfaisant du législateur, qui ne voulait qu'améliorer la condition des pauvres, n'ont d'autre effet que d'empirer à la fois et celle du pauvre et celle du riche ; - au lieu d'enrichir les pauvres, elles ne tendent qu'à appauvrir les riches. Tant que nos lois actuelles sur les pauvres seront en vigueur, il est dans l'ordre naturel des choses que les fonds destinés à l'entretien des indigents s'accroissent progressivement, jusqu'à ce qu'ils aient absorbé tout le revenu net du pays, ou au moins tout ce que le Gouvernement pourra nous en laisser après qu'il aura satisfait ses demandes perpétuelles de fonds pour les dépenses publiques.

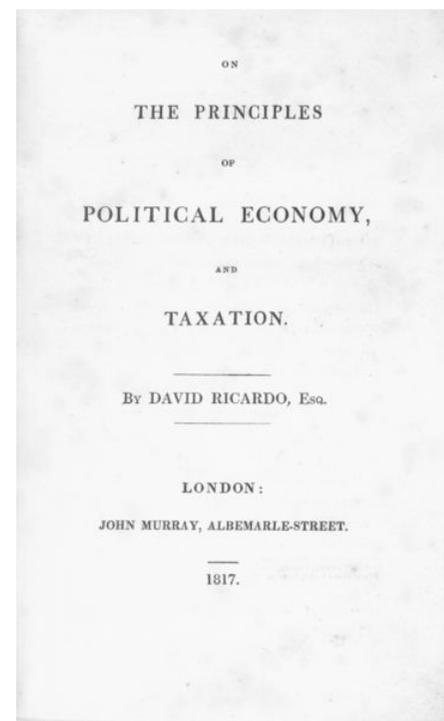
La tendance funeste de ces lois n'est plus un mystère depuis qu'elle a été dévoilée par la plume habile de M. Malthus, et tous les amis des pauvres devraient désirer ardemment de les voir abolies. Par malheur, elles sont établies depuis si longtemps, et les pauvres ont contracté de telles habitudes sous leur influence, qu'il faudrait beaucoup de précautions et d'adresse pour pouvoir les extirper sans danger de notre système politique. Ceux même qui sont le plus résolu à abolir ces lois, conviennent qu'il faut opérer lentement, graduellement, si l'on veut empêcher ceux en faveur de qui ces lois furent faites mal à propos, d'être accablés par la misère.

C'est une vérité incontestable, que l'aisance et le bien-être des pauvres ne sauraient être assurés, à moins qu'ils ne cherchent eux-mêmes, ou que la législature ne les conduise à diminuer la fréquence des mariages entre des individus jeunes et imprévoyants. Le système de la législation sur les pauvres a agi dans un sens tout à fait opposé. Il a rendu toute contrainte superflue ; et l'on a

séduit la jeunesse imprudente en lui offrant une portion des récompenses dues à la prévoyance et à l'industrie.

La nature du mal en indique le remède. En circonscrivant graduellement les lois des pauvres, et en cherchant à faire sentir aux indigents le prix de l'indépendance, en leur montrant qu'ils ne doivent plus compter sur les secours d'une bienfaisance systématique ou casuelle, et qu'ils n'ont d'autre ressource que celle de leur travail ; en leur prouvant enfin que la prudence est nécessaire et la prévoyance utile, on marchera par degrés vers un état de choses plus stable et plus saluaire.

Toute modification des lois sur les pauvres, qui n'aurait pas pour but leur abolition, ne mérite aucune attention ; et celui-là sera le meilleur ami des pauvres et de l'humanité qui pourra indiquer les moyens d'y parvenir de la manière à la fois la plus sûre et la moins violente.



Texte 3 : David Ricardo, *op. cit.*

## Chapitre VI (extraits)

### **Des profits**

Ayant déjà montré que les profits des capitaux dans les différentes branches de la production, gardent toujours entre eux une même proportion, et tendent tous à éprouver des variations dans le même degré et dans un même sens, il nous reste à rechercher la cause des variations permanentes dans le taux des profits, et les modifications qui en résultent toujours dans le taux de l'intérêt.

Nous avons vu que le prix du blé<sup>29</sup> se règle par la quantité de travail nécessaire pour le produire, au moyen de cette portion du capital qui ne paie pas de rente. Nous avons vu aussi que tous les articles manufacturés haussent et baissent de prix à mesure qu'il faut, pour les produire, plus ou moins de travail. Ni le fermier qui cultive cette espace de terres dont la qualité règle les prix courants, ni le manufacturier qui fabrique des marchandises, ne réservent aucune portion du produit pour la rente. La valeur entière de leurs articles se partage en deux seules portions, dont l'une constitue les profits du capital, et l'autre est consacrée au salaire des ouvriers.

En supposant que le blé et les objets manufacturés se vendent toujours au même prix, les profits seront toujours élevés ou réduits, selon la hausse ou la baisse des salaires. Mais si le prix du blé hausse, parce que sa production exige plus de travail, cette cause ne fera point hausser le prix des objets manufacturés dont la fabrication n'exige point de travail additionnel. Dans ce cas, si les salaires restent les mêmes, les profits ne changeront pas ; mais comme il est indubitable que les salaires montent par la hausse du blé, les profits alors doivent nécessairement baisser.

Si un fabricant donnait toujours ses marchandises pour la même somme d'argent, pour 1,000 liv. st., par exemple, ses profits dépendraient du prix du travail nécessaire pour leur fabrication. Ils seraient moindres avec des salaires de 800 livres qu'avec d'autres de 600 livres. A mesure donc que les salaires

hausseraient, les profits diminueraient. Mais si le prix des produits agricoles augmente, l'on pourrait demander si du moins le fermier n'aura pas les mêmes profits, quoiqu'il paie de plus forts salaires. Certainement non ; car non seulement il aura, ainsi que le manufacturier, à payer plus de gages à chacun des ouvriers qu'il emploie, mais il sera obligé de payer une rente, ou d'employer un plus grand nombre d'ouvriers, pour obtenir le même produit. La hausse des produits agricoles ne sera que proportionnée à cette rente ou au nombre additionnel des ouvriers employés, et elle ne saurait le dédommager de la hausse des salaires.

[...]

Les marchandises haussent toujours parce qu'il faut plus de travail pour leur production, et jamais en raison de la cherté du travail qu'elles exigent. Les ouvrages de bijouterie, de fer, d'argenterie et de cuivre, n'éprouveront pas de hausse, attendu qu'il n'entre dans leur composition aucun produit brut provenant de la culture de la terre.

On dira peut-être que j'ai posé en principe que les salaires en argent doivent hausser par la cherté des produits bruts du sol, sans qu'il y ait là une conséquence nécessaire ; car l'ouvrier peut se contenter d'une moindre aisance. Il faut convenir que les salaires peuvent arriver d'abord à un taux élevé, pour subir ensuite quelque diminution. Dans ce cas, il n'y aura pas réduction des profits ; mais il est impossible de concevoir comment le prix en argent des salaires pourrait baisser ou rester stationnaire pendant que celui des objets de première nécessité hausserait graduellement. On peut donc regarder comme une chose démontrée que dans les cas ordinaires il n'arrive point de hausse permanente dans le prix des articles de première nécessité qui ne cause une hausse des salaires, ou qui ne soit l'effet d'une hausse survenue auparavant.

L'effet qu'éprouveront les profits sera le même, ou à peu près, s'il y a une hausse quelconque dans les prix des autres articles de première nécessité que l'ouvrier achète avec ses salaires, - les aliments exceptés. La nécessité où il se trouverait de les payer plus cher le forcerait à exiger une plus forte rémunération ; et tout ce qui augmente les salaires réduit les profits. Mais supposons que le prix des soieries, des velours, des meubles, ou de tout autre article dont l'ouvrier n'a pas besoin, vienne à hausser par suite de l'excédant de travail nécessaire à la fabrication de ces objets, les profits ne s'en ressentiraient-ils pas ? Non assurément ; car rien ne modifie les profits, si ce n'est la hausse des salaires ; et les soieries, les velours n'étant point consommés par l'ouvrier, le renchérissement de ces articles ne saurait faire hausser les salaires.

[...]

---

<sup>29</sup> Le lecteur est prié de se rappeler que dans le but d'être plus clair, j'ai considéré l'argent, ou la monnaie, comme invariable dans sa valeur; et par conséquent toute variation de prix comme l'effet d'un changement dans la valeur de la marchandise seulement.  
(*Note de l'Auteur.*)

Texte 4 : David RICARDO, op. cit.,

### **Chapitre XXI (extraits)**

#### **Des effets de l'accumulation sur les profits et sur l'intérêt des capitaux**

D'après la manière dont nous avons considéré les profits des capitaux, il semblerait qu'aucune accumulation de capital ne peut faire baisser les profits d'une manière permanente, à moins qu'il n'y ait quelque cause, également permanente, qui détermine la hausse des salaires. Si les fonds pour le paiement du travail étaient doublés, triplés ou quadruplés, il ne serait pas difficile de se procurer bientôt la quantité de bras nécessaires pour l'emploi de ces fonds ; mais en raison de la difficulté croissante d'augmenter constamment la quantité de subsistances, la même valeur en capital ne pourrait probablement pas faire subsister la même quantité d'ouvriers. S'il était possible d'augmenter continuellement, et avec la même facilité, les objets nécessaires à l'ouvrier, il ne pourrait y avoir de changement dans le taux des profits et des salaires, quel que fût le montant du capital accumulé. Cependant Adam Smith attribue toujours la baisse des profits à l'accumulation des capitaux et à la concurrence qui en est la suite, sans jamais faire attention à la difficulté croissante d'obtenir des subsistances pour le nombre croissant d'ouvriers que le capital additionnel emploie. « L'accroissement des capitaux, dit-il, qui fait hausser les salaires, tend à abaisser les profits. Quand les capitaux d'un grand nombre de riches commerçants sont versés dans la même branche de commerce, leur concurrence mutuelle tend naturellement à en faire baisser les profits ; et quand les capitaux se sont pareillement grossis dans tous les différents commerces établis dans la société, la même concurrence doit produire le même effet dans tous. »

Adam Smith parle ici d'une hausse des salaires, mais c'est d'une hausse momentanée, provenant de l'accroissement des fonds avant qu'il y ait accroissement de population ; et il paraît ne pas s'être aperçu qu'à mesure que le capital grossit, l'ouvrage que ce capital doit faire exécuter augmente dans la même proportion. Cependant M. Say a prouvé de la manière la plus satisfaisante, qu'il n'y a point de capital, quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être employé dans un pays, parce que la demande des produits n'est bornée que par la production. Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate, ou contribuer à la production future. Le producteur devient donc consommateur de ses propres produits, ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne. Il n'est pas présumable

qu'il reste longtemps mal informé sur ce qu'il lui est plus avantageux de produire pour atteindre le but qu'il se propose, c'est-à-dire, pour acquérir d'autres produits. Il n'est donc pas vraisemblable qu'il continue à produire des choses pour lesquelles il n'y aurait pas de demande.

Il ne saurait donc y avoir dans un pays de capital accumulé, quel qu'en soit le montant, qui ne puisse être employé productivement, jusqu'au moment où les salaires auront tellement haussé par l'effet du renchérissement des choses de nécessité, qu'il ne reste plus qu'une part très faible pour les profits du capital, et que, par là, il n'y ait plus de motif pour accumuler. Tant que les profits des capitaux seront élevés, les particuliers auront un motif pour accumuler. Tant qu'un individu éprouvera le désir de satisfaire une certaine jouissance, il aura besoin de plus de marchandises, et la demande sera effective dès qu'il aura une nouvelle valeur quelconque à offrir en échange pour ces marchandises.

[...]

On n'achète des produits qu'avec des produits, et le numéraire n'est que l'agent au moyen duquel l'échange s'effectue. Il peut être produit une trop grande quantité d'une certaine denrée, et il peut en résulter une surabondance telle dans le marché, qu'on ne puisse en retirer ce qu'elle a coûté ; mais ce trop plein ne saurait avoir lieu pour toutes les denrées. La demande de blé est bornée par le nombre de bouches qui doivent le manger ; celle des souliers et des habits, par le nombre des personnes qui doivent les porter ; mais quoique une société, ou partie d'une société, puisse avoir autant de blé et autant de chapeaux et de souliers qu'elle peut ou qu'elle veut en consommer, on ne saurait en dire autant de tout produit de la nature ou de l'art. Bien des personnes consommeraient plus de vin, si elles avaient le moyen de s'en procurer. D'autres, ayant assez de vin pour leur consommation, voudraient augmenter la quantité de leurs meubles, ou en avoir de plus beaux. D'autres pourraient vouloir embellir leurs campagnes, ou donner plus de splendeur à leurs maisons. Le désir de ces jouissances est inné dans l'homme ; il ne faut qu'en avoir les moyens ; et un accroissement de production peut, seul, fournir ces moyens. Avec des subsistances et des denrées de première nécessité à ma disposition, je ne manquerai pas longtemps d'ouvriers dont le travail puisse me procurer les objets qui pourront m'être plus utiles ou plus désirables.

La baisse ou la hausse de profits, que cet accroissement de production et la demande qui en est la suite pourront occasionner, dépend uniquement de la hausse des salaires ; et la hausse des salaires, excepté pendant un temps limité, tient à la facilité de produire les subsistances et les choses nécessaires à l'ouvrier. J'ai dit, pendant un temps limité, car il n'y a rien de mieux établi que ce principe, suivant lequel la quantité des ouvriers doit toujours, en dernière analyse, se proportionner aux moyens de les payer.

## Dossier 4 : Karl Marx, la marchandise et le travail

### CONTENU DU DOSSIER

- Texte 1 : Karl Marx [1867], *Le Capital. Critique de l'économie politique*, traduction française de Joseph Roy entièrement revue par Karl Marx.

Livre 1, section 1, chapitre I, art. 1 : Les deux facteurs de la marchandise : valeur d'usage et valeur d'échange ou valeur proprement dite

- Texte 2 : Karl Marx [1867], *op. cit.*, Livre 1, section 1, chapitre I, art. 2 : Double caractère du travail présenté par la marchandise (extrait).

### PRESENTATION (pour une présentation plus détaillée, consulter le « texte introductif à Marx », dans la rubrique TD de l'EPI Internet de la matière)

Le projet essentiel de Marx est d'expliquer les formes de l'oppression économique propres à toute société de classe, en particulier l'exploitation dans le cadre du mode de production capitaliste, c'est-à-dire dans une société où l'échange marchand se généralise, et où la force de travail devient elle-même une marchandise.

Dans ce but, il s'attache à faire une critique de l'économie politique classique, et de l'analyse de Ricardo en particulier. D'abord, en remettant en cause les hypothèses individualistes et celles tenant à l'existence d'un ordre naturel. Selon Marx, les concepts considérés comme donnés par l'analyse classique doivent, au contraire, être reconstruits et, surtout, situés dans une perspective historique. C'est le cas de la marchandise (**texte 1**), du travail (**texte 2**), de l'échange (dont l'étude se prolongera dans le *dossier suivant*). Partant, Marx débouche sur une conception de la valeur différente de celle de Ricardo, en particulier *via* l'introduction d'un nouveau concept, le travail abstrait.

⇒ **concepts importants** : *marchandise, valeur d'échange / d'usage, travail abstrait / concret, temps de travail socialement nécessaire.*

### QUESTIONS

#### Texte 1

1 – Qu'est-ce qui justifie, selon Marx, l'introduction du travail comme déterminant de la valeur ?

2 – Comment Marx aborde-t-il les problèmes de la mesure et de la détermination de la valeur ? Autrement dit, quelle est la définition du « temps de travail socialement nécessaire » ?

3 – Quelle est, selon Marx, la différence entre « produit » et « marchandise » ?

4 – Commentez la phrase : « pour produire des marchandises, [l'homme] doit non seulement produire des valeurs d'usages, mais des valeurs d'usage pour d'autres, des valeurs d'usage sociales ».

## Texte 2

- 5 - En quoi consiste le double caractère du travail et à quoi ce double caractère renvoie-t-il ?
- 6 - Pourquoi Marx introduit-il le concept de travail abstrait ?
- 7 - Quel est le sens de ce concept?
- 8 - Comment Marx envisage-t-il le problème de la réduction du travail complexe au travail simple ?
- 9 – Par quel processus la catégorie du travail abstrait est-elle devenue une réalité dans la mode de production capitaliste (*pour répondre à cette question, reportez vous aussi au texte 7 du premier dossier*) ?

# Das Kapital.

## Kritik der politischen Oekonomie.

Von

**Karl Marx.**

**Erster Band.**

**Buch I: Der Produktionsprozess des Kapitals.**

**Das Recht der Uebersetzung wird vorbehalten.**

**Hamburg**

**Verlag von Otto Meissner.**

**1867.**

**New-York: L. W. Schmidt. 24 Barclay-Street.**

Texte 1 : Karl MARX (1818 – 1883)

*Le Capital. Critique de l'économie politique (1867)*

*Livre premier: Le développement de la production capitaliste*

Traduction française de Joseph Roy entièrement revue par Karl Marx

### Première section : Marchandise et monnaie

#### Chapitre premier : La marchandise

*1 - Les deux facteurs de la marchandise : valeur d'usage et valeur d'échange ou valeur proprement dite. (Substance de la valeur, Grandeur de la valeur.)*

La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une « immense accumulation de marchandises<sup>1</sup> ». L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches.

La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce. Que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie, leur nature ne change rien à l'affaire<sup>2</sup>. Il ne s'agit pas non plus ici de savoir comment ces besoins sont satisfaits, soit immédiatement, si l'objet est un moyen de subsistance, soit par une voie détournée, si c'est un moyen de production.

Chaque chose utile, comme le fer, le papier, etc., peut être considérée sous un double point de vue, celui de la qualité et celui de la quantité. Chacune est un ensemble de propriétés diverses et peut, par conséquent, être utile par différents côtés. Découvrir ces côtés divers et, en même temps, les divers usages des choses est une œuvre de l'histoire<sup>3</sup>. Telle est la découverte de mesures sociales pour la quantité des choses utiles. La diversité de ces mesures des marchandises a pour origine en partie la nature variée des objets à mesurer, en partie la convention.

---

<sup>1</sup> Karl MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Berlin, 1859, p. 3.

<sup>2</sup> « Le désir implique le besoin ; c'est l'appétit de l'esprit, lequel lui est aussi naturel que la faim l'est au corps. C'est de là que la plupart des choses tirent leur valeur. » (Nicholas BARBON, *A Discourse concerning coining the new money lighter, in answer to Mr Locke's Considerations*, etc., London, 1696, p. 2 et 3.)

<sup>3</sup> « Les choses ont une vertu intrinsèque (*virtue*, telle est chez Barbon la désignation spécifique pour valeur d'usage) qui en tout lieu ont la même qualité comme l'aimant, par exemple, attire le fer » (*ibid.*, p. 6). La propriété qu'a l'aimant d'attirer le fer ne devint utile que lorsque, par son moyen, on eut découvert la polarité magnétique.

L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage<sup>1</sup>. Mais cette utilité n'a rien de vague et d'indécis. Déterminée par les propriétés du corps de la marchandise, elle n'existe point sans lui. Ce corps lui-même, tel que fer, froment, diamant, etc., est conséquemment une valeur d'usage, et ce n'est pas le plus ou moins de travail qu'il faut à l'homme pour s'approprier les qualités utiles qui lui donne ce caractère. Quand il est question de valeurs d'usage, on sous-entend toujours une quantité déterminée, comme une douzaine de montres, un mètre de toile, une tonne de fer, etc. Les valeurs d'usage des marchandises fournissent le fonds d'un savoir particulier, de la science et de la routine commerciales<sup>2</sup>. Les valeurs d'usage ne se réalisent que dans l'usage ou la consommation. Elles forment *la matière de la richesse*, quelle que soit la forme sociale de cette richesse. Dans la société que nous avons à examiner, elles sont en même temps les soutiens matériels de la valeur d'échange.

La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport *quantitatif*, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre<sup>3</sup>, rapport qui change constamment avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc quelque chose d'arbitraire et de purement relatif ; une valeur d'échange intrinsèque, immanente à la marchandise, paraît être, comme dit l'école, une *contradictio in adjecto*<sup>4</sup>. Considérons la chose de plus près.

Une marchandise particulière, un quarteron de froment, par exemple, s'échange dans les proportions les plus diverses avec d'autres articles. Cependant, sa valeur d'échange reste immuable, de quelque manière qu'on l'exprime, en *x* cirage, *y* soie, *z* or, et ainsi de suite. Elle doit donc avoir un contenu distinct de ces expressions diverses.

---

<sup>1</sup> « Ce qui fait la valeur naturelle d'une chose, c'est la propriété qu'elle a de satisfaire les besoins ou les convenances de la vie humaine. » (John LOCKE, *Some Considerations on the Consequences of the Lowering of Interest*, 1691 ; in *Works*, Londres, 1777, t. II, p. 28.) Au XVIIIe siècle on trouve encore souvent chez les écrivains anglais le mot *Worth* pour valeur d'usage et le mot *Value* pour valeur d'échange, suivant l'esprit d'une langue qui aime à exprimer la chose *immédiate* en termes germaniques et la chose réfléchie en termes romans.

<sup>2</sup> Dans la société bourgeoise « nul n'est censé ignorer la loi ». — En vertu d'une *fiction juris* [fiction juridique] économique, tout acheteur est censé posséder une connaissance encyclopédique des marchandises.

<sup>3</sup> « La valeur consiste dans le rapport d'échange qui se trouve entre telle chose et telle autre, entre telle mesure d'une production et telle mesure des autres. » (LE TROSNE, *De l'intérêt social*, in *Physiocrates*, Ed. Daire, Paris, 1846, t. XII, p. 889.)

<sup>4</sup> « Rien ne peut avoir une valeur intrinsèque. » (N. BARBON, *op. cit.*, p. 6) ; ou, comme dit Butler : *The value of a thing is just as much as it will bring.*

Prenons encore deux marchandises, soit du froment et du fer. Quel que soit leur rapport d'échange, il peut toujours être représenté par une équation dans laquelle une quantité donnée de froment est réputée égale à une quantité quelconque de fer, par exemple : 1 quarteron de froment = *a* kilogramme de fer. Que signifie cette équation ? C'est que dans deux objets différents, dans 1 quarteron de froment et dans *a* kilogramme de fer, il existe quelque chose de commun. Les deux objets sont donc égaux à un *troisième* qui, par lui-même, n'est ni l'un ni l'autre. Chacun des deux doit, en tant que valeur d'échange, être réductible au troisième, indépendamment de l'autre.

Un exemple emprunté à la géométrie élémentaire va nous mettre cela sous les yeux. Pour mesurer et comparer les surfaces de toutes les figures rectilignes, on les décompose en triangles. On ramène le triangle lui-même à une expression tout à fait différente de son aspect visible : au demi-produit de sa base par sa hauteur. De même, les valeurs d'échange des marchandises doivent être ramenées à quelque chose qui leur est commun et dont elles représentent un plus ou un moins.

Ce quelque chose de commun ne peut être une propriété naturelle quelconque, géométrique, physique, chimique, etc., des marchandises. Leurs qualités naturelles n'entrent en considération qu'autant qu'elles leur donnent une utilité qui en fait des valeurs d'usage. Mais, d'un autre côté, il est évident que l'on fait abstraction de la valeur d'usage des marchandises quand on les échange et que tout rapport d'échange est même caractérisé par cette abstraction. Dans l'échange, une valeur d'utilité vaut précisément autant que toute autre, pourvu qu'elle se trouve en proportion convenable. Ou bien, comme dit le vieux Barbon : « Une espèce de marchandise est aussi bonne qu'une autre quand sa valeur d'échange est égale ; il n'y a aucune différence, aucune distinction dans les choses chez lesquelles cette valeur est la même<sup>5</sup>. » Comme valeurs d'usage, les marchandises sont avant tout de qualité différente ; comme valeurs d'échange, elles ne peuvent être que de différente quantité.

La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail. Mais déjà le produit du travail lui-même est métamorphosé à notre insu. Si nous faisons abstraction de sa valeur d'usage, tous les éléments matériels et formels qui lui donnaient cette valeur disparaissent à la fois. Ce n'est plus, par exemple, une table, ou une maison, ou du fil, ou un objet utile quelconque ; ce n'est pas non plus le produit du travail du

---

<sup>5</sup> « *One sort of wares are as good as another, if the value be equal ... There is no difference or distinction in things of equal value.* » Barbon ajoute : « Cent livres sterling en plomb ou en fer ont autant de valeur que cent livres sterling en argent ou en or. » (N. BARBON, *op. cit.*, p. 53 et 7.)

tourneur, du maçon, de n'importe quel travail productif déterminé. Avec les caractères utiles particuliers des produits du travail disparaissent en même temps, et le caractère utile des travaux qui y sont contenus, et les formes concrètes diverses qui distinguent une espèce de travail d'une autre espèce. Il ne reste donc plus que le caractère commun de ces travaux ; ils sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée.

Considérons maintenant le résidu des produits du travail. Chacun d'eux ressemble complètement à l'autre. Ils ont tous une même réalité fantomatique. Métamorphosés en *sublimés* identiques, échantillons du même travail indistinct, tous ces objets ne manifestent plus qu'une chose, c'est que dans leur production une force de travail humaine a été dépensée, que du travail humain y est accumulé. En tant que cristaux de cette substance sociale commune, ils sont réputés valeurs.

Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur ; et une valeur d'usage, ou un article quelconque, n'a une valeur qu'autant que du travail humain est matérialisé en elle.

Comment mesurer maintenant la grandeur de sa valeur ? Par le *quantum* de la substance « créatrice de valeur » contenue en lui, du travail. La quantité de travail elle-même a pour mesure sa durée dans le temps, et le temps de travail possède de nouveau sa mesure, dans des parties du temps telles que l'heure, le jour, etc.

On pourrait s'imaginer que si la valeur d'une marchandise est déterminée par le *quantum* de travail dépensé pendant sa production plus un homme est paresseux ou inhabile, plus sa marchandise a de valeur, parce qu'il emploie plus de temps à sa fabrication. Mais le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est du travail égal et indistinct une dépense de la même force. La force de travail de la société tout entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des valeurs, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose de forces individuelles innombrables. Chaque force de travail individuelle est égale à toute autre, en tant qu'elle possède le caractère d'une force sociale moyenne et fonctionne comme telle, c'est-à-dire n'emploie dans la production d'une marchandise que le temps de travail nécessaire en moyenne ou le temps de travail nécessaire socialement.

Le temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales. Après l'introduction en Angleterre du tissage à la vapeur, il fallut peut-être moitié moins de travail qu'auparavant pour transformer en tissu une certaine quantité de fil. Le tisserand anglais, lui, eut toujours besoin du même temps pour opérer cette

transformation ; mais dès lors le produit de son heure de travail individuelle ne représenta plus que la moitié d'une heure sociale de travail et ne donna plus que la moitié de la valeur première.

C'est donc seulement le *quantum* de travail, ou le temps de travail nécessaire, dans une société donnée, à la production d'un article qui en détermine la quantité de valeur<sup>1</sup>. Chaque marchandise particulière compte en général comme un exemplaire moyen de son espèce<sup>2</sup>. Les marchandises dans lesquelles sont contenues d'égales quantités de travail, ou qui peuvent être produites dans le même temps, ont, par conséquent, une valeur égale. La valeur d'une marchandise est à la valeur de toute autre marchandise, dans le même rapport que le temps de travail nécessaire à la production de l'une est au temps de travail nécessaire à la production de l'autre.

La quantité de valeur d'une marchandise resterait évidemment constante si le temps nécessaire à sa production restait aussi constant. Mais ce denier varie avec chaque modification de la force productive du travail, qui, de son côté, dépend de circonstances diverses, entre autres de l'habileté moyenne des travailleurs ; du développement de la science et du degré de son application technologique des combinaisons sociales de la production ; de l'étendue et de l'efficacité des moyens de produire et des conditions purement naturelles. La même quantité de travail est représentée, par exemple, par 8 boisseaux de froment si la saison est favorable, par 4 boisseaux seulement dans le cas contraire. La même quantité de travail fournit une plus forte masse de métal dans les mines riches que dans les mines pauvres, etc. Les diamants ne se présentent que rarement dans la couche supérieure de l'écorce terrestre ; aussi faut-il pour les trouver un temps considérable en moyenne, de sorte qu'ils représentent beaucoup de travail sous un petit volume. Il est douteux que l'or ait jamais payé complètement sa valeur. Cela est encore plus vrai du diamant. D'après *Eschwege*, le produit entier de l'exploitation des mines de diamants du Brésil, pendant 80 ans, n'avait pas encore atteint en 1823 le prix du produit moyen d'une année et demie dans les plantations de sucre ou de café du même pays, bien qu'il représentât beaucoup plus de travail et, par conséquent plus

---

<sup>1</sup> « Dans les échanges, la valeur des choses utiles est réglée par la quantité de travail nécessairement exigée et ordinairement employée pour leur production. » (*Some Thoughts on the Interest of Money in general, and particularly in the Public Funds*, etc., London, p. 36.) Ce remarquable écrit anonyme du siècle dernier ne porte aucune date. D'après son contenu, il est évident qu'il a paru sous George II, vers 1739 ou 1740. [Note à la deuxième édition]

<sup>2</sup> « Toutes les productions d'un même genre ne forment proprement qu'une masse, dont le prix se détermine en général et sans égard aux circonstances particulières. » (Le Trosne, *op. cit.*, p. 893.)

de valeur. Avec des mines plus riches, la même quantité de travail se réaliserait dans une plus grande quantité de diamants dont la valeur baisserait. Si l'on réussissait à transformer avec peu de travail le charbon en diamant, la valeur de ce dernier tomberait peut-être au-dessous de celle des briques. En général, plus est grande la force productive du travail, plus est court le temps nécessaire à la production d'un article, et plus est petite la masse de travail cristallisée en lui, plus est petite sa valeur. Inversement, plus est petite la force productive du travail, plus est grand le temps nécessaire à la production d'un article, et plus est grande sa valeur. La quantité de valeur d'une marchandise varie donc en raison directe du *quantum* et en raison inverse de la force productive du travail qui se réalise en elle.

Nous connaissons maintenant la substance de la valeur : c'est le travail. Nous connaissons la mesure de sa quantité : c'est la durée du travail.

Une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur. Il suffit pour cela qu'elle soit utile à l'homme sans qu'elle provienne de son travail. Tels sont l'air des prairies naturelles, un sol vierge, etc. Une chose peut être utile et produit du travail humain, sans être marchandise. Quiconque, par son produit, satisfait ses propres besoins ne crée qu'une valeur d'usage personnelle. Pour produire des marchandises, il doit non seulement produire des valeurs d'usage, mais des valeurs d'usage pour d'autres, des valeurs d'usage sociales<sup>1</sup>. Enfin, aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement et conséquemment ne crée pas valeur.

---

<sup>1</sup> (Et non simplement pour *d'autres*. Le paysan au Moyen Age produisait la redevance en blé pour le seigneur féodal, la dîme en blé pour la prêtraille. Mais ni le blé de la redevance, ni le blé de la dîme ne devenaient marchandise, du fait d'être produits pour d'autres. Pour devenir marchandise, le produit doit être livré à *l'autre*, auquel il sert de valeur d'usage, par voie d'échange.)

J'intercale ici ce passage entre parenthèses, parce qu'en l'omettant, il est arrivé souvent que le lecteur se soit mépris en croyant que chaque produit, qui est consommé par un autre que le producteur, est considéré par Marx comme une marchandise. (F. E.) [Friedrich Engels pour la 4<sup>e</sup> édition allemande]

## Texte 2 : Karl MARX, *Le capital*, *ibidem*.

### *II - Double caractère du travail présenté par la marchandise.*

Au premier abord, la marchandise nous est apparue comme quelque chose à double face, valeur d'usage et valeur d'échange. Ensuite nous avons vu que tous les caractères qui distinguent le travail productif de valeurs d'usage disparaissent dès qu'il s'exprime dans la valeur proprement dite. J'ai, le premier, mis en relief ce double caractère du travail représenté dans la marchandise<sup>2</sup>. Comme l'économie politique pivote autour de ce point, il nous faut ici entrer dans de plus amples détails. Prenons deux marchandises, un habit, par exemple, et 10 mètres de toile ; admettons que la première ait deux fois la valeur de la seconde, de sorte que si 10 mètres de toile =  $x$ , l'habit =  $2x$ . L'habit est une valeur d'usage qui satisfait un besoin particulier. Il provient d'un genre particulier d'activité productive, déterminée par son but, par son mode d'opération, son objet, ses moyens et son résultat. Le travail qui se manifeste dans l'utilité ou la valeur d'usage de son produit, nous le nommons tout simplement travail utile. A ce point de vue, il est toujours considéré par rapport à son rendement.

De même que l'habit et la toile sont deux choses utiles différentes, de même le travail du tailleur, qui fait l'habit, se distingue de celui du tisserand, qui fait de la toile. Si ces objets n'étaient pas des valeurs d'usage de qualité diverse et, par conséquent, des produits de travaux utiles de diverse qualité, ils ne pourraient se faire vis-à-vis comme marchandises. L'habit ne s'échange pas contre l'habit, une valeur d'usage contre la même valeur d'usage.

A l'ensemble des valeurs d'usage de toutes sortes correspond un ensemble de travaux utiles également variés, distincts de genre, d'espèce, de famille — une division sociale du travail. Sans elle pas de production de marchandises, bien que la production des marchandises ne soit point réciproquement indispensable à la division sociale du travail. Dans la vieille communauté indienne, le travail est socialement divisé sans que les produits deviennent pour cela marchandises. Ou, pour prendre un exemple plus familier, dans chaque fabrique le travail est soumis à une division systématique ; mais cette division ne provient pas de ce que les travailleurs échangent réciproquement leurs produits individuels. Il n'y a que les produits de travaux privés et indépendants les uns des autres qui se présentent comme marchandises réciproquement échangeables.

C'est donc entendu : la valeur d'usage de chaque marchandise recèle un travail utile spécial ou une activité productive qui répond à un but particulier. Des valeurs

---

<sup>2</sup> K. MARX, *Contribution...*, op. cit., p. 12, 13 et suivantes.

d'usage ne peuvent se faire face comme marchandises que si elles contiennent des travaux utiles de qualité différente. Dans une société dont les produits prennent en général la forme marchandise, c'est-à-dire dans une société où tout producteur doit être marchand, la différence entre les genres divers des travaux utiles qui s'exécutent indépendamment les uns des autres pour le compte privé de producteurs libres se développe en un système fortement ramifié, en une division sociale du travail.

Il est d'ailleurs fort indifférent à l'habit qu'il soit porté par le tailleur ou par ses pratiques. Dans les deux cas, il sert de valeur d'usage. De même le rapport entre l'habit et le travail qui le produit n'est pas le moins du monde changé parce que sa fabrication constitue une profession particulière, et qu'il devient un anneau de la division sociale du travail. Dès que le besoin de se vêtir l'y a forcé, pendant des milliers d'années, l'homme s'est taillé des vêtements sans qu'un seul homme devînt pour cela un tailleur. Mais toile ou habit, n'importe quel élément de la richesse matérielle non fourni par la nature, a toujours dû son existence à un travail productif spécial ayant pour but d'approprier des matières naturelles à des besoins humains. En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur de la circulation matérielle entre la nature et l'homme.

Les valeurs d'usage, toile, habit, etc., c'est-à-dire les corps des marchandises, sont des combinaisons de deux éléments, matière et travail. Si l'on en soustrait la somme totale des divers travaux utiles qu'ils recèlent, il reste toujours un résidu matériel, un quelque chose fourni par la nature et qui ne doit rien à l'homme.

L'homme ne peut point procéder autrement que la nature elle-même, c'est-à-dire il ne fait que changer la forme des matières<sup>1</sup>. Bien plus, dans cette œuvre de simple transformation, il est encore constamment soutenu par des forces naturelles. Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il

---

<sup>1</sup> « Tous les phénomènes de l'univers, qu'ils émanent de l'homme ou des lois générales de la nature, ne nous donnent pas l'idée de création réelle, mais seulement d'une modification de la matière. Réunir et séparer — voilà les seuls éléments que l'esprit humain saisisse en analysant l'idée de la reproduction. C'est aussi bien une reproduction de valeur (*valeur d'usage*, bien qu'ici Verri, dans sa polémique contre les physiocrates, ne sache pas lui-même de quelle sorte de valeur il parle) et de richesse, que la terre, l'air et l'eau se transforment en grain, ou que la main de l'homme convertisse la glutine d'un insecte en soie, ou lorsque des pièces de métal s'organisent par un arrangement de leurs atomes. » (Pietro VERRI, *Meditazioni sulla Economia politica*, imprimé pour la première fois en 1773, Édition des économistes italiens de Custodi, *Parte moderna*, 1804, t. xv, p. 21-22.)

produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre, la mère, comme dit *William Petty*.

Laissons maintenant la marchandise en tant qu'objet d'utilité et revenons à sa valeur.

D'après notre supposition, l'habit vaut deux fois la toile. Ce n'est là cependant qu'une différence *quantitative* qui ne nous intéresse pas encore. Aussi observons-nous que si un habit est égal à deux fois 10 mètres de toile, 20 mètres de toile sont égaux à un habit. En tant que valeurs, l'habit et la toile sont des choses de même substance, des expressions objectives d'un travail identique. Mais la confection des habits et le tissage sont des travaux différents. Il y a cependant des états sociaux dans lesquels le même homme est tour à tour tailleur et tisserand, où par conséquent ces deux espèces de travaux sont de simples modifications du travail d'un même individu, au lieu d'être des fonctions fixes d'individus différents, de même que l'habit que notre tailleur fait aujourd'hui et le pantalon qu'il fera demain ne sont que des variations de son travail individuel. On voit encore au premier coup d'œil que dans notre société capitaliste, suivant la direction variable de la demande du travail, une portion donnée de travail humain doit s'offrir tantôt sous la forme de confection de vêtements, tantôt sous celle de tissage. Quel que soit le frottement causé par ces mutations de forme du travail, elles s'exécutent quand même.

En fin de compte, toute activité productive, abstraction faite de son caractère utile, est une dépense de force humaine. La confection des vêtements et le tissage, malgré leur différence, sont tous deux une dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme, et en ce sens du travail humain au même titre. La force, humaine de travail, dont le mouvement ne fait que changer de forme dans les diverses activités productives, doit assurément être plus ou moins développée pour pouvoir être dépensée sous telle ou telle forme. Mais la valeur des marchandises représente purement et simplement le travail de l'homme, une dépense de force humaine en général. Or, de même que dans la société civile un général ou un banquier joue un grand rôle, tandis que l'homme pur et simple fait triste figure, de même en est-il du travail humain. C'est une dépense de la force simple que tout homme ordinaire, sans développement spécial, possède dans l'organisme de son corps. Le travail simple moyen change, il est vrai, de caractère dans différents pays et suivant les époques ; mais il est toujours déterminé dans une société donnée. Le travail complexe (*skilled labour*, travail qualifié) n'est qu'une puissance du travail simple, ou plutôt n'est que le travail simple multiplié, de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple. L'expérience montre que cette réduction se fait constamment. Lors même qu'une marchandise est le produit du travail le plus

complexe, sa valeur la ramène, dans une proportion quelconque, au produit d'un travail simple, dont elle ne représente par conséquent qu'une quantité déterminée<sup>1</sup>. Les proportions diverses, suivant lesquelles différentes espèces de travail sont réduites au travail simple comme à leur unité de mesure, s'établissent dans la société à l'insu des producteurs et leur paraissent des conventions traditionnelles. Il s'ensuit que, dans l'analyse de la valeur, on doit traiter chaque variété de force de travail comme une force de travail simple.

De même donc que dans les valeurs toile et habit la différence de leurs valeurs d'usage est éliminée, de même, disparaît dans le travail que ces valeurs représentent la différence de ses formes utiles taille de vêtements et tissage. De même que les valeurs d'usage toile et habit sont des combinaisons d'activités productives spéciales avec le fil et le drap, tandis que les valeurs de ces choses sont de pures cristallisations d'un travail identique, de même, les travaux fixés dans ces valeurs n'ont plus de rapport productif avec le fil et le drap, mais expriment simplement une dépense de la même force humaine. Le tissage et la taille forment la toile et l'habit, précisément parce qu'ils ont des qualités différentes ; mais ils n'en forment les valeurs que par leur qualité commune de travail humain.

L'habit et la toile ne sont pas seulement des valeurs en général mais des valeurs d'une grandeur déterminée ; et, d'après notre supposition, l'habit vaut deux fois autant que 10 mètres de toile. D'où vient cette différence ? De ce que la toile contient moitié moins de travail que l'habit, de sorte que pour la production de ce dernier la force de travail doit être dépensée pendant le double du temps qu'exige la production de la première.

Si donc, quant à la valeur d'usage, le travail contenu dans la marchandise ne vaut que qualitativement, par rapport à la grandeur de la valeur, à ne compte que quantitativement. Là, il s'agit de savoir comment le travail se fait et ce qu'il produit ; ici, combien de temps il dure. Comme la grandeur de valeur d'une marchandise ne représente que le *quantum* de travail contenu en elle, il s'ensuit que toutes les marchandises, dans une certaine proportion, doivent être des valeurs égales.

La force productive de tous les travaux utiles qu'exige la confection d'un habit reste-t-elle constante, la quantité de la valeur des habits augmente avec leur nombre. Si un habit représente  $x$  journées de travail, deux habits représentent  $2x$ , et ainsi de suite. Mais, admettons que la durée du travail nécessaire à la production d'un habit augmente ou diminue de moitié ; dans le premier cas un habit a autant

---

<sup>1</sup> Le lecteur doit remarquer qu'il ne s'agit pas ici du salaire ou de la valeur que l'ouvrier reçoit pour une journée de travail, mais de la *valeur* de la marchandise dans laquelle se réalise cette journée de travail. Aussi bien la catégorie du salaire n'existe pas encore au point où nous en sommes de notre exposition.

de valeur qu'en avaient deux auparavant, dans le second deux habits n'ont pas plus de valeur que n'en avait précédemment un seul, bien que, dans les deux cas, l'habit rende après comme avant les mêmes services et que le travail utile dont il provient soit toujours de même qualité. Mais le *quantum* de travail dépensé dans sa production n'est pas resté le même.

Une quantité plus considérable de valeurs d'usage forme évidemment une plus grande *richesse matérielle* ; avec deux habits on peut habiller deux hommes, avec un habit on n'en peut habiller qu'un, seul, et ainsi de suite. Cependant, à une masse croissante de la richesse matérielle peut correspondre un décroissement simultané de sa valeur. Ce mouvement contradictoire provient du double caractère du travail. L'efficacité, dans un temps donné, d'un travail utile dépend de sa force productive. Le travail utile devient donc une source plus ou moins abondante de produits en raison directe de l'accroissement ou de la diminution de sa force productive. Par contre, une variation de cette dernière force n'atteint jamais directement le travail représenté dans la valeur. Comme la force productive appartient au travail concret et utile, elle ne saurait plus toucher le travail dès qu'on fait abstraction de sa forme utile. Quelles que soient les variations de sa force productive, le même travail, fonctionnant durant le même temps, se fixe toujours dans la même valeur. Mais il fournit dans un temps déterminé plus de valeurs d'usage, si sa force productive augmente, moins, si elle diminue. Tout changement dans la force productive, qui augmente la fécondité du travail et par conséquent la masse des valeurs d'usage livrées par lui, diminue la valeur de cette masse ainsi augmentée, s'il raccourcit le temps total de travail nécessaire à sa production, et il en est de même inversement.

Il résulte de ce qui précède que s'il n'y a pas, à proprement parler, deux sortes de travail dans la marchandise, cependant le même travail y est opposé à lui-même, suivant qu'on le rapporte à la valeur d'usage de la marchandise comme à son produit, ou à la valeur de cette marchandise comme à sa pure expression objective. Tout travail est d'un côté dépense, dans le sens physiologique, de force humaine, et, à ce titre de travail humain égal, il forme la valeur des marchandises. De l'autre côté, tout travail est dépense de la force humaine sous telle ou telle forme productive, déterminée par un but particulier, et à ce titre de travail concret et utile, il produit des valeurs d'usage ou utilités. De même que la marchandise doit avant tout être une utilité pour être une valeur, de même, le travail doit être avant tout utile, pour être censé dépense de force humaine, travail humain, dans le sens abstrait du mot<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Pour démontrer que « le travail ... est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir dans tous les temps et dans tous les lieux à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises », *A. Smith* dit : « Des quantités égales de travail doivent nécessairement,

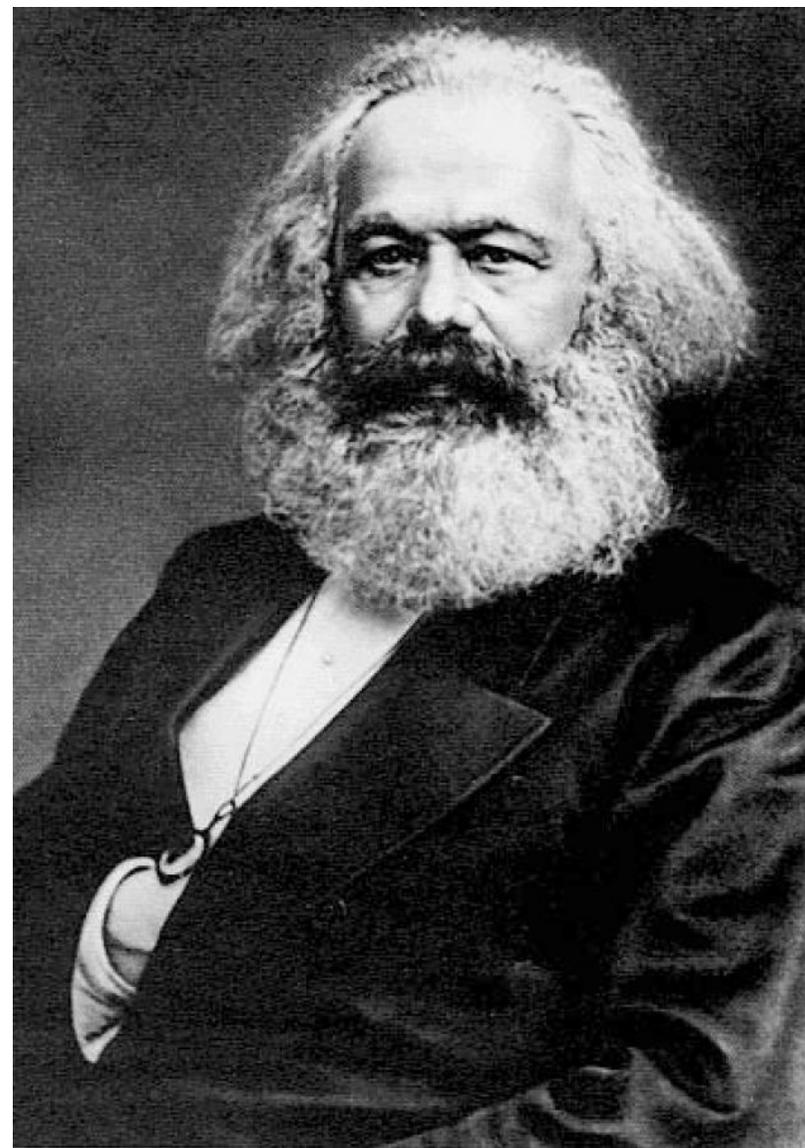
La substance de la valeur et la grandeur de valeur sont maintenant déterminées. Reste à analyser la forme de la valeur.

[...]

---

dans tous les temps et dans tous les lieux, être d'une valeur égale pour celui qui travaille. Dans son état habituel de santé, de force et d'activité, et d'après le degré ordinaire d'habileté ou de dextérité qu'il peut avoir, il faut toujours qu'il donne la même portion de son repos, de sa liberté, de son bonheur. » (*Wealth of nations*, l. 1, ch. v.) D'un côté, *A. Smith* confond ici (ce qu'il ne fait pas toujours) la détermination de la valeur de la marchandise par le *quantum de travail* dépensé dans sa production, avec la détermination de sa *valeur* par la *valeur du travail*, et cherche, par conséquent, à prouver que d'égales quantités de travail ont toujours la même valeur. D'un autre côté, il pressent, il est vrai, que tout travail n'est qu'une *dépense de force humaine de travail*, en tant qu'il se représente dans la valeur de la marchandise; mais il comprend cette dépense exclusivement comme abnégation, comme sacrifice de repos, de liberté et de bonheur, et non, en même temps, comme affirmation normale de la vie. Il est vrai aussi qu'il a en vue le travailleur salarié moderne. Un des prédécesseurs de *A. Smith*, cité déjà par nous, dit avec beaucoup plus de justesse : « Un homme s'est occupé pendant une semaine à fournir une chose nécessaire à la vie... et celui qui lui en donne une autre en échange ne peut pas mieux estimer ce qui en est l'équivalent qu'en calculant ce que lui a coûté exactement le même travail et le même temps. Ce n'est en effet que l'échange du travail d'un homme dans une chose durant un certain temps contre le travail d'un autre homme dans une autre chose durant le même temps. » (*Some Thoughts on the interest of money in general*, etc., p. 39.) [Note à la deuxième édition]

La langue anglaise a l'avantage d'avoir deux mots différents pour ces différents aspects du travail. Le travail qui crée des valeurs d'usage et qui est déterminé qualitativement s'appelle *work*, par opposition à *labour*; le travail qui crée de la valeur et qui n'est mesuré que quantitativement s'appelle *labour*, par opposition à *work*. Voyez la note de la traduction anglaise, p. 14. (F. E.) [Note d'Engels à la quatrième édition]



## Dossier 5 : Karl Marx, exploitation et plus-value

### CONTENU DU DOSSIER

- Texte 1 : Karl Marx [1867], *Le Capital. Critique de l'économie politique*, traduction française de Joseph Roy entièrement revue par Karl Marx.  
Livre 1, section 2, chapitre IV : La formule générale du capital
- Texte 2 : Karl Marx [1867], *op. cit.*, livre 1, section 2, chapitre V : Les contradictions de la formule générale du Capital (extrait)
- Texte 3 : Karl Marx [1867], *op. cit.*, livre 1, section 2, chapitre VI : Achat et vente de la force de travail (extraits)
- Texte 4 : Karl Marx [1867], *op. cit.*, livre 1, section 6, chapitre XIX : Transformation de la valeur ou du prix de la force de travail en salaire
- Texte 5 : Karl Marx [1865], *Salaires, prix et profit*, « La production de la plus-value » (extrait).
- Texte 6 (*facultatif*) : Karl Marx [1894], *Le Capital*, livre 3, section 3 (« Loi tendancielle de la baisse du taux de profit »).

### PRESENTATION

La généralisation des rapports marchands, qui implique la transformation de la « force de travail » elle-même en marchandise, se présente selon Marx comme la principale caractéristique du mode de production capitaliste. Dans la mesure où la sphère de l'échange constitue le soubassement du rapport d'exploitation propre à ce mode de production, l'auteur amorce logiquement son analyse de la répartition, c'est-à-dire de l'exploitation, par celle de l'échange, qu'il appelle également « circulation ».

Dans la « sphère de la circulation » des marchandises et de l'argent, on observe deux types de mouvements distincts, la circulation « de l'argent en tant qu'argent » et la circulation « de l'argent en tant que capital » (ou « formule générale du capital »). Deux types de circulation que pratiquement tout oppose, excepté le fait que la loi de l'équivalence des valeurs échangées est dans les deux cas respectée (**texte 1**).

Mais le respect de la loi de l'équivalence dans le cadre de la « formule générale du capital » pose un problème logique : comment une plus-value peut-elle naître de la circulation seule, si les marchandises sont vendues et achetées précisément ce qu'elles valent (**texte 2**) ?

C'est afin de résoudre cette apparente contradiction de la « formule générale du capital » que Marx introduit le concept de force de travail, seule marchandise susceptible de créer de la valeur lorsqu'on l'utilise (**texte 3**). Cette marchandise particulière est achetée par « l'homme aux écus » (le capitaliste en devenir) dans la circulation, mais c'est son détour et sa consommation dans la sphère de la production qui crée la plus value. Cette dernière est ensuite réalisée dans la circulation, au moment de la vente des marchandises produites par le travail. L'introduction du concept de force de travail permet ainsi à Marx de dévoiler la forme capitaliste de l'exploitation, masquée par le rapport salarial, c'est-à-dire l'illusion selon laquelle le salaire serait le prix du travail effectif fourni par l'ouvrier (**textes 4 et 5**).

Pour Marx, le capital n'est pas réductible à un ensemble de marchandises (biens de production, moyens de subsistance). C'est avant tout un rapport social et économique propre au mode de production capitaliste, qui suppose la séparation entre le travailleur et les moyens de production et de subsistance. En conséquence le travailleur, libre mais démuné, est contraint à louer ses capacités productives pour subsister.

⇒ **concepts importants** : *circulation simple / complexe, formule générale du capital, plus-value, force de travail, salariat, surtravail, exploitation, capital comme rapport social.*

## QUESTIONS

### Texte 1

- 1 – En quoi la circulation de l'argent en tant qu'argent (M-A-M') se distingue-t-elle de la circulation de l'argent en tant que capital (A-M-A') ?
- 2 – En quoi la circulation A-M-A peut-elle paraître à première vue vide de sens ?
- 3 – Comment la plus-value est-elle définie dans ce texte ?
- 4 – En quoi le capitaliste se distingue-t-il du thésaurisateur ?

### Textes 1 et 2

- 5 – Pourquoi la « formule générale du capital » (A-M-A') est-elle *a priori* contradictoire ?

### Texte 3

- 6 - Pourquoi Marx est-il amené à introduire un nouveau concept, celui de *force de travail* ?
- 7 - En quoi la force de travail se distingue-t-elle du travail ?
- 8 – Quelles sont les conditions pour que la force de travail soit disponible au titre de marchandise dans la sphère de la circulation ?
- 9 - A quoi correspondent la valeur d'usage et la valeur d'échange de la force de travail ?
- 10- Par quoi la valeur d'échange de la force de travail est-elle déterminée ?

### Textes 4 et 5

- 11 – A quoi correspondent le « travail nécessaire » et le « surtravail » ?
- 12 – En quoi l'articulation entre valeur d'usage et valeur d'échange de la force de travail permet-elle d'expliquer l'origine de la plus-value ?
- 13 – Pourquoi le salaire ne constitue-t-il pas, selon Marx, la rémunération du travail dans le mode de production capitaliste ?
- 14 – Pourquoi la valeur de la force de travail « doit [-elle] évidemment être toujours moindre que celle de son produit ?
- 15 - L'exploitation capitaliste est-elle un vol ?

### Textes 6 (facultatif)

- 16 – Qu'est-ce que la « composition organique du capital » selon Marx ?
- 17- En quoi l'évolution de la « composition organique du capital social moyen » explique-t-elle chez Marx la baisse tendancielle du taux de profit ?
- 18 – Quels facteurs antagonistes s'opposent au principe de la baisse du taux de profit ?

Texte 1 : Karl MARX (1818 – 1883)

*Le Capital. Critique de l'économie politique (1867)*

*Livre premier: Le développement de la production capitaliste*

Traduction française de Joseph Roy entièrement revue par Karl Marx

## **Section II : Transformation de l'argent en capital**

### **Chapitre IV : La formule générale du capital**

La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au XVI<sup>e</sup> siècle.

Si nous faisons abstraction de l'échange des valeurs d'usage, c'est-à-dire du côté matériel de la circulation des marchandises, pour ne considérer que les formes économiques qu'elle engendre, nous trouvons pour dernier résultat l'argent. Ce produit final de la circulation est la première forme d'apparition du capital.

Lorsqu'on étudie le capital historiquement, dans ses origines, on le voit partout se poser en face de la propriété foncière sous forme d'argent, soit comme fortune monétaire, soit comme capital commercial et comme capital usuraire<sup>45</sup>. Mais nous n'avons pas besoin de regarder dans le passé, il nous suffira d'observer ce qui se passe aujourd'hui même sous nos yeux. Aujourd'hui comme jadis, chaque capital nouveau entre en scène, c'est-à-dire sur le marché — marché des produits, marché du travail, marché de la monnaie — sous forme d'argent, d'argent qui par des procédés spéciaux doit se transformer en capital.

L'argent en tant qu'argent et l'argent en tant que capital ne se distinguent de prime abord que par leurs différentes formes de circulation.

La forme immédiate de la circulation des marchandises est M—A—M, transformation de la marchandise en argent et retransformation de l'argent en marchandise, vendre pour acheter. Mais, à côté de cette forme, nous en trouvons une autre, tout à fait distincte, la forme A—M—A (argent—marchandise—argent), transformation de l'argent en marchandise et retransformation de la marchandise

---

<sup>45</sup> L'opposition qui existe entre la puissance de la propriété foncière basée sur des rapports personnels de domination et de dépendance et la puissance impersonnelle de l'argent se trouve clairement exprimée dans les deux dictons français « Nulle terre sans seigneur. » « L'argent n'a pas de maître ».

en argent, *acheter pour vendre*. Tout argent qui dans son mouvement décrit ce dernier cercle se transforme en capital, devient capital et est déjà par destination capital.

Considérons de plus près la circulation A—M—A. Comme la circulation simple, elle parcourt deux phases opposées. Dans la première phase A—M, achat, l'argent est transformé en marchandise. Dans la seconde M—A, vente, la marchandise est transformée en argent. L'ensemble de ces deux phases s'exprime par le mouvement qui échange monnaie contre marchandise et de nouveau la même marchandise contre de la monnaie, achète pour vendre, ou bien, si on néglige les différences formelles d'achat et de vente, achète avec de l'argent la marchandise et avec la marchandise l'argent<sup>46</sup>.

Ce mouvement aboutit à l'échange d'argent contre argent, A—A. Si j'achète pour 100 l. st. 2000 livres de coton, et qu'ensuite je vende ces 2000 livres de coton pour 110 l. st., j'ai en définitive échangé 100 l. st. contre 110 liv. st., monnaie contre monnaie.

Il va sans dire que la circulation A—M—A serait un procédé bizarre, si l'on voulait par un semblable détour échanger des sommes d'argent équivalentes, 100 l. st., par exemple, contre 100 l. st. Mieux vaudrait encore la méthode du thésauriseur qui garde solidement ses 100 l. st. au lieu de les exposer aux risques de la circulation. Mais, d'un autre côté, que le marchand revende pour 110 l. st. le coton qu'il a acheté avec 100 l. st. ou qu'il soit obligé de le livrer à 100 et même à 50 l. st, dans tous ces cas son argent décrit toujours un mouvement particulier et original, tout à fait différent de celui que parcourt par exemple l'argent du fermier qui vend du froment et achète un habit. Il nous faut donc tout d'abord constater les différences caractéristiques entre les deux formes de circulation A—M—A et M—A—M. Nous verrons en même temps quelle différence réelle gît sous cette différence formelle.

Considérons en premier lieu ce que les deux formes ont de commun.

Les deux mouvements se décomposent dans les deux mêmes phases opposées, M—A, vente, et A—M, achat. Dans chacune des deux phases les deux mêmes éléments matériels se font face, marchandise et argent, ainsi que deux personnes sous les mêmes masques économiques, acheteur et vendeur. Chaque mouvement est l'unité des mêmes phases opposées, de l'achat et de la vente, et chaque fois il s'accomplit par l'intervention de trois contractants dont l'un ne fait que vendre, l'autre qu'acheter, tandis que le troisième achète et vend tour à tour.

---

<sup>46</sup> « Avec de l'argent on achète des marchandises, et avec des marchandises, on achète de l'argent. » (MERCIER DE LA RIVIERE, *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, op. cit., p. 543.)

Ce qui distingue cependant tout d'abord les mouvements M—A—M et A—M—A, c'est l'ordre inverse des mêmes phases opposées. La circulation simple commence par la vente et finit par l'achat; la circulation de l'argent comme capital commence par l'achat et finit par la vente. Là, c'est la marchandise qui forme le point de départ et le point de retour ; ici, c'est l'argent. Dans la première forme, c'est l'argent qui sert d'intermédiaire; dans la seconde, c'est la marchandise.

Dans la circulation M—A—M, l'argent est enfin converti en marchandise qui sert de valeur d'usage; il est donc définitivement — *dépendé*. Dans la forme inverse A—M—A, l'acheteur donne son argent pour le reprendre comme vendeur. Par l'achat de la marchandise, il jette dans la circulation de l'argent, qu'il en retire ensuite par la vente de la même marchandise. S'il le laisse partir, c'est seulement avec l'arrière-pensée perfide de le rattraper. Cet argent est donc simplement *avancé*<sup>47</sup>.

Dans la forme M—A—M, la même pièce de monnaie change deux fois de place. Le vendeur la reçoit de l'acheteur et la fait passer à un autre vendeur. Le mouvement commence par une recette d'argent pour marchandise et finit par une livraison d'argent pour marchandise. Le contraire a lieu dans la forme A—M—A. Ce n'est pas la même pièce de monnaie, mais la même marchandise qui change ici deux fois de place. L'acheteur la reçoit de la main du vendeur et la transmet à un autre acheteur. De même que, dans la circulation simple, le changement de place par deux fois de la même pièce de monnaie a pour résultat son passage définitif d'une main dans l'autre, de même ici *le changement de place par deux fois de la même marchandise a pour résultat le reflux de l'argent à son premier point de départ*.

Le reflux de l'argent à son point de départ ne dépend pas de ce que la marchandise est vendue plus cher qu'elle a été achetée. Cette circonstance n'influe que sur la grandeur de la somme qui revient. Le phénomène du reflux lui-même a lieu dès que la marchandise achetée est de nouveau vendue, c'est-à-dire dès que le cercle A—M—A est complètement décrit. C'est là une différence palpable entre la circulation de l'argent comme capital et sa circulation comme simple monnaie.

Le cercle M—A—M est complètement parcouru dès que la vente d'une marchandise apporte de l'argent que remporte l'achat d'une autre marchandise. Si, néanmoins, un reflux d'argent a lieu ensuite, ce ne peut-être que parce que le parcours tout entier du cercle est de nouveau décrit. Si je vends un quart de

<sup>47</sup> « Quand une chose est achetée pour être vendue ensuite, la somme employée à l'achat est dite monnaie avancée ; si elle n'est pas achetée pour être vendue, la somme peut être dite dépensée » (James STEUART, *Works*, etc., edited by General sir James Steuart, his son, London, 1805, v. 1, p. 274.)

froment pour 3 l. st. et que j'achète des habits avec cet argent, les 3 l. st. sont pour moi définitivement dépensées. Elles ne me regardent plus; le marchand d'habits les a dans sa poche. J'ai beau vendre un second quart de froment, l'argent que je reçois ne provient pas de la première transaction, mais de son renouvellement, il s'éloigne encore de moi si je mène à terme la seconde transaction et que j'achète de nouveau. Dans la circulation M—A—M, la dépense de l'argent n'a donc rien de commun avec son retour. C'est tout le contraire dans la circulation A—M—A. Là, si l'argent ne reflue pas, l'opération est manquée; le mouvement est interrompu ou inachevé, parce que sa seconde phase, c'est-à-dire la vente qui complète l'achat, fait défaut.

Le cercle M—A—M a pour point initial une marchandise et pour point final une autre marchandise qui ne circule plus et tombe dans la consommation. La satisfaction d'un besoin, une valeur d'usage, tel est donc son but définitif. Le cercle A—M—A, au contraire, a pour point de départ l'argent et y revient ; son motif, son but déterminant est donc la valeur d'échange.

Dans la circulation simple, les deux termes extrêmes ont la même forme économique ; ils sont tous deux marchandise. Ils sont aussi des marchandises de même valeur. Mais ils sont en même temps des valeurs d'usage de qualité différente, par exemple, froment et habit. Le mouvement aboutit à l'échange des produits, à la permutation des matières diverses dans lesquelles se manifeste le travail social. La circulation A—M—A, au contraire, paraît vide de sens au premier coup d'œil, parce qu'elle est tautologique. Les deux extrêmes ont la même forme économique. Ils sont tous deux argent. Ils ne se distinguent point qualitativement, comme valeurs d'usage, car l'argent est l'aspect transformé des marchandises dans lequel leurs valeurs d'usage particulières sont éteintes. Echanger 100 l. st. contre du coton et de nouveau le même coton contre 100 l. st., c'est-à-dire échanger par un détour argent contre argent, *idem* contre *idem*, une telle opération semble aussi sotte qu'inutile<sup>48</sup>. Une somme d'argent, en tant qu'elle

<sup>48</sup> « On n'échange pas de l'argent contre de l'argent », crie Mercier de la Rivière aux mercantilistes (*op. cit.*, p. 486). Voici ce qu'on lit dans un ouvrage qui traite *ex professo* [d'un point de vue technique] du *commerce* et de la *spéculation*: « Tout commerce consiste dans l'échange de choses d'espèce différente; et le profit [pour le marchand ?] provient précisément de cette différence. Il n'y aurait aucun profit ... à échanger une livre de pain contre une livre de pain ..., c'est ce qui explique le contraste avantageux qui existe entre le *commerce* et le *jeu*, ce dernier n'étant que l'échange *d'argent contre argent*. » (Th. CORBET, *An Inquiry into the Causes and Modes of the Wealth of Individuals ; or the Principles of Trade and Speculation explained*, London, 1841, p.5) Bien que Corbet ne voie pas que A—A, l'échange d'argent contre argent, est la forme de circulation caractéristique non seulement du *capital commercial*, mais encore de *tout* capital, il admet cependant que

représente de la valeur, ne peut se distinguer d'une autre somme que par sa quantité. Le mouvement A—M—A ne tire sa raison d'être d'aucune différence qualitative de ses extrêmes, car ils sont argent tous deux, mais seulement de leur différence quantitative. Finalement il est soustrait à la circulation plus d'argent qu'il n'y en a été jeté. Le coton acheté 100 l. st. est revendu 100+10 ou 110 l. st. La forme complète de ce mouvement est donc A—M—A', dans laquelle A' = A + ΔA, c'est-à-dire égale la somme primitivement avancée plus un excédent. Cet excédent ou ce surcroît, je l'appelle *plus-value* (en anglais *surplus value*). Non seulement donc la valeur avancée se conserve dans la circulation, mais elle y change encore sa grandeur, y ajoute un plus, se fait valoir davantage, et c'est ce mouvement qui la transforme en capital.

Il se peut aussi que les extrêmes M, M, de la circulation M—A—M, froment — argent — habit par exemple, soient quantitativement<sup>49</sup> de valeur inégale. Le fermier peut vendre son froment au-dessus de sa valeur ou acheter l'habit au-dessous de la sienne. A son tour, il peut être floué par le marchand d'habits. Mais l'inégalité des valeurs échangées n'est qu'un accident pour cette forme de circulation. Son caractère normal, c'est l'équivalence de ses deux extrêmes, laquelle au contraire enlèverait tout sens au mouvement A—M—A.

Le renouvellement ou la répétition de la vente de marchandises pour l'achat d'autres marchandises rencontre, en dehors de la circulation, une limite dans la consommation, dans la satisfaction de besoins déterminés. Dans l'achat pour la vente, au contraire, le commencement et la fin sont une seule et même chose, argent, valeur d'échange, et cette identité même de ses deux termes extrêmes fait que le mouvement n'a pas de fin. Il est vrai que A est devenu A + ΔA, que nous avons 100 + 10 l. st., au lieu de 100; mais, sous le rapport de la qualité, 110 l. st. sont la même chose que 100 l. st., c'est-à-dire argent, et sous le rapport de la quantité, la première somme n'est qu'une valeur limitée aussi bien que la seconde. Si les 100 l. st. sont dépensées comme argent, elles changent aussitôt de rôle et

---

cette forme d'un genre de commerce particulier, de la *spéculation*, est la forme du *jeu* ; mais ensuite vient Mac Culloch, qui trouve *qu'acheter pour vendre*, c'est spéculer, et qui fait tomber ainsi toute différence entre la spéculation et le commerce : « Toute transaction dans laquelle un individu achète des produits pour les revendre est, en fait, *une spéculation*. » (Mac CULLOCH, *A Dictionary practical, etc., of Commerce*, London, 1847, p. 1009.) Bien plus naïf sans contredit est Pinto, le Pindare de la Bourse d'Amsterdam : « *Le commerce est un jeu* [proposition empruntée à Locke] ; et ce n'est pas avec des gueux qu'on peut gagner. Si l'on gagnait longtemps en tout avec tous, il faudrait rendre de bon accord les plus grandes parties du profit, pour recommencer le jeu. » (PINTO, *Traité de la circulation et du crédit*, Amsterdam, 1771, p. 231.)

<sup>49</sup> Le mot « quantitativement » a été rétabli d'après l'édition allemande.

cessent de fonctionner comme capital. Si elles sont dérobées à la circulation, elles se pétrifient sous forme trésor et ne grossiront pas d'un liard quand elles dormiraient là jusqu'au jugement dernier. Dès lors que l'augmentation de la valeur forme le but final du mouvement, 110 l. st. ressentent le même besoin de s'accroître que 100 l. st.

La valeur primitivement avancée se distingue bien, il est vrai, pour un instant de la plus-value qui s'ajoute à elle dans la circulation; mais cette distinction s'évanouit aussitôt. Ce qui, finalement, sort de la circulation, ce n'est pas d'un côté la valeur première de 100 l. st., et de l'autre la plus-value de 10 l. st.; c'est une valeur de 110 l. st., laquelle se trouve dans la même forme et les mêmes conditions que les 100 premières l. st., prête à recommencer le même jeu<sup>50</sup>. Le dernier terme de chaque cercle A—M—A, acheter pour vendre, est le premier terme d'une nouvelle circulation du même genre. La circulation simple — vendre pour acheter — ne sert que de moyen d'atteindre un but situé en dehors d'elle-même, c'est-à-dire l'appropriation de valeurs d'usage, de choses propres à satisfaire des besoins déterminés. La circulation de l'argent comme capital possède au contraire son but en elle-même; car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir. Le mouvement du capital n'a donc pas de limite<sup>51</sup>.

---

<sup>50</sup> « Le capital se divise en deux parties, le capital primitif et le gain, le surcroît du capital ... Mais dans la pratique le gain est réuni de nouveau au capital et mis en circulation avec lui. » (F. ENGELS, *Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie* dans les *Annales franco-allemandes*, Paris, 1844, p. 99.)

<sup>51</sup> Aristote oppose *l'économique* à la *chrématistique*. La première est son point de départ. En tant qu'elle est l'art d'acquérir, elle se borne à procurer les biens nécessaires à la vie et utiles soit au foyer domestique, soit à l'État. « La vraie richesse consiste en des valeurs d'usage de ce genre, car la quantité des choses qui peuvent suffire pour rendre la vie heureuse n'est pas illimitée. Mais il est un autre art d'acquérir auquel on peut donner à juste titre le nom de *chrématistique*, qui fait qu'il semble n'y avoir aucune limite à la richesse et à la possession. Le commerce des marchandises (mot à mot : commerce de détail, (et Aristote adopte cette forme parce que la valeur d'usage y prédomine) n'appartient pas de sa nature à la chrématistique, parce que l'échange n'y a en vue que ce qui est nécessaire aux acheteurs et aux vendeurs ». Plus loin, il démontre que le troc a été la forme primitive du commerce, mais que son extension a fait naître l'argent. A partir de la découverte de l'argent, l'échange dut nécessairement se développer, devenir ou commerce de marchandises, et celui-ci, en contradiction avec sa tendance première, se transforma en chrématistique ou en art de faire de l'argent. La chrématistique se distingue de l'économique en ce sens que « pour elle la circulation est la source de la richesse et elle semble pivoter autour de l'argent, car l'argent est le commencement et la fin de ce genre d'échange. C'est pourquoi aussi la richesse, telle que l'a en vue la chrématistique, est

C'est comme représentant, comme support conscient de ce mouvement que le possesseur d'argent devient capitaliste. Sa personne, ou plutôt sa poche, est le point de départ de l'argent et son point de retour. Le contenu objectif de la circulation A—M—A', c'est-à-dire la plus-value qu'enfante la valeur, tel est son but subjectif, intime. Ce n'est qu'autant que l'appropriation toujours croissante de la richesse abstraite est le seul motif déterminant de ses opérations, qu'il fonctionne comme capitaliste, ou, si l'on veut, comme capital personnifié, doué de conscience et de volonté. La valeur d'usage ne doit donc jamais être considérée comme le but immédiat du capitaliste<sup>52</sup>, pas plus que le gain isolé; mais bien le mouvement incessant du gain toujours renouvelé<sup>53</sup>. Cette tendance absolue à l'enrichissement, cette chasse passionnée à la valeur d'échange<sup>54</sup> lui sont communes avec le thésauriseur. Mais, tandis que celui-ci n'est qu'un capitaliste maniaque, le capitaliste est un thésauriseur rationnel. La vie éternelle de la valeur que le thésauriseur croit s'assurer en sauvant l'argent des dangers de la circulation,

---

illimitée. De même que tout art qui a son but en lui-même, peut être dit infini dans sa tendance, parce qu'il cherche toujours à s'approcher de plus en plus de ce but, à la différence des arts dont le but tout extérieur est vite atteint, de même la chrématistique est infinie de sa nature, car ce qu'elle poursuit est la richesse absolue. L'économie est limitée, la chrématistique, non... ; la première se propose autre chose que l'argent, la seconde poursuit son augmentation... C'est pour avoir confondu ces deux formes que quelques-uns ont cru à tort que l'acquisition de l'argent et son accroissement à l'infini étaient le but final de l'économie ». (ARISTOTE, *De Republica*, édit. Bekker, *lib. I*, chap. VIII et IX, *passim*.)

<sup>52</sup> Les marchandises (prises ici dans le sens de valeurs d'usage) ne sont pas l'objet déterminant du capitaliste qui fait des affaires... son objet déterminant, c'est l'argent. (TH. CHALMERS, *On Political Economy*, etc., 2<sup>e</sup> éd., Glasgow, 1832, p. 165, 166.) [1<sup>ère</sup> édition]

<sup>53</sup> « Le marchand ne compte pour rien le bénéfice présent ; il a toujours en vue le bénéfice futur ». (A. GENOVESI, *Lezioni di Economia civile* (1765), édit. des Economistes italiens de Custodi, *Parte moderna*, t. VIII, p. 139.)

<sup>54</sup> « La soif insatiable du gain, l'*auri sacra fames*, caractérise toujours le capitaliste. » (Mac CULLOCH, *The Principles of Politic Econ.*, London. 1830 p. 179.) — Cet aphorisme n'empêche pas naturellement le susdit Mac Culloch et consorts, à propos de difficultés théoriques, quand il s'agit, par exemple, de traiter la question de l'encombrement du marché, de transformer le capitaliste en un bon citoyen qui ne s'intéresse qu'à la valeur d'usage, et qui même a une vraie faim d'ogre pour les œufs, le coton, les chapeaux, les bottes et une foule d'autres articles ordinaires.

plus habile, le capitaliste la gagne en lançant toujours de nouveau l'argent dans la circulation<sup>55</sup>.

Les formes indépendantes, c'est-à-dire les formes argent ou monnaie que revêt la valeur des marchandises dans la circulation simple, servent seulement d'intermédiaire pour l'échange des produits et disparaissent dans le résultat final du mouvement. Dans la circulation A—M—A', au contraire, marchandise et argent ne fonctionnent l'une et l'autre que comme des formes différentes de la valeur elle-même, de manière que l'un en est la forme générale, l'autre la forme particulière et, pour ainsi dire, dissimulée<sup>56</sup>. La valeur passe constamment d'une forme à l'autre sans se perdre dans ce mouvement. Si l'on s'arrête soit à l'une soit à l'autre de ces formes, dans lesquelles elle se manifeste tour à tour, on arrive aux deux définitions: le capital est argent, le capital est marchandise<sup>57</sup> mais, en fait, la valeur se présente ici comme une substance automatique, douée d'une vie propre, qui, tout en échangeant ses formes sans cesse, change aussi de grandeur, et, spontanément, en tant que valeur mère, produit une pousse nouvelle, une plus-value, et finalement s'accroît par sa propre vertu. En un mot, la valeur semble avoir acquis la propriété occulte d'enfanter de la valeur parce qu'elle est valeur, de faire des petits, ou du moins de pondre des œufs d'or.

Comme la valeur, devenue capital, subit des changements continuels d'aspect et de grandeur, il lui faut avant tout une forme propre au moyen de laquelle son identité avec elle-même soit constatée. Et cette forme propre, elle ne la possède que dans l'argent. C'est sous la forme argent qu'elle commence, termine et recommence son procédé de génération spontanée. Elle était 100 l. st., elle est maintenant 110 l. st., et ainsi de suite. Mais l'argent lui-même n'est ici qu'une forme de la valeur, car celle-ci en a deux. Que la forme marchandise soit mise de côté et l'argent ne devient pas capital. C'est le changement de place par deux fois de la même marchandise: premièrement dans l'achat où elle remplace l'argent avancé, secondement dans la vente où l'argent est repris de nouveau ; c'est ce double déplacement seul qui occasionne le reflux de l'argent à son point de départ, et de plus d'argent qu'il n'en avait été jeté dans la circulation. L'argent n'a donc point ici une attitude hostile, vis-à-vis de la marchandise, comme c'est le cas chez

---

<sup>55</sup> « Cet infini que les choses n'atteignent pas dans la progression, elles l'atteignent dans la rotation » (GALIANI, *Della Moneta, op. cit.*, p. 156.)

<sup>56</sup> « Ce n'est pas la matière qui fait le capital, mais la valeur de cette matière. » (J.B. SAY, *Traité d'économie politique*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, 1817, t. II, p. 429, note.)

<sup>57</sup> « L'argent (*currency* !) employé dans un but de production est capital. » (Mac LEOD, *The Theory and Practice of Banking*, London, 1855, v. I, ch. I.) « Le capital est marchandise. » (James MILL, *Elements of Pol. Econ.*, London, 1821, p. 74.)

le thésauriseur. Le capitaliste sait fort bien que toutes les marchandises, quelles que soient leur apparence et leur odeur, « sont dans la foi et dans la vérité » de l'argent, et de plus des instruments merveilleux pour faire de l'argent.

Nous avons vu que: dans la circulation simple, il s'accomplit une séparation formelle entre les marchandises et leur valeur, qui se pose en face d'elles sous l'aspect argent. Maintenant, la valeur se présente tout à coup comme une substance motrice d'elle-même, et pour laquelle marchandise et argent ne sont que de pures formes. Bien plus, au lieu de représenter des rapports entre marchandises, elle entre, pour ainsi dire, en rapport privé avec elle-même. Elle distingue en soi sa valeur primitive de sa plus-value, de la même façon que Dieu distingue en sa personne le père et le fils, et que tous les deux ne font qu'un et sont du même âge, car ce n'est que par la plus-value de 10 l. st. que les 100 premières l. st. avancées deviennent capital; et dès que cela est accompli, dès que le fils a été engendré par le père et réciproquement, toute différence s'évanouit et il n'y a plus qu'un seul être : 110 l. st.

La valeur devient donc valeur progressive, argent toujours bourgeonnant, poussant et, comme tel, capital. Elle sort de la circulation, y revient, s'y maintient et s'y multiplie, en sort de nouveau accrue et recommence sans cesse la même rotation<sup>58</sup>. A—A', argent qui pond de l'argent, monnaie qui fait des petits — *money which begets money* — telle est aussi la définition du capital dans la bouche de ses premiers interprètes, les mercantilistes.

Acheter pour vendre, ou mieux, acheter pour vendre plus cher, A—M—A', voilà une forme qui ne semble propre qu'à une seule espèce de capital, au capital commercial. Mais le capital industriel est aussi de l'argent qui se transforme en marchandise et, par la vente de cette dernière, se retransforme en plus d'argent. Ce qui se passe entre l'achat et la vente, en dehors de la sphère de circulation, ne change rien à cette forme de mouvement. Enfin, par rapport au capital usuraire, la forme A—M—A' est réduite à ses deux extrêmes sans terme moyen ; elle se résume, en style lapidaire, en A—A', argent qui vaut plus d'argent, valeur qui est plus grande qu'elle-même.

A—M—A' est donc réellement la formule générale du capital, tel qu'il se montre dans la circulation.

---

<sup>58</sup> « Capital ... valeur permanente, multipliante... » (SISMONDI, *Nouveaux principes d'économie politique*, Paris, 1819, t. I, p. 89.)

## Texte 2 : Chapitre V : Les contradictions de la formule générale du Capital (extrait)

[....]

Nous sommes ainsi arrivés à un double résultat.

La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises, de telle sorte que l'échange d'équivalents serve de point de départ<sup>59</sup>. Notre possesseur d'argent, qui n'est encore capitaliste qu'à l'état de chrysalide, doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre ce qu'elles valent, et cependant, à la fin, retirer plus de valeur qu'il en avait avancé. La métamorphose de l'homme aux écus en capitaliste doit se passer dans la sphère de la circulation et en même temps doit ne point s'y passer. Telles sont les conditions du problème. *Hic Rhodus, hic salta !*

[...]

---

<sup>59</sup> D'après les explications qui précèdent, le lecteur comprend que cela veut tout simplement dire : la formation du capital doit être possible lors même que le prix des marchandises est égal à leur valeur. Elle ne peut pas être expliquée par une différence, par un écart entre ces valeurs et ces prix. Si ceux-ci diffèrent de celles-là, il faut les y ramener, c'est-à-dire faire abstraction de cette circonstance comme de quelque chose de purement accidentel, afin de pouvoir observer le phénomène de la formation du capital dans son intégrité, sur la base de l'échange des marchandises, sans être troublé par des incidents qui se font que compliquer le problème. On sait du reste que cette réduction n'est pas un procédé purement scientifique.

Les oscillations continues des prix du marché, leur baisse et leur hausse se compensent et s'annulent réciproquement et se réduisent d'elles-mêmes au prix moyen comme à leur règle intime. C'est cette règle qui dirige le marchand ou l'industriel dans toute entreprise qui exige un temps un peu considérable, il sait que si l'on envisage une période assez longue, les marchandises ne se vendent ni au-dessus ni au-dessous, mais à leur prix moyen. Si donc l'industriel avait intérêt à y voir clair, il devrait se poser le problème de la manière suivante :

Comment le capital peut-il se produire si les prix sont réglés par le prix moyen, c'est-à-dire, en dernière instance, par la valeur des marchandises ? Je dis « en dernière instance », parce que les prix moyens ne coïncident pas directement avec les valeurs des marchandises, comme le croient A. Smith, Ricardo et d'autres.

### Texte 3 : Chapitre VI : Achat et vente de la force de travail (extraits)

L'accroissement de valeur par lequel l'argent doit se transformer en capital, ne peut pas provenir de cet argent lui-même. S'il sert de moyen d'achat ou de moyen de paiement, il ne fait que réaliser le prix des marchandises qu'il achète ou qu'il paye.

S'il reste tel quel, s'il conserve sa propre forme, il n'est plus, pour ainsi dire, qu'une valeur pétrifiée<sup>60</sup>.

Il faut donc que le changement de valeur exprimé par A-M-A', conversion de l'argent en marchandise et reconversion de la même marchandise en plus d'argent, provienne de la marchandise. Mais il ne peut pas s'effectuer dans le deuxième acte M-A', la revente, où la marchandise passe tout simplement de sa forme naturelle à sa forme argent. Si nous envisageons maintenant le premier acte A-M, l'achat, nous trouvons qu'il y a échange entre équivalents et que, par conséquent, la marchandise n'a pas plus de valeur échangeable que l'argent converti en elle. Reste une dernière supposition, à savoir que le changement procède de la valeur d'usage de la marchandise c'est-à-dire de son usage ou sa consommation. Or, il s'agit d'un changement dans la valeur échangeable, de son accroissement. Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir au milieu de la circulation, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer, serait réaliser du travail et par conséquent, créer de la valeur.

Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique, elle s'appelle puissance de travail ou force de travail.

Sous ce nom il faut comprendre l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles.

Pour que le possesseur d'argent trouve sur le marché la force de travail à titre de marchandise, il faut cependant que diverses conditions soient préalablement remplies. L'échange des marchandises, par lui-même, n'entraîne pas d'autres rapports de dépendance que ceux qui découlent de sa nature. Dans ces données, la force de travail ne peut se présenter sur le marché comme marchandise, que si elle est offerte ou vendue par son propre possesseur. Celui-ci doit par conséquent pouvoir en disposer, c'est-à-dire être libre propriétaire de sa puissance de travail,

---

<sup>60</sup> « Sous forme de monnaie... le capital ne produit aucun profit. » (Ricardo, *Princ. of Pol. it. Econ.*, p.267)

de sa propre personne<sup>61</sup>. Le possesseur d'argent et lui se rencontrent sur le marché et entrent en rapport l'un avec l'autre comme échangistes au même titre. Ils ne diffèrent qu'en ceci : l'un achète et l'autre vend, et par cela même, tous deux sont des personnes juridiquement égales.

Pour que ce rapport persiste, il faut que le propriétaire de la force de travail ne la vende jamais que pour un temps déterminé, car s'il la vend en bloc, une fois pour toutes, il se vend lui-même, et de libre qu'il était se fait esclave, de marchand, marchandise. S'il veut maintenir sa personnalité, il ne doit mettre sa force de travail que temporairement à la disposition de l'acheteur, de telle sorte qu'en l'aliénant il ne renonce pas pour cela à sa propriété sur elle<sup>62</sup>.

La seconde condition essentielle pour que l'homme aux écus trouve à acheter la force de travail, c'est que le possesseur de cette dernière, au lieu de pouvoir vendre des marchandises dans lesquelles son travail s'est réalisé, soit forcé d'offrir et de mettre en vente, comme une marchandise, sa force de travail elle-même, laquelle ne réside que dans son organisme.

Quiconque veut vendre des marchandises distinctes de sa propre force de travail doit naturellement posséder des moyens de production tels que matières premières, outils, etc. Il lui est impossible, par exemple, de faire des bottes sans

---

<sup>61</sup> On trouve souvent chez les historiens cette affirmation aussi erronée qu'absurde, que dans l'antiquité classique le capital était complètement développé, à l'exception près que « le travailleur libre et le système de crédit faisaient défaut. » M. Mommsen lui aussi, dans son *Histoire romaine*, entasse de semblables quiproquos les uns sur les autres.

<sup>62</sup> Diverses législations établissent un maximum pour le contrat du travail. Tous les codes des peuples chez lesquels le travail est libre règlent les conditions de résiliation de ce contrat. Dans différents pays, notamment au Mexique, l'esclavage est dissimulé sous une forme qui porte le nom de *péonage* (Il en était ainsi dans les territoires détachés du Mexique avant la guerre civile américaine et, sinon de nom au moins de fait, dans les provinces danubiennes jusqu'au temps de Couza). Au moyen d'avances qui sont à déduire sur le travail et qui se transmettent d'une génération à l'autre, non seulement le travailleur mais encore sa famille, deviennent la propriété d'autres personnes et de leurs familles. Juarez avait aboli le péonage au Mexique. Le soi-disant empereur Maximilien le rétablit par un décret que la Chambre des représentants à Washington dénonça à juste titre comme un décret pour le rétablissement de l'esclavage au Mexique.

« Je puis aliéner à un autre, pour un temps déterminé, l'usage de mes aptitudes corporelles et intellectuelles et de mon activité possible, parce que dans cette limite elles ne conservent qu'un rapport extérieur avec la totalité et la généralité de mon être; mais l'aliénation de tout mon temps réalisé dans le travail et de la totalité de ma production ferait de ce qu'il y a là-dedans de substantiel, c'est-à-dire de mon activité générale et de ma personnalité, la propriété d'autrui. » (Hegel, *Philosophie du droit*, Berlin, 1870, p.104, § 67.)

cuir, et de plus il a besoin de moyens de subsistance. Personne, pas même le musicien de l'avenir, ne peut vivre des produits de la postérité, ni subsister au moyen de valeurs d'usage dont la production n'est pas encore achevée; aujourd'hui, comme au premier jour de son apparition sur la scène du monde, l'homme est obligé de consommer avant de produire et pendant qu'il produit. Si les produits sont des marchandises, il faut qu'ils soient vendus pour pouvoir satisfaire les besoins du producteur. Au temps nécessaire à la production, s'ajoute le temps nécessaire à la vente.

La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le *travailleur libre*, et *libre* à un double point de vue. Premièrement le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre; être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse.

[...]

Il nous faut maintenant examiner de plus près la force de travail. Cette marchandise, de même que toute autre, possède une valeur<sup>63</sup>. Comment la détermine-t-on ? Par le temps de travail nécessaire à sa production.

En tant que valeur, la force de travail représente le quantum de travail social réalisé en elle. Mais elle n'existe en fait que comme puissance ou faculté de l'individu vivant. L'individu étant donné, il produit sa force vitale en se reproduisant ou en se conservant lui-même. Pour son entretien ou pour sa conservation, il a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance. Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se résout donc dans le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance; ou bien la force de travail a juste la valeur des moyens de subsistance nécessaires à celui qui la met en jeu.

La force de travail se réalise par sa manifestation extérieure. Elle s'affirme et se constate par le travail, lequel de son côté nécessite une certaine dépense des muscles, des nerfs, du cerveau de l'homme, dépense qui doit être compensée. Plus

l'usure est grande, plus grands sont les frais de réparation<sup>64</sup>. Si le propriétaire de la force de travail a travaillé aujourd'hui, il doit pouvoir recommencer demain dans les mêmes conditions de vigueur et de santé. Il faut donc que la somme des moyens de subsistance suffise pour l'entretenir dans son état de vie normal.

Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc., diffèrent suivant le climat et autres particularités physiques d'un pays. D'un autre côté le nombre même de soi-disant besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée, continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et par contrecoup les besoins qu'elle apporte dans la vie<sup>65</sup>. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique; ce qui la distingue des autres marchandises. Mais pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée.

Les propriétaires des forces de travail sont mortels. Pour qu'on en rencontre toujours sur le marché, ainsi que le réclame la transformation continuelle de l'argent en capital, il faut qu'ils s'éternisent, « comme s'éternise chaque individu vivant, par la génération<sup>66</sup>. » Les forces de travail, que l'usure et la mort viennent enlever au marché, doivent être constamment remplacées par un nombre au moins égal. La somme des moyens de subsistance nécessaires à la production de la force de travail comprend donc les moyens de subsistance des remplaçants, c'est-à-dire des enfants des travailleurs, pour que cette singulière race d'échangistes se perpétue sur le marché<sup>67</sup>.

D'autre part, pour modifier la nature humaine de manière à lui faire acquérir aptitude, précision et célérité dans un genre de travail déterminé, c'est-à-dire pour en faire une force de travail développée dans un sens spécial, il faut une certaine

---

<sup>64</sup> Dans l'ancienne Rome, le *villicus*, l'économe qui était à la tête des esclaves agricoles, recevait une ration moindre que ceux-ci, parce que son travail était moins pénible. V. *Th. Mommsen : Hist. Rom.*, 1856, p.810.

<sup>65</sup> Dans son écrit : *Overpopulation and its remedy*, London, 1846, W. Th. Thornton fournit à ce sujet des détails intéressants.

<sup>66</sup> *Petty*.

<sup>67</sup> « Le prix naturel du travail consiste en une quantité des choses nécessaires à la vie, telle que la requièrent la nature du climat et les habitudes du pays, qui puisse entretenir le travailleur et lui permettre d'élever une famille suffisante pour que le nombre des travailleurs demandés sur le marché n'éprouve pas de diminution. » *R. Torrens : An Essay on the external Corn Trade*. London, 1815, p.62 - Le mot travail est ici employé à faux pour force de travail.

---

<sup>63</sup> « La valeur d'un homme est, comme celle de toutes les autres choses, son prix, c'est-à-dire autant qu'il faudrait donner pour l'usage de sa puissance. » *Th. Hobbes : Leviathan*, dans ses œuvres. édit. Molesworth. London, 1839-1844, v. III, p. 76.

éducation qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalents en marchandises. Cette somme varie selon le caractère plus ou moins complexe de la force de travail. Les frais d'éducation, très minimes d'ailleurs pour la force de travail simple, rentrent dans le total des marchandises nécessaires à sa production.

Comme la force de travail équivaut à une somme déterminée de moyens de subsistance, sa valeur change donc avec leur valeur, c'est-à-dire proportionnellement au temps de travail nécessaire à leur production.

[...]

Nous connaissons maintenant le mode et la manière dont se détermine la valeur payée au propriétaire de cette marchandise originale, la force de travail. La valeur d'usage qu'il donne en échange à l'acheteur ne se montre que dans l'emploi même, c'est-à-dire dans la consommation de sa force. Toutes les choses nécessaires à l'accomplissement de cette œuvre, matières premières, etc., sont achetées sur le marché des produits par l'homme aux écus et payées à leur juste prix. La consommation de la force de travail est en même temps production de marchandises et de plus-value. Elle se fait comme la consommation de toute autre marchandise, en dehors du marché ou de la sphère de circulation. Nous allons donc, en même temps que le possesseur d'argent et le possesseur de force de travail, quitter cette sphère bruyante où tout se passe à la surface et aux regards de tous, pour les suivre tous deux dans le laboratoire secret de la production, sur le seuil duquel il est écrit : *No admittance except on business*<sup>68</sup>. Là, nous allons voir non seulement comment le capital produit, mais encore comment il est produit lui-même. La fabrication de la plus-value, ce grand secret de la société moderne, va enfin se dévoiler.

La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Égalité, Propriété et Bentham. *Liberté !* car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte; au contraire ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits. Le contrat est le libre produit dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. *Égalité !* car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandise, et ils échangent équivalent contre équivalent. *Propriété !* car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient. *Bentham !* car pour chacun d'eux il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en présence

et en rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence tout ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun.

Au moment où nous sortons de cette sphère de la circulation simple qui fournit au libre-échangiste vulgaire ses notions, ses idées, sa manière de voir et le critérium de son jugement sur le capital et le salariat, nous voyons, à ce qu'il semble, s'opérer une certaine transformation dans la physionomie des personnages de notre drame. Notre ancien homme aux écus prend les devants et, en qualité de capitaliste, marche le premier; le possesseur de la force de travail le suit par-derrière comme son travailleur à lui; celui-là le regard narquois, l'air important et affairé; celui-ci timide, hésitant, rétif, comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché, et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné.

[...]

---

<sup>68</sup> On n'entre pas ici, sauf pour affaires !

Texte 4 : Karl MARX (1818 – 1883)

*Le Capital. Critique de l'économie politique (1867)*

*Livre premier: Le développement de la production capitaliste*

Traduction française de Joseph Roy entièrement revue par Karl Marx

## Section VI : Le salaire

### Chapitre XIX : Transformation de la valeur ou du prix de la force de travail en salaire

A la surface de la société bourgeoise la rétribution du travailleur se représente comme le salaire du travail : tant d'argent payé pour tant de travail. Le travail lui-même est donc traité comme une marchandise dont les prix courants oscillent au-dessus ou au-dessous de sa valeur.

Mais qu'est-ce que la valeur ? La forme objective du travail social dépensé dans la production d'une marchandise. Et comment mesurer la grandeur de valeur d'une marchandise ? Par la quantité de travail qu'elle contient. Comment dès lors déterminer, par exemple, la valeur d'une journée de travail de douze heures ? Par les douze heures de travail contenues dans la journée de douze heures, ce qui est une tautologie absurde<sup>69</sup>.

Pour être vendu sur le marché à titre de marchandise, le travail devrait en tout cas exister auparavant. Mais si le travailleur pouvait lui donner une existence matérielle, séparée et indépendante de sa personne, il vendrait de la marchandise et non du travail<sup>70</sup>.

---

<sup>69</sup> « M. Ricardo évite assez ingénieusement une difficulté, qui à première vue menace d'infirmier sa doctrine que la valeur dépend de la quantité de travail employée dans la production. Si l'on prend ce principe à la lettre, il en résulte que la valeur du travail dépend de la quantité de travail employée à le produire, ce qui est évidemment absurde. Par un détour adroit, M. Ricardo fait dépendre la valeur du travail de la quantité de travail requise pour produire les salaires, par quoi il entend la quantité de travail requise pour produire l'argent ou les marchandises données au travailleur. C'est comme si l'on disait que la valeur d'un habillement est estimée, non d'après la quantité de travail dépensée dans sa production, mais d'après la quantité de travail dépensée dans la production de l'argent contre lequel l'habillement est échangé. » (*Critical Dissertation on the nature, etc., of value*, p. 50, 51.)

<sup>70</sup> « Si vous appelez le travail une marchandise, ce n'est pas comme une marchandise qui est d'abord produite en vue de l'échange et portée ensuite au marché, où elle doit être échangée contre d'autres marchandises suivant les quantités de chacune qui peuvent se trouver en

Abstraction faite de ces contradictions, un échange direct d'argent, c'est-à-dire de travail réalisé, contre du travail vivant, ou bien supprimerait la loi de la valeur qui se développe précisément sur la base de la production capitaliste, ou bien supprimerait la production capitaliste elle-même qui est fondée précisément sur le travail salarié. La journée de travail de douze heures se réalise par exemple dans une valeur monétaire de six francs. Si l'échange se fait entre équivalents, l'ouvrier obtiendra donc six francs pour un travail de douze heures, ou le prix de son travail sera égal au prix de son produit. Dans ce cas il ne produirait pas un brin de plus-value pour l'acheteur de son travail, les six francs ne se métamorphoseraient pas en capital et la base de la production capitaliste disparaîtrait. Or c'est précisément sur cette base qu'il vend son travail et que son travail est travail salarié. Ou bien il obtient pour douze heures de travail moins de six francs, c'est-à-dire moins de douze heures de travail. Douze heures de travail s'échangent dans ce cas contre dix, six, etc., heures de travail. Poser ainsi comme égales des quantités inégales, ce n'est pas seulement anéantir toute détermination de la valeur. Il est même impossible de formuler comme loi une contradiction de ce genre qui se détruit elle-même<sup>71</sup>.

Il ne sert de rien de vouloir expliquer un tel échange de plus contre moins par la différence de forme entre les travaux échangés, l'acheteur payant en travail passé ou réalisé, et le vendeur en travail actuel ou vivant<sup>72</sup>. Mettons qu'un article représente six heures de travail. S'il survient une invention qui permette de le produire désormais en trois heures, l'article déjà produit, déjà circulant sur le marché, n'aura plus que la moitié de sa valeur primitive. Il ne représentera plus que trois heures de travail, quoiqu'il y en ait six de réalisées en lui. Cette forme de travail réalisé n'ajoute donc rien à la valeur, dont la grandeur reste au contraire

---

même temps sur le marché; le travail est créé au moment où on le porte au marché; on peut dire même qu'il est porté au marché avant d'être créé. » (*Observations on some verbal disputes*, etc., p. 75, 76.)

<sup>71</sup> « Si l'on traite le travail comme une marchandise, et le capital, le produit du travail, comme une autre, alors si les valeurs de ces deux marchandises sont déterminées par d'égales quantités de travail, une somme de travail donnée s'échangera... pour la quantité de capital qui aura été produite par la même somme de travail. Du travail passé s'échangera pour la même somme de travail présent. Mais la valeur du travail par rapport aux autres marchandises n'est pas déterminée par des quantités de travail égales. » (E. G. Wakefield dans son édit. de Adam Smith. *Wealth of Nations*, v. I. Lond., p. 231, note.)

<sup>72</sup> « Il a fallu convenir (encore une édition du « contrat social ») que toutes les fois qu'il échangerait du travail fait contre du travail à faire, le dernier (le capitaliste) aurait une valeur supérieure au premier (le travailleur). » Sismondi, *De la richesse commerciale*. Genève, 1803, t. I, p. 37.)

toujours déterminée par le quantum de travail actuel et socialement nécessaire qu'exige la production d'une marchandise.

Ce qui sur le marché fait directement vis-à-vis au capitaliste, ce n'est pas le travail, mais le travailleur. Ce que celui-ci vend, c'est lui-même, sa force de travail. Dès qu'il commence à mettre cette force en mouvement, à travailler, or, dès que son travail existe, ce travail a déjà cessé de lui appartenir et ne peut plus désormais être vendu par lui. Le travail est la substance et la mesure inhérente des valeurs, mais il n'a lui-même aucune valeur<sup>73</sup>.

Dans l'expression : valeur du travail, l'idée de valeur est complètement éteinte. C'est une expression irrationnelle telle que par exemple valeur de la terre. Ces expressions irrationnelles ont cependant leur source dans les rapports de production eux-mêmes dont elles réfléchissent les formes phénoménales. On sait d'ailleurs dans toutes les sciences, à l'économie politique près, qu'il faut distinguer entre les apparences des choses et leur réalité<sup>74</sup>.

Ayant emprunté naïvement, sans aucune vérification préalable, à la vie ordinaire la catégorie « prix du travail », l'économie politique classique se demanda après coup comment ce prix était déterminé. Elle reconnut bientôt que pour le travail comme pour toute autre marchandise, le rapport entre l'offre et la demande n'explique rien que les oscillations du prix de marché au-dessus ou au-dessous d'une certaine grandeur. Dès que l'offre et la demande se font équilibre,

<sup>73</sup> « Le travail, la mesure exclusive de la valeur... le créateur exclusif toute richesse, n'est pas marchandise. » (Th. Hodgskin, l. c., p. 186.)

<sup>74</sup> Déclarer que ces expressions irrationnelles sont pure licence poétique c'est tout simplement une preuve de l'impuissance de l'analyse. Aussi ai-je relevé cette phrase de Proudhon : « Le travail est dit *valoir*, non pas en tant que marchandise lui-même, mais en vue des valeurs qu'on suppose renfermées puissanciellement en lui. La valeur du travail est une expression figurée. etc. » Il ne voit, ai-je dit, dans le travail marchandise, qui est d'une réalité effrayante qu'une ellipse grammaticale. Donc toute la société actuelle, fondée sur le travail marchandise, est désormais fondée sur une licence poétique, sur une expression figurée. La société veut-elle éliminer « tous les inconvénients » qui la travaillent, eh bien ! qu'elle élimine les termes malsonnants, qu'elle change de langage ; et pour cela elle n'a qu'à s'adresser à l'Académie, pour lui demander une nouvelle édition de son dictionnaire. » (K. Marx, *Misère de la philosophie*, p. 34, 35) Il est naturellement encore bien plus commode de n'entendre par valeur absolument rien. On peut alors faire entrer sans façon, n'importe quoi dans cette catégorie. Ainsi en est-il chez J. B. Say. Qu'est-ce que la « valeur » ? Réponse : « C'est ce qu'une chose vaut. » Et qu'est-ce que le « prix » ? Réponse : « la valeur d'une chose exprimée en monnaie. » Et pourquoi « le travail de la terre » a-t-il « une valeur » ? Parce qu'on y met un prix. Ainsi la valeur est ce qu'une chose vaut, et la terre a une « valeur » parce qu'on exprime sa valeur monnaie. Voilà en tout cas une méthode bien simple de s'expliquer le comment et le pourquoi des choses.

les variations de prix qu'elles avaient provoquées cessent, mais là cesse aussi tout l'effet de l'offre et la demande. Dans leur état d'équilibre, le prix du travail ne dépend plus de leur action et doit donc être déterminé comme si elles n'existaient pas. Ce prix-là, ce centre de gravitation des prix de marché, se présente ainsi comme le véritable objet de l'analyse scientifique.

On arriva encore au même résultat en considérant une période de plusieurs années et en comparant les moyennes auxquelles se réduisent, par des compensations continues, les mouvements alternants de hausse et de baisse. On trouva ainsi des prix moyens, des grandeurs plus ou moins constantes qui s'affirment dans les oscillations mêmes des prix de marché et en forment les régulateurs intimes. Ce prix moyen donc, « le prix nécessaire » des physiocrates, « le prix naturel » d'Adam Smith - ne peut être pour le travail, de même que pour toute autre marchandise, que sa valeur, exprimée en argent. « La marchandise, dit Adam Smith, est alors vendue précisément ce qu'elle vaut. »

L'économie classique croyait avoir de cette façon remonté du prix accidentels du travail à sa valeur réelle. Puis elle détermina cette valeur par la valeur des subsistances nécessaires pour l'entretien et la reproduction du travailleur. A son insu elle changeait ainsi de terrain, en substituant à la valeur du travail, jusque-là l'objet apparent de ses recherches, la valeur de la force de travail, force qui n'existe que dans la personnalité du travailleur et se distingue de sa fonction, le travail, tout comme une machine se distingue de ses opérations. La marche de l'analyse avait donc forcément conduit non seulement des prix de marché du travail à son prix nécessaire ou sa valeur, mais avait fait résoudre la soi-disant valeur du travail en valeur de la force de travail, de sorte que celle-là ne devait être traitée désormais comme forme phénoménale de celle-ci. Le résultat auquel l'analyse aboutissait était donc, non de résoudre le problème tel qu'il se présente au point de départ, mais d'en changer entièrement les termes.

L'économie classique ne parvint jamais à s'apercevoir de ce quiproquo, exclusivement préoccupée qu'elle était de la différence entre les prix courants du travail et sa valeur, du rapport de celle-ci avec les valeurs des marchandises, avec le taux du profit etc. Plus elle approfondit l'analyse de la valeur en général, plus la soi-disant valeur du travail l'impliqua dans des contradictions inextricables.

[...]

N'étant qu'une expression irrationnelle pour la valeur de la force ouvrière, la valeur du travail doit évidemment être toujours moindre que celle de son produit, car le capitaliste prolonge toujours le fonctionnement de cette force au-delà du temps nécessaire pour en reproduire l'équivalent. Dans notre exemple, il faut six

heures par jour pour produire une valeur de trois francs, c'est-à-dire la valeur journalière de la force de travail, mais comme celle-ci fonctionne pendant douze heures, elle rapporte quotidiennement une valeur de six francs. On arrive ainsi au résultat absurde qu'un travail qui crée une valeur de six francs n'en vaut que trois<sup>75</sup>. Mais cela n'est pas visible à l'horizon de la société capitaliste. Tout au contraire : là la valeur de trois francs, produite en six heures de travail, dans une moitié de la journée, se présente comme la valeur du travail de douze heures, de la journée tout entière. En recevant par jour un salaire de trois francs, l'ouvrier paraît donc avoir reçu toute la valeur due à son travail, et c'est précisément pourquoi l'excédent de la valeur de son produit sur celle de son salaire, prend la forme d'une plus-value de trois francs, créée par le capital et non par le travail.

La forme salaire, ou paiement direct du travail, fait donc disparaître toute trace de la division de la journée en travail nécessaire et surtravail, en travail payé et non payé, de sorte que tout le travail de l'ouvrier libre est censé être payé. Dans le servage le travail du corvéable pour lui-même et son travail forcé pour le seigneur sont nettement séparés l'un de l'autre par le temps et l'espace. Dans le système esclavagiste, la partie même de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses subsistances, où il travaille donc en fait pour lui-même, ne semble être que du travail pour son propriétaire. Tout son travail revêt l'apparence de travail non payé<sup>76</sup>. C'est l'inverse chez le travail salarié : même le surtravail ou travail non payé revêt l'apparence de travail payé. Là le rapport de propriété dissimule le travail de l'esclave pour lui-même, ici le rapport monétaire dissimule le travail gratuit du salarié pour son capitaliste.

On comprend maintenant l'immense importance que possède dans la pratique ce changement de forme qui fait apparaître la rétribution de la force de travail comme salaire du travail, le prix de la force comme prix de sa fonction. Cette forme, qui n'exprime que les fausses apparences du travail salarié, rend invisible le rapport réel entre capital et travail et en montre précisément le contraire; c'est d'elle que dérivent toutes les notions juridiques du salarié et du capitaliste, toutes

les mystifications de la production capitaliste, toutes les illusions libérales et tous les faux-fuyants apologétiques de l'économie vulgaire.

---

<sup>75</sup> Comparez *Zur Kritik der politischen Ökonomie*, p. 40, où j'annonce que l'étude du capital nous fournira la solution du problème suivant : Comment la production basée sur la valeur d'échange déterminée par le seul temps de travail conduit-elle à ce résultat, que la valeur d'échange du travail est plus petite que la valeur d'échange de son produit ?

<sup>76</sup> *The Morning Star*, organe libre-échangiste de Londres, naïf jusqu'à la sottise, ne cessait de déplorer pendant la guerre civile américaine, avec toute l'indignation morale que la nature humaine peut ressentir, que les nègres travaillaient absolument pour rien dans les États confédérés. Il aurait mieux fait de se donner la peine de comparer la nourriture journalière d'un de ces nègres avec celle par exemple de l'ouvrier libre dans *The East End* de Londres.

Texte 5 : Karl Marx (1818-1883)

***Salaire, prix et profit (1865), extrait.***

### **La production de plus-value**

Supposons que la quantité moyenne des objets courants nécessaires à la vie d'un ouvrier exige pour leur production 6 heures de travail moyen. Supposons, en outre, que 6 heures de travail moyen soient réalisées dans une quantité d'or égale à 3 shillings. Ces 3 shillings seraient le prix, ou l'expression monétaire de la valeur journalière de la force de travail de cet homme. S'il travaillait 6 heures par jour, il produirait chaque jour une valeur suffisante pour acheter la quantité moyenne des objets dont il a journellement besoin, c'est-à-dire pour se conserver comme ouvrier.

Mais notre homme est un ouvrier salarié. Il lui faut, par conséquent, vendre sa force de travail au capitaliste. S'il la vend 3 shillings par jour ou 18 shillings par semaine, il la vend à sa valeur. Supposons que ce soit un ouvrier fileur. S'il travaille 6 heures par jour, il ajoutera chaque jour au coton une valeur de 3 shillings. Cette valeur qu'il ajoute chaque jour au coton constituerait l'équivalent exact de son salaire, c'est-à-dire du prix qu'il touche journellement pour sa force de travail. Mais dans ce cas, il ne reviendrait aucune plus-value ou surproduit au capitaliste. Nous nous heurtons ici à la véritable difficulté.

En achetant la force de travail de l'ouvrier et en la payant à sa valeur, le capitaliste, comme tout autre acheteur, a acquis le droit de consommer la marchandise qu'il a achetée ou d'en user. On consomme la force de travail d'un homme ou on l'utilise en le faisant travailler, tout comme on consomme une machine ou on l'utilise en la faisant fonctionner. Par l'achat de la valeur journalière ou hebdomadaire de la force de travail de l'ouvrier, le capitaliste a donc acquis le droit de se servir de cette force, de la faire travailler pendant toute la journée ou toute la semaine. La journée ou la semaine de travail a, naturellement, ses limites, mais nous examinerons cela de plus près par la suite.

Pour l'instant, je veux attirer votre attention sur un point décisif.

La valeur de la force de travail est déterminée par la quantité de travail nécessaire à son entretien ou à sa reproduction, mais l'usage de cette force de travail n'est limité que par l'énergie agissante et la force physique de l'ouvrier. La valeur journalière ou hebdomadaire de la force de travail est tout à fait différente de l'exercice journalier ou hebdomadaire de cette force, tout comme la nourriture dont un cheval a besoin et le temps qu'il peut porter son cavalier sont deux choses tout à fait distinctes. La quantité de travail qui limite la valeur de la force de travail

de l'ouvrier ne constitue en aucun cas la limite de la quantité de travail que peut exécuter sa force de travail. Prenons l'exemple de notre ouvrier fileur. Nous avons vu que pour renouveler journellement sa force de travail, il lui faut créer une valeur journalière de 3 shillings, ce qu'il réalise par son travail journalier de 6 heures. Mais cela ne le rend pas incapable de travailler journellement 10 à 12 heures ou davantage. En payant la valeur journalière ou hebdomadaire de la force de travail de l'ouvrier fileur, le capitaliste s'est acquis le droit de se servir de celle-ci pendant toute la journée ou toute la semaine. Il le fera donc travailler, mettons, 12 heures par jour. En sus et au surplus des 6 heures qui lui sont nécessaires pour produire l'équivalent de son salaire, c'est-à-dire de la valeur de sa force de travail, le fileur devra donc travailler 6 autres heures que j'appellerai les heures de surtravail, lequel surtravail se réalisera en une plus-value et un surproduit. Si notre ouvrier fileur, par exemple, au moyen de son travail journalier de 6 heures, ajoute au coton une valeur de 3 shillings qui forme l'équivalent exact de son salaire, il ajoutera au coton en 12 heures une valeur de 6 shillings et produira un surplus correspondant de filé. Comme il a vendu sa force de travail au capitaliste, la valeur totale, c'est-à-dire le produit qu'il a créé, appartient au capitaliste qui est, pour un temps déterminé, propriétaire de sa force de travail. En déboursant 3 shillings, le capitaliste va donc réaliser une valeur de 6 shillings puisque, en déboursant la valeur dans laquelle sont cristallisés 6 heures de travail, il recevra, en retour, une valeur dans laquelle sont cristallisées 12 heures de travail. S'il répète journellement ce processus, le capitaliste déboursera journellement 3 shillings et en empochera 6, dont une moitié sera de nouveau employée à payer de nouveaux salaires et dont l'autre moitié formera la plus-value pour laquelle le capitaliste ne paie aucun équivalent. C'est sur cette sorte d'échange entre le capital et le travail qu'est fondée la production capitaliste, c'est-à-dire le salariat; et c'est précisément cette sorte d'échange qui doit constamment amener l'ouvrier à se produire en tant qu'ouvrier et le capitaliste en tant que capitaliste.

Le taux de la plus-value, toutes circonstances égales d'ailleurs, dépendra du rapport entre la partie de la journée de travail, qui est nécessaire pour renouveler la valeur de la force de travail, et le surtravail ou temps employé en plus pour le capitaliste. Il dépendra, par conséquent, de la proportion dans laquelle la journée de travail est prolongée au-delà du temps pendant lequel l'ouvrier, en travaillant, ne ferait que reproduire la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire fournir l'équivalent de son salaire.

Texte 6 - Karl Marx (1818-1883)

**Le Capital - Livre III, Section 3 (« Loi tendancielle de la baisse du taux de profit »).**

*Traduction de Julian Borchardt et Hippolyte Vanderrydt (1901-1902) reprise par l'Université de Chicoutimi, revue par la traduction proposée par M. Rubel (La Pleiade, 1965).*

**Chapitre XIII « La loi en elle-même »**

Le salaire et la journée de travail étant donnés, un capital variable de 100 par exemple, correspond à l'emploi d'un nombre déterminé d'ouvriers et est la caractéristique de ce nombre. Supposons que le salaire de 100 ouvriers soit de 100 £ pendant une semaine. Si ces ouvriers fournissent autant de surtravail que de travail (c'est-à-dire s'ils travaillent une moitié du temps pour reproduire leur salaire et l'autre moitié pour créer de la plus-value pour le capitaliste), ils produiront une valeur de 200 £, comprenant 100 £ de plus-value. Le taux de la plus-value sera donc de 100% et il donnera lieu, ainsi que nous l'avons vu, à des taux de profit  $p'$  très différents, suivant l'importance du capital constant  $c$  et du capital total  $C$  ( $c + v$ ), car le taux du profit est exprimé par  $p' / C$ .

Si  $c = 50$   $v = 100$ ;  $p' = 100/150 = 66 \frac{2}{3} \%$

Si  $c = 100$  et  $v = 100$ ;  $p' = 100/200 = 50 \%$

Si  $c = 200$  et  $v = 100$ ;  $p' = 100/300 = 33 \frac{1}{3} \%$

Si  $c = 300$  et  $v = 100$ ;  $p' = 100/400 = 25 \%$

Si  $c = 400$  et  $v = 100$ ;  $p' = 100/500 = 20 \%$

Un même taux de plus-value, avec un même degré d'exploitation du travail, donne lieu à un taux de profit allant en décroissant, lorsque la valeur du capital constant et par conséquent la valeur du capital total vont en augmentant.

Si l'on admet que cette variation dans la composition du capital se manifeste, non seulement dans quelques industries, mais plus ou moins dans toutes les branches de la production ou du moins dans les plus importantes, de telle sorte que la

composition organique du capital social moyen s'en trouve affectée, cet accroissement général du capital constant relativement au capital variable, entraînera nécessairement une *baisse graduelle du taux général du profit*, bien que le taux de la plus-value, c'est-à-dire l'exploitation du travail par le capital, reste invariable. Or, à mesure que la production capitaliste se développe, le capital variable perd en importance relativement au capital constant et au capital total : un même nombre d'ouvriers met en œuvre, grâce au perfectionnement des méthodes de production, une quantité sans cesse croissante de moyens de travail, de matières premières et de matières auxiliaires, c'est-à-dire un capital constant de valeur de plus en plus grande. Cette diminution progressive du capital variable relativement au capital constant et au capital total correspond à la progression de la composition organique du capital social moyen et est l'indice du progrès de la productivité du travail social. Grâce à l'emploi de plus en plus considérable de machines et de capital fixe, un même nombre d'ouvriers peut mettre en œuvre, dans le même temps, une masse de plus en plus grande de matières premières et auxiliaires. Cette importance croissante de la valeur du capital constant – même si elle ne traduit que de façon lointaine l'accroissement de la masse réelle des valeurs d'usage qui constituent la matière de ce capital – entraîne une baisse progressive des prix : chaque produit contient une moindre quantité de travail que dans les stades antérieurs de la production, où le capital avancé pour le travail était plus grand relativement à celui consacré aux moyens de production. La série de chiffres que nous avons établie au commencement de ce chapitre exprime donc la vraie tendance de la production capitaliste, qui est caractérisée par une diminution progressive du capital variable par rapport au capital constant et une baisse correspondante des taux de profit pour des taux de plus-value (une exploitation du travail) constants ou même croissants. (nous verrons plus loin que cette baisse est tendancielle et non absolue.) La tendance à une baisse du taux général des profits est donc la *caractéristique capitaliste* du progrès de la productivité du travail social. Certes le taux de profit peut temporairement baisser pour d'autres raisons, mais il est de la nature du mode de production capitaliste que, au cours de son évolution, le taux moyen général de la plus-value se traduise nécessairement par une baisse du taux de profit général. Puisque l'importance du travail vivant diminue continuellement par rapport au travail matérialisé (moyens de production) qu'il met en œuvre, il s'ensuit que la quantité de travail vivant non payé, la quantité de plus-value, doit diminuer continuellement par rapport à la valeur du capital total. Or, ce rapport entre la masse de plus-value et le capital total constitue le taux du profit, celui-ci doit donc diminuer continuellement.

## Chapitre XIV : Influences contraires

Lorsque l'on compare le développement énorme de la productivité du travail social, même en ne considérant que ces trente dernières années, à la productivité des périodes antérieures, lorsque l'on considère notamment la masse énorme de capital fixe que la production sociale absorbe, outre ce qui est représenté par l'outillage proprement dit, on voit qu'il ne s'agit plus seulement de résoudre la difficulté qui a occupé les économistes et qui consiste à déterminer la cause de la baisse du taux du profit, mais qu'il importe bien plus d'expliquer pourquoi cette baisse n'est pas plus grande, ni plus rapide. Des facteurs antagonistes interviennent pour paralyser l'action de la loi générale et la ramener à une simple influence tendancielle, ce qui nous a amené à parler non pas de la baisse mais de la tendance à la baisse du taux général du profit. Parmi ces facteurs antagonistes les plus importants sont les suivants

### 1. L'accroissement de l'exploitation du travail

C'est surtout par la prolongation de la journée de travail, et de l'intensification du travail que l'on augmente le degré d'exploitation du travail, l'appropriation de surtravail et de plus-value. Nous avons étudié longuement ces deux questions en nous occupant, dans notre Livre I, des plus-values absolue et relative. Souvent l'intensification du travail est réalisée par un accroissement du capital constant par rapport au capital variable, par conséquent au prix d'une baisse du taux du profit; tel est le cas lorsqu'on augmente le nombre des machines-outils ou des métiers conduits par chaque ouvrier. On constate alors le fait qui accompagne généralement la production de la plus-value relative, c'est-à-dire que les causes qui font hausser le taux de la plus-value provoquent une réduction de la masse de plus-value rapportée à l'ensemble du capital engagé. Or, le travail peut aussi être rendu plus intense par d'autres procédés, notamment une accélération de la marche des machines, leur permettant de mettre en œuvre pendant le même temps une plus grande quantité de matières premières, ce qui il est vrai hâte leur usure, mais n'affecte pas le rapport entre leur valeur et le salaire des travailleurs qui les conduisent. Mais c'est la prolongation de la journée de travail, cette invention de l'industrie moderne, qui est avant tout l'arme dont se sert le capitaliste, parce qu'elle lui permet de s'approprier une plus grande quantité de surtravail, tout en ne modifiant que fort peu le rapport entre le travail en action et le capital constant en mouvement, et en diminuant en réalité la valeur relative de ce dernier. Nous avons démontré - et c'est là le vrai mystère de la baisse tendancielle du taux du profit -

que tous les procédés pour produire la plus-value relative tendent d'une part à retirer d'une quantité donnée de travail le plus de plus-value possible, d'autre part à employer le moins possible de travail par rapport au capital; de telle sorte que les mêmes causes interviennent pour augmenter le degré d'exploitation du travail et diminuer la quantité de travail mise en activité par un même capital. Tels sont les influences contraires qui, tout en augmentant le taux de la plus-value, réduisent la quantité de plus-value produite par un capital déterminé et réduisent par conséquent le taux du profit. A côté d'eux, il convient de citer encore l'emploi en masse de femmes et d'enfants, car la famille entière doit venir grossir le tribut de surtravail à payer au capital, dût-il en résulter, ce qui cependant est loin d'être toujours le cas, une augmentation du total de salaires qui lui est alloué.

(...)

### 3. La dépréciation des éléments du capital constant

Tout ce qui a été dit, dans la première partie de ce volume, des causes qui augmentent le taux du profit indépendamment du taux de la plus-value s'applique ici, notamment que le capital constant augmente moins rapidement en valeur qu'en importance matérielle. C'est ainsi que la quantité de coton qu'un ouvrier fileur met journellement en œuvre dans une fabrique moderne est incomparablement plus considérable que celle que le fileur du siècle dernier travaillait au rouet, alors que la valeur du coton est loin d'avoir augmenté dans la même mesure. Il en est de même des machines et de tout autre capital fixe.

L'évolution qui pousse à l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable tend à faire baisser, par la productivité croissante du travail, la valeur des éléments qui le constituent et à empêcher que sa valeur absolue augmente aussi rapidement que son importance matérielle. Il peut même arriver que la masse des éléments du capital constant s'accroisse alors que sa valeur reste invariable ou même diminue.

(...)

## 5. Le commerce international

Le commerce international, en diminuant le prix des éléments du capital constant et des aliments pour lesquels est dépensé le capital variable, fait hausser à la fois le taux de la plus-value et le taux du profit.

(...)

[Conclusion]

Nous voyons donc qu'en général les causes qui déterminent la baisse du taux de profit général produisent des réactions antagonistes, qui retardent, ralentissent et paralysent en partie cette baisse. Elles ne suppriment pas la loi, mais en affaiblissent l'effet. S'il en était autrement, ce n'est pas la baisse du taux de profit général qui serait incompréhensible, mais la lenteur relative de cette baisse. Ainsi la loi n'agit qu'en tant que tendance dont l'action ne se manifeste que dans certaines circonstances spéciales et lorsqu'on l'observe pendant une période de longue durée.

En résumé, la baisse tendancielle du taux de profit va de pair avec une hausse tendancielle du taux de plus-value, donc du degré d'exploitation du travail. Rien de plus absurde donc que d'expliquer la baisse du taux du profit par une hausse du taux des salaires, bien que le fait puisse se présenter quelquefois, à titre exceptionnel. La statistique ne parvient à analyser d'une manière intelligente les salaires aux différentes époques et dans les différents pays que si elle part d'une saine compréhension des rapports qui déterminent le taux du profit. Celui-ci ne baisse nullement parce que le travail devient moins productif, mais parce que sa productivité augmente. Aussi bien la hausse du taux de la plus-value que la baisse du taux du profit ne sont que des formes particulières dans lesquelles l'accroissement de la productivité du travail trouve son expression capitaliste.

## Dossier 6 : Les origines de la théorie néoclassique : Léon Walras

### CONTENU DU DOSSIER

- Texte 1 : Léon WALRAS (1874), *Eléments d'économie politique pure* (1874), 4<sup>e</sup> édition (1900). « 3<sup>e</sup> leçon : De la richesse sociale. Triple conséquence de la rareté. Du fait de la valeur d'échange et de l'économie politique pure »
- Texte 2 : Léon WALRAS (1874), *op. cit.*, « 5<sup>e</sup> leçon : Du marché et de la concurrence. Problème de l'échange de deux marchandises entre elles »

### PRESENTATION

Des trois pères fondateurs de la révolution marginaliste (Stanley Jevons et Carl Menger), Léon Walras est celui dont l'œuvre exerça la plus grande influence *a posteriori*. La théorie de l'échange et de la formation des prix qu'il développe dans ses *Eléments d'économie pure* (1874) est en effet à l'origine du modèle d'équilibre général développé au XX<sup>e</sup> siècles par Kenneth Arrow et Gérard Debreu (Prix « Nobel » d'économie 1983).

Son objectif était de modifier radicalement la méthode et le cadre d'analyse de l'économie. Du point de vue de la méthode, sa démarche, qu'il qualifie de « rationnelle » (**texte 1**), se caractérise par un fort niveau d'abstraction, l'analyse étant menée dans le cadre d'un modèle idéal de concurrence, et par un recours important à l'axiomatisation (pas forcément bien considéré par la communauté des économistes à son époque). Les questionnements sur l'origine de la valeur et sur le « prix naturel » des marchandises, qui prévalaient chez les classiques, sont évacués, au profit d'une analyse de la formation des prix sous un régime hypothétique de « libre concurrence absolue » (**texte 2**). La notion de classe sociale est également dissoute : le marché walrasien met en relation des individus, essentiellement caractérisés selon leur statut de vendeurs ou d'acheteurs, par l'intermédiaire d'un personnage central censé coordonner les plans individuels, appelé « crieur de prix » (qui deviendra, dans l'analyse moderne, le « commissaire priseur » ou « l'agent du marché »). Walras rompt ainsi le lien établi par les classiques entre prix naturel et travail, et met en avant, du point de vue de la demande, le rôle de l'utilité, définie comme un rapport subjectif moralement neutre (**texte 1**). Enfin, Walras introduit à l'analyse la « richesse sociale immatérielle », c'est-à-dire les services, auparavant considérés comme travail improductif chez les Classiques. La distinction entre travail productif et improductif elle-même n'est plus, dans un tel cadre, pertinente : le travail, quel que soit sa nature, est en effet défini comme le service résultant de la location par l'individu de ses facultés personnelles (également appelées par Walras « capital personnel »).

Cette grille d'analyse spécifique permet à Walras de s'opposer à la théorie de l'exploitation de Marx, sans jamais y faire explicitement référence<sup>77</sup>. « Le monde peut être considéré comme un vaste marché général composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend et s'achète<sup>78</sup> ». Ainsi le niveau des salaires, comme celui de l'intérêt (prix du service résultant de la location du capital) est déterminé de façon concurrentielle, et s'impose comme un fait naturel aux participants du marché, au même titre que le prix des bananes ou

---

<sup>77</sup> L'un des premiers écrits publiés de Walras consiste en une réfutation des thèses économiques de Proudhon.

<sup>78</sup> Walras (1874), « 5<sup>e</sup> leçon ». Cf. brochure p. 69.

des carottes. La représentation conflictuelle des rapports sociaux qui prévalait chez les classiques et chez Marx a ainsi disparu. Les règles de l'échange sont censées s'imposer aux volontés humaines comme des forces aveugles et fatales, à l'instar des phénomènes météorologiques, sans que personne puisse en être jugé responsable. En résumé, Walras dissout l'enjeu de l'analyse de la répartition en intégrant cette dernière à sa théorie générale de la formation des prix.

Du point de vue politique, Walras développe un modèle idéal de société qui le conduit à prôner la nationalisation des terres<sup>79</sup>. Son objectif revendiqué consistait, de fait, à élaborer une synthèse du libéralisme et du socialisme, et pour ce faire à concilier les idéaux d'efficacité économique et de justice sociale, de liberté et d'égalité. La théorie économique ultérieure n'a finalement pas repris dans son intégralité un tel programme de recherche.

⇒ **concepts importants** : services - prix – concurrence – commissaire priseur – utilité – équilibre général.

## QUESTIONS

### Texte 1

- 1 - Dans quelle mesure la définition que donne Walras de l'utilité peut-elle être interprétée comme une critique implicite du discours des « classiques » sur la valeur d'usage ?
- 2 – Pensez vous que, comme le prétend Walras, l'appropriation, et par suite la propriété, « porte sur toute la richesse sociale » ? En d'autres termes, les services immatériels vous semblent-ils appropriables ?
- 3 – Quelle différence identifiez-vous entre le discours de Walras sur le caractère multipliable des choses rares, et celui de Ricardo (cf. texte 1 dossier 2) ?
- 4 – « Le fait de la valeur d'échange prend donc, une fois établi, le caractère d'un fait naturel, naturel dans son origine, naturel dans sa manifestation et sa manière d'être. ». Que vous inspire cette affirmation de Walras, et quelle hypothèse lui permet de la formuler ?
- 5 – En quoi la méthode de Walras peut-elle être qualifiée d'hypothético-déductive ?

### Texte 2

- 6 – Explicitez ce qu'est, selon Walras, un marché « bien organisé sous le rapport de la concurrence » ?
- 7 – Pourquoi, selon Walras, faut-il qu'en dehors de l'équilibre l'échange soit suspendu ?
- 8 – Pensez-vous que, dans le cadre du modèle walrasien, les échanges puissent s'effectuer de façon décentralisée, une fois l'équilibre général atteint ?
- 9 - Comparez ce mécanisme de concurrence à celui envisagé par Ricardo.

---

<sup>79</sup> Cf. Léon Walras (1896), *Etudes d'économie sociale* (pas dans la brochure et ne faisant pas partie du programme cette année).

Texte 1 : Léon WALRAS (1834-1910)  
*Éléments d'économie politique pure* (1874), 4<sup>e</sup> édition (1900).

3<sup>e</sup> LEÇON

*De la richesse sociale. Triple conséquence de la rareté.  
Du fait de la valeur d'échange et de l'économie politique pure.*

---

SOMMAIRE : - 21. *Richesse sociale*, ensemble des choses *rare*s, c'est-à-dire 1<sup>o</sup> *utiles* et 2<sup>o</sup> *limitées en quantité*. - 22. Rareté scientifique. - 23, 24, 25. Les choses rares seules et toutes les choses rares sont : 1<sup>o</sup> *appropriables*, 2<sup>o</sup> *valables et échangeables*, 3<sup>o</sup> *industriellement productibles* ou *multipliables*. - 26. Économie politique et sociale : théorie de la valeur d'échange, théorie de l'industrie, théorie de la propriété.

27. Fait de la *valeur d'échange*. Se produit sur le marché. - 28. « Le blé vaut 24 F l'hectolitre. » Fait naturel. - 29. Fait mathématique. Equation  $5 v_b = 600 v_a$ . - 30. Valeur d'échange, grandeur appréciable ; théorie de la valeur d'échange et de l'échange ou de la richesse sociale, science *physico-mathématique*. Méthode rationnelle. Langage algébrique.

---

21. J'appelle *richesse sociale* l'ensemble des choses matérielles ou immatérielles (car la matérialité ou l'immatérialité des choses n'importe ici en aucune manière) qui sont *rare*s, c'est-à-dire qui, d'une part, nous sont *utiles*, et qui, d'autre part, n'existent à notre disposition qu'en *quantité limitée*.

Cette définition est importante ; j'en vais préciser les termes.

Je dis que les choses sont utiles dès qu'elles peuvent servir à un usage quelconque, dès qu'elles répondent à un besoin quelconque et en permettent la satisfaction. Ainsi, il n'y a pas à s'occuper ici des nuances par lesquelles on classe, dans le langage de la conversation courante, l'utile à côté de l'agréable entre le nécessaire et le superflu. Nécessaire, utile, agréable, et superflu, tout cela, pour nous, est seulement plus ou moins utile. Il n'y a pas davantage à tenir compte ici de la moralité ou de l'immoralité du besoin auquel répond la chose utile et qu'elle permet de satisfaire. Qu'une substance soit recherchée par un médecin pour guérir un malade, ou par un assassin pour empoisonner sa famille, c'est une question très importante à d'autres points de vue, mais tout à fait indifférente au nôtre. La substance est utile, pour nous, dans les deux cas, et peut l'être plus dans le second que dans le premier.

Je dis que les choses n'existent à notre disposition qu'en quantité limitée du moment où elles n'existent pas en quantité telle que chacun de nous en trouve à sa portée à discrétion pour satisfaire entièrement le besoin qu'il en a. Il y a dans le monde un certain nombre d'utilités qui, lorsqu'elles ne manquent pas totalement, existent à notre disposition en quantité illimitée. Ainsi l'air atmosphérique, la lumière et la chaleur du soleil quand le soleil est levé, l'eau au bord des lacs, des fleuves et des rivières se rencontrent en telle quantité qu'il n'en peut manquer à personne, chacun en prenant même tant qu'il en veut. Ces choses, qui sont utiles, généralement ne sont pas rares et ne font pas partie de la richesse sociale ; exceptionnellement elles peuvent le devenir et faire alors partie de cette richesse.

22. On voit, d'après cela, quel est ici le sens des mots *rare* et *rareté*. C'est un sens scientifique, comme celui des mots de *vitesse* en mécanique et de *chaleur* en physique. Pour le mathématicien et le physicien, la vitesse ne s'oppose pas à la lenteur, ni la chaleur au froid, comme cela a lieu dans la langue vulgaire : la lenteur n'est pour l'un qu'une vitesse moindre, le froid n'est pour l'autre qu'une moindre chaleur. Un corps, dans le langage de la science, a de la vitesse dès qu'il se meut, et de la chaleur dès qu'il est à une température quelconque. De même ici la rareté et l'abondance ne s'opposent pas l'une à l'autre : quelque abondante qu'elle soit, une chose est rare, en économie politique, dès qu'elle est utile et limitée en quantité, exactement comme un corps a de la vitesse, en mécanique, dès qu'il parcourt un certain espace en un certain temps. Est-ce à dire que la rareté soit le rapport de l'utilité à la quantité ou l'utilité contenue dans l'unité de quantité, comme on dit que la vitesse est le rapport de l'espace parcouru au temps employé à le parcourir, ou l'espace parcouru dans l'unité de temps ? C'est un point sur lequel nous ne nous prononcerons pas pour le moment, devant plus tard y revenir. Or le fait de la limitation dans la quantité des choses utiles qui les rend rares a trois conséquences.

23. 1<sup>o</sup> Les choses utiles limitées en quantité sont *appropriables*. Les choses inutiles échappent à l'appropriation : personne ne songe à s'approprier des choses qui ne peuvent servir à aucun usage. Les choses utiles mais qui existent en quantité illimitée ne sont pas davantage appropriables. D'abord elles ne sont pas coercibles ou saisissables ; on voudrait les retirer du domaine commun qu'en raison de leur quantité même, on ne le pourrait pas. Et quant à en mettre une petite fraction de côté, sauf à en laisser la plus grande partie à la disposition de chacun, à quoi bon ? Pour en tirer parti ? Mais qui en demandera puisque tout le monde en

pourra toujours avoir ? Pour en user soi-même ? Mais que sert d'en faire provision si l'on est sûr d'en trouver toujours à discrétion ? Pourquoi faire provision d'air atmosphérique (j'entends dans les circonstances ordinaires) puisque vous n'aurez occasion d'en donner à personne et que vous-même, lorsque vous éprouverez le besoin de respirer, n'aurez qu'à ouvrir la bouche pour le faire ? Au contraire, les choses utiles mais qui n'existent qu'en quantité limitée sont appropriables et appropriées. D'abord elles sont coercibles ou saisissables : il est matériellement possible à un certain nombre d'individus de recueillir la quantité qui en existe, de manière à n'en plus laisser dans le domaine commun. Et il y a, pour ces individus, double avantage à effectuer cette opération. En premier lieu, ils s'assurent pour eux-mêmes une provision de ces choses, ils se ménagent la possibilité de s'en servir, de les appliquer à la satisfaction de leurs propres besoins. En second lieu, ils se réservent aussi la faculté, s'ils ne veulent ou s'ils ne peuvent consommer directement qu'une partie seulement de leur approvisionnement, de se procurer, par l'échange du surplus, d'autres utilités limitées en quantité qu'ils consommeront au lieu et place des premières. Mais ceci nous amène à un fait différent. Bornons-nous à constater, pour le moment, que l'*appropriation* (et par suite la *propriété* qui n'est que l'appropriation légitime ou conforme à la justice) ne porte que sur la richesse sociale et porte sur toute la richesse sociale.

24. 2° Les choses utiles limitées en quantité sont *valables et échangeables*, comme nous venons de l'entrevoir. Les choses rares étant une fois appropriées (et celles-là seules le sont, et toutes celles-là le sont), il s'établit entre toutes ces choses un rapport consistant en ceci que, indépendamment de l'utilité directe qui lui est propre, chacune d'elles acquiert, comme une propriété spéciale, la faculté de s'échanger contre chacune des autres dans telle ou telle proportion déterminée. Si l'on possède quelqu'une de ces choses rares, on peut, en la cédant, obtenir en échange quelque autre chose rare dont on manque. Si on ne la possède pas, on ne peut l'obtenir qu'à la condition de céder en échange quelque autre chose rare dont on est pourvu. Et si on ne l'a pas, et qu'on n'ait rien à donner en échange, il faut s'en passer. Tel est le fait de la *valeur d'échange* qui, comme le fait de la propriété, ne porte que sur la richesse sociale et porte sur toute la richesse sociale.

25. 3° Les choses utiles limitées en quantité sont *industriellement productibles* ou *multipliables*. Je veux dire qu'il y a intérêt à les produire, à en multiplier le nombre le plus possible au moyen d'efforts réguliers et systématiques. Il y a, dans le monde, des choses inutiles (sans parler de celles qui même sont nuisibles), telles que de mauvaises herbes, des animaux qui ne sont bons à rien ; on n'a pas à s'en

occuper autrement que pour chercher attentivement à découvrir en elles quelque propriété qui les fasse passer de la catégorie des inutilités dans la catégorie des utilités. Il y a des choses utiles mais illimitées en quantité ; on a bien à s'en occuper pour les utiliser, mais non pas évidemment pour en augmenter la quantité. Enfin, il y a des choses utiles limitées en quantité, des choses rares ; il est clair que ces dernières seules peuvent être l'objet d'une étude et d'opérations ayant pour but d'en rendre la quantité moins limitée qu'elle ne l'est, et il est clair, en outre, que toutes ces dernières sans exception peuvent et doivent être l'objet d'une telle étude et de telles opérations. Si donc on appelle, comme nous l'avons fait, richesse sociale l'ensemble de ces choses rares, on peut énoncer encore que la *production industrielle* ou l'*industrie* ne porte, elle aussi, que sur la richesse sociale et qu'elle porte, elle aussi, sur toute la richesse sociale.

26. La *valeur d'échange*, l'*industrie*, la *propriété*, tels sont donc les trois faits généraux, les trois séries ou groupes de faits particuliers qu'engendre la limitation dans la quantité des utilités ou la rareté des choses, les trois faits dont toute la richesse sociale, dont la richesse sociale seule est le théâtre. On sent à présent combien c'est dire une chose vague, peu précise et peu philosophique, sinon inexacte, que de dire, comme Rossi, par exemple, en abordant l'économie politique, qu'on se propose d'étudier la richesse sociale. Et, en effet, à quel point de vue l'étudiez-vous ? Est-ce au point de vue de sa *valeur d'échange*, c'est-à-dire au point de vue des phénomènes de vente et d'achat auxquels elle est soumise ? Est-ce au point de vue de sa *production industrielle*, c'est-à-dire au point de vue des conditions favorables ou défavorables de l'augmentation de sa quantité ? Est-ce enfin au point de vue de la *propriété* dont elle est l'objet, c'est-à-dire au point de vue des conditions qui en rendent l'appropriation légitime ou illégitime ? Il faut nous le dire. Et il faut surtout vous garder sévèrement de l'étudier à ces trois points de vue ou à deux d'entre eux concurremment : car il n'y en a pas de plus différents, comme on va le reconnaître.

27. Nous avons vu *a priori* comment les choses rares une fois appropriées acquéraient une valeur d'échange (§ 24). Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour constater *a posteriori*, parmi les faits généraux, le fait de l'échange.

Tous tant que nous sommes, nous faisons journellement, comme une série d'actes spéciaux, des échanges, c'est-à-dire des ventes et des achats. Certains d'entre nous vendent des terres ou l'usage de la terre ou les fruits de la terre ; certains, des maisons ou l'usage des maisons ; certains, des produits industriels ou des marchandises qu'ils ont acquises en gros et qu'ils cèdent en détail ; certains, des consultations, des plaidoyers, des œuvres d'art, des journées ou des heures de

travail. Tous, en retour, reçoivent de l'argent. Avec l'argent ainsi obtenu, on achète tantôt du pain, de la viande, du vin ; tantôt des habits : tantôt l'abri d'un logis ; tantôt des meubles, des bijoux, des chevaux, des voitures ; tantôt des matières premières ou de la main-d'œuvre ; tantôt des marchandises ; tantôt des maisons, des terres ; tantôt des actions ou obligations d'entreprises diverses.

Les échanges se font sur le marché. On considère comme marché spécial le lieu où se font certains échanges spéciaux. On dit : le marché européen, le marché français, le marché ou la place de Paris. Le Havre est un marché pour les cotons, et Bordeaux est un marché pour les vins ; les halles sont un marché pour les fruits et légumes, pour les blés et céréales ; la Bourse est un marché pour les valeurs industrielles.

Prenons le marché au blé, et supposons qu'à un moment donné, on y voie 5 hectolitres de blé s'échanger contre 120 F ou contre 600 grammes d'argent au titre de 9/10, on dira : - « *Le blé vaut 24 F l'hectolitre.* » Voilà le fait de la valeur d'échange.

28. Le blé vaut 24 F l'hectolitre. Remarquons d'abord que ce fait a le caractère d'un fait *naturel*. Cette valeur du blé en argent, ou ce prix du blé, ne résulte ni de la volonté du vendeur, ni de la volonté de l'acheteur, ni d'un accord entre les deux. Le vendeur voudrait bien vendre plus cher ; il ne le peut, parce que le blé *ne vaut pas plus*, et que, s'il ne voulait vendre à ce prix, l'acheteur trouverait à côté de lui un certain nombre de vendeurs prêts à le faire. L'acheteur ne demanderait pas mieux que d'acheter à meilleur marché ; cela lui est impossible, parce que le blé *ne vaut pas moins*, et que, s'il ne voulait acheter à ce prix, le vendeur trouverait à côté de lui un certain nombre d'acheteurs disposés à y consentir.

Le fait de la valeur d'échange prend donc, une fois établi, le caractère d'un fait naturel, naturel dans son origine, naturel dans sa manifestation et sa manière d'être. Si le blé et si l'argent ont *de la valeur*, c'est parce qu'ils sont rares, c'est-à-dire utiles et limités en quantité, deux circonstances naturelles. Et si le blé et si l'argent ont *telle valeur* l'un par rapport à l'autre, c'est qu'ils sont respectivement plus ou moins rares, c'est-à-dire plus ou moins utiles et plus ou moins limités en quantité, encore deux circonstances naturelles, les mêmes que ci-dessus.

Cela ne veut pas dire du tout que nous n'ayons aucune action sur les prix. De ce que la pesanteur est un fait naturel, obéissant à des lois naturelles, il ne s'ensuit pas que nous n'ayons jamais qu'à la regarder faire. Nous pouvons ou lui résister ou lui donner libre carrière selon qu'il nous convient ; mais nous ne pouvons changer son caractère et ses lois. Nous ne lui commandons, comme on l'a dit, qu'en lui

obéissant. De même pour la valeur. En ce qui concerne le blé, par exemple, nous pourrions en faire hausser le prix en détruisant une partie de l'approvisionnement ; nous pourrions faire baisser ce prix en mangeant, au lieu de blé, du riz, des pommes de terre ou quelque autre denrée. Nous pourrions même décréter que le blé se vendra 20 F, et non 24 F, l'hectolitre. Dans le premier cas, nous agirions sur les causes du fait de la valeur pour substituer une valeur naturelle à une autre valeur naturelle. Dans le second cas, nous agirions sur le fait lui-même pour substituer une valeur artificielle à la valeur naturelle. Nous pourrions enfin, à la rigueur, supprimer la valeur en supprimant l'échange. Mais, si nous échangeons, nous ne saurions empêcher que, certaines circonstances d'approvisionnement et de consommation, en un mot certaines conditions de rareté, étant données, il n'en résultât ou ne tendit à en résulter naturellement une certaine valeur.

29. Le blé vaut 24 F l'hectolitre. Remarquons en outre le caractère *mathématique* de ce fait. La valeur du blé en argent, ou le prix du blé, était hier de 22 ou 23 F ; elle était tout à l'heure de 23,50 F ou 23,75 F ; elle sera un peu plus tard de 24,25 F ou 24,50 F ; elle sera demain de 25 ou 26 F ; mais aujourd'hui, et pour l'instant, elle est de 24 F, *ni plus ni moins*. Ce fait a tellement le caractère d'un fait mathématique que je vais immédiatement l'exprimer par une équation et, en cela, lui donner son expression véritable.

L'hectolitre étant admis comme unité de mesure de la quantité de blé, et le gramme comme unité de mesure de la quantité d'argent, on peut énoncer rigoureusement que, si 5 hectolitres de blé s'échangent contre 600 grammes d'argent, c'est que - « *5 hectolitres de blé équivalent à 600 grammes d'argent* », ou que : - « *la valeur d'échange de 5 hectolitres de blé égale la valeur d'échange de 600 grammes d'argent* », ou enfin que : - « *5 fois la valeur d'échange de 1 hectolitre de blé égale 600 fois la valeur d'échange de 1 gramme d'argent* ».

Soient par conséquent  $v_b$  la valeur d'échange de 1 hectolitre de blé,  $v_a$  la valeur d'échange de 1 gramme d'argent au titre de 9/10. Nous avons, en recourant aux notations ordinaires des mathématiques, l'équation

$$5 v_b = 600 v_a$$

ou, en divisant par 5 de part et d'autre,

[1]

$$v_b = 120 v_a$$

Si l'on est convenu, comme nous avons supposé que cela avait eu lieu sur le marché que nous avons pris pour exemple, de choisir pour unité de mesure de la valeur non pas la valeur d'échange de 1 gramme d'argent, mais la valeur d'échange de 5 grammes d'argent au titre de 9/10 sous le nom de *franc*, c'est-à-dire si l'on a posé

$$5 v_a = 1 \text{ franc,}$$

alors il vient

$$[2] \quad v_b = 24 \text{ francs.}$$

Mais, sous la forme [1] ou sous la forme [2], l'équation n'en est pas moins la traduction exacte de cette phrase, et je dirai l'expression scientifique de ce fait : - « *Le blé vaut 24 F l'hectolitre.* »

30. La valeur d'échange est donc une grandeur et, on peut le voir dès à présent, une grandeur appréciable. Et si les mathématiques en général ont pour objet l'étude des grandeurs de ce genre, il est certain qu'il y a une branche des mathématiques oubliée jusqu'ici par les mathématiciens, et non encore élaborée, qui est la théorie de la valeur d'échange.

Je ne dis pas, on le sait déjà suffisamment, que cette science soit toute l'économie politique. Les forces, les vitesses sont, elles aussi, des grandeurs appréciables, et la théorie mathématique des forces et des vitesses n'est pas toute la mécanique. Il est toutefois certain que cette mécanique pure doit précéder la mécanique appliquée. De même il y a une *économie politique pure* qui doit précéder l'*économie politique appliquée*, et cette économie politique pure est une science tout à fait semblable aux sciences physicomathématiques. Cette assertion est neuve et paraîtra singulière ; mais je viens de la prouver déjà, et je la prouverai mieux encore par la suite.

Si l'économie politique pure, ou la théorie de la valeur d'échange et de l'échange, c'est-à-dire la théorie de la richesse sociale considérée en elle-même, est, comme la mécanique, comme l'hydraulique, une science physico-mathématique, elle ne doit pas craindre d'employer la méthode et le langage des mathématiques.

La méthode mathématique n'est pas la méthode *expérimentale*, c'est la méthode *rationnelle*. Les sciences naturelles proprement dites se bornent-elles à décrire purement et simplement la nature et ne sortent-elles pas de l'expérience ? Je laisse

aux naturalistes le soin de répondre à cette question. Ce qui est sûr, c'est que les sciences physico-mathématiques, comme les sciences mathématiques proprement dites, sortent de l'expérience dès qu'elles lui ont emprunté leurs types. Elles abstraient de ces types réels des types idéaux qu'elles définissent ; et, sur la base de ces définitions, elles bâtissent *a priori* tout l'échafaudage de leurs théorèmes et de leurs démonstrations. Elles rentrent, après cela, dans l'expérience non pour confirmer, mais pour appliquer leurs conclusions. Chacun sait parfaitement, pour si peu qu'il ait fait de géométrie, que les rayons d'une circonférence ne sont égaux entre eux, et que la somme des trois angles d'un triangle n'est égale à celle de deux angles droits, que dans une circonférence et dans un triangle abstraits et idéaux. La réalité ne confirme qu'approximativement ces définitions et démonstrations ; mais elle en permet une très riche application. Pour observer cette méthode, l'économie politique pure doit emprunter à l'expérience des types d'échange, d'offre, de demande, de marché, de capitaux, de revenus, de services producteurs, de produits. De ces types réels, elle doit abstraire, par définition, des types idéaux, et raisonner sur ces derniers, pour ne revenir à la réalité que la science une fois faite et en vue des applications. Nous aurons ainsi, sur un marché idéal, des prix idéaux qui seront dans un rapport rigoureux avec une demande et une offre idéales. Et ainsi de suite. Ces vérités pures seront-elles d'une application fréquente ? A la rigueur, ce serait le droit du savant de faire de la science pour la science, comme c'est le droit du géomètre (et il en use tous les jours) d'étudier les propriétés les plus singulières de la figure la plus bizarre, si elles sont curieuses. Mais on verra que ces vérités d'économie politique pure fourniront la solution des problèmes les plus importants, les plus débattus et les moins éclaircis d'économie politique appliquée et d'économie sociale.

Quant au langage, pourquoi s'obstiner à expliquer très péniblement et très incorrectement, comme l'a fait souvent Ricardo, comme le fait à chaque instant John Stuart Mill dans ses *Principes d'économie politique*, en se servant de la langue usuelle, des choses qui, dans la langue des mathématiques, peuvent s'énoncer en bien moins de mots, d'une façon bien plus exacte et bien plus claire ?

Léon WALRAS (1834-1910)

*Eléments d'économie politique pure* (1874), 4<sup>e</sup> édition (1900)

5<sup>e</sup> LEÇON

Du marché et de la concurrence.

Problème de l'échange de deux marchandises entre elles.

---

SOMMAIRE : - 40. *Richesse sociale*, ensemble des choses valables et échangeables. - 41. *Valeur d'échange*, propriété qu'ont les choses d'être obtenues et cédées en certaines proportions de quantité les unes contre les autres. *Marché*, lieu où se font les échanges. Analyse du mécanisme de la concurrence. - 42, 43. *Marché de la bourse. Demande et offre effectives*. Egalité de l'offre et de la demande, *prix courant stationnaire*. Excédent de la demande sur l'offre, *hausse*. Excédent de l'offre sur la demande, *baisse*.

44. Marchandises (A) et (B). Equation  $m v_a = n v_b$ . Prix  $p_a$  et  $p_b$ . - 45. Demandes et offres effectives  $D_a, O_a, D_b, O_b$ . Théorème  $O_b = D_a p_a, O_a = D_b p_b$ . La demande, fait principal ; l'offre, fait accessoire. - 46. Théorème  $D_a / O_a = D_b / O_b$  - 47. Hypothèse de l'égalité de l'offre et de la demande, ou de l'équilibre. - 48. Hypothèse de l'inégalité de l'offre et de la demande. La hausse ou la baisse du prix fait diminuer ou augmenter la demande. *Quid* de l'offre ?

---

40. Dans nos considérations générales préliminaires (§ 21), nous avons défini la richesse sociale comme étant l'ensemble des choses matérielles ou immatérielles qui sont rares, c'est-à-dire qui sont à la fois utiles et limitées en quantité, et nous avons montré que toutes les choses rares, et celles-là seules, étaient valables et échangeables. Ici nous ferons autrement. Nous définirons la richesse sociale comme étant l'ensemble des choses matérielles ou immatérielles qui sont valables et échangeables, et nous montrerons que toutes les choses valables et échangeables, et celles-là seules, sont à la fois utiles et limitées dans la quantité. Nous allions, dans le premier cas, de la cause à l'effet ; nous irons, dans le second cas, de l'effet à la cause. Il est clair que, pourvu que nous établissions l'enchaînement des deux faits de la rareté et de la valeur d'échange, nous sommes libres de le faire à notre guise. Or je pense que, dans l'étude méthodique d'un fait général comme celui de la valeur d'échange, l'examen de sa nature doit précéder la recherche de son origine.

41. La *valeur d'échange* est la propriété qu'ont certaines choses de n'être pas obtenues ni cédées gratuitement, mais d'être *achetées* et *vendues*, reçues et

données en certaines proportions de quantité contre d'autres choses. L'acheteur d'une chose est vendeur de celle qu'il donne en échange. Le vendeur d'une chose est acheteur de celle qu'il reçoit en échange. En d'autres termes, tout échange de deux choses l'une contre l'autre se compose d'une double vente et d'un double achat.

Les choses valables et échangeables s'appellent aussi *marchandises*. Le *marché* est le lieu où s'échangent les marchandises. Le phénomène de la valeur d'échange se produit donc sur le marché, et c'est sur le marché qu'il faut aller pour étudier la valeur d'échange.

La valeur d'échange laissée à elle-même se produit naturellement sur le marché sous l'empire de la *concurrence*. Comme acheteurs, les échangeurs *demandent à l'enchère*, comme vendeurs, ils *offrent au rabais*, et leur concours amène ainsi une certaine valeur d'échange des marchandises tantôt ascendante, tantôt descendante et tantôt stationnaire. Selon que cette concurrence fonctionne plus ou moins bien, la valeur d'échange se produit d'une manière plus ou moins rigoureuse. Les marchés les mieux organisés sous le rapport de la concurrence sont ceux où les ventes et achats se font à la criée, par l'intermédiaire d'agents tels qu'agents de change, courtiers de commerce, crieurs, qui les centralisent, de telle sorte qu'aucun échange n'ait lieu sans que les conditions en soient annoncées et connues et sans que les vendeurs puissent aller au rabais et les acheteurs à l'enchère. Ainsi fonctionnent les bourses de fonds publics, les bourses de commerce, les marchés aux grains, au poisson, etc. A côté de ces marchés, il y en a d'autres où la concurrence, quoique moins bien réglée, fonctionne encore d'une manière assez convenable et satisfaisante : tels sont les marchés aux fruits et légumes, à la volaille. Les rues d'une ville où se trouvent des magasins et des boutiques de boulangers, de bouchers, d'épiciers, de tailleurs, de bottiers, sont des marchés d'une organisation un peu plus défectueuse sous le rapport de la concurrence, mais où cependant elle se fait très suffisamment sentir. C'est encore la concurrence incontestablement qui préside à la fixation de la valeur des consultations de médecins et d'avocats, des séances de musiciens et de chanteurs, etc. Enfin, le monde peut être considéré comme un vaste marché général composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend et s'achète, et il s'agit pour nous de reconnaître les lois suivant lesquelles ces ventes et achats tendent d'eux-mêmes à se faire. Pour cela, nous supposerons toujours un marché parfaitement organisé sous le rapport de la concurrence, comme en mécanique pure on suppose d'abord des machines sans frottement.

42. Voyons donc comment s'exerce la concurrence sur un marché bien organisé, et, pour cela, entrons à la bourse des fonds publics d'un grand marché de capitaux tel que Paris ou Londres. Ce qu'on vend et ce qu'on achète, dans ces

endroits, ce sont des parties de certaines espèces très importantes de la richesse sociale représentées par leurs titres de propriété : portions de créances sur les Etats et communes, portions de chemins de fer, canaux, usines métallurgiques, etc. Au premier abord, quand on y entre, on n'entend qu'une clameur confuse, on n'aperçoit qu'un mouvement désordonné ; mais, une fois qu'on est au courant, ce bruit et cette activité s'expliquent à merveille.

Prenons, par exemple, en les séparant de toutes les autres, les opérations sur la rente française 3 %, à la bourse de Paris.

Le 3 % est, comme on dit, à 60 F. Des agents qui ont ordre de vendre à 60 F *ou moins* offrent une certaine quantité de rente 3 %, c'est-à-dire un certain nombre de titres de 3 F de rente sur l'Etat français, au prix de 60 F. Nous appellerons *offre effective* l'offre ainsi faite d'une quantité déterminée de marchandise à un prix déterminé. Par contre, des agents qui ont ordre d'acheter à 60 F *ou plus* demandent une certaine quantité de rente 3 % au prix de 60 F. Nous appellerons *demande effective* cette demande d'une certaine quantité de marchandise à un certain prix.

Nous avons maintenant trois hypothèses à faire suivant que la demande est *égale, supérieure* ou *inférieure* à l'offre.

1<sup>re</sup> Hypothèse. On demande à 60 F une quantité égale à celle qui est offerte à ce même prix. Chaque agent vendeur ou acheteur trouve exactement ce qu'on appelle sa *contrepartie* chez un autre agent acheteur ou vendeur. L'échange a lieu. Le cours de 60 F se maintient ; il y a *état stationnaire* ou *équilibre* du marché.

2<sup>e</sup> Hypothèse. Les agents acheteurs ne trouvent plus leur contrepartie, ce qui prouve que la quantité de 3 % demandée au prix de 60 F est supérieure à la quantité offerte au même prix. Théoriquement, l'échange doit être suspendu. Les agents qui ont ordre d'acheter à 60,05 F *ou plus* demandent à ce prix. Ils vont à l'enchère.

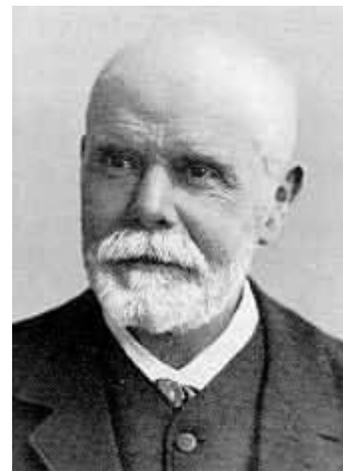
Cette enchère produit un double résultat : 1° des acheteurs à 60 F. qui ne sont plus acheteurs à 60,05 F, se retirent ; 2° des vendeurs à 60,05 F, qui n'étaient pas vendeurs à 60 F, surviennent. Les uns et les autres donnent leurs ordres s'ils ne les ont déjà donnés. Ainsi, par un double motif, il y a réduction de l'écart existant entre la demande effective et l'offre effective. Si l'égalité est rétablie, la *hausse* s'arrête là ; dans le cas contraire, il y a enchérissement de 60,05 F à 60,10 F, de 60,10 F à 60,15 F, jusqu'au rétablissement de l'égalité entre l'offre et la demande. Il y a alors nouvel état stationnaire à un cours plus élevé.

3<sup>e</sup> Hypothèse. Les agents vendeurs ne trouvent plus leur contrepartie, ce qui prouve que la quantité de 3 % offerte au prix de 60 F est supérieure à la quantité demandée au même prix. Suspension de l'échange. Les agents qui ont ordre de vendre à 59,95 F *ou moins* offrent à ce prix. Ils vont au rabais.

Double résultat : 1° retrait de vendeurs à 60 F qui ne sont plus vendeurs à 59,95 F ; survenue d'acheteurs à 59,95 F qui n'étaient pas acheteurs à 60 F. Réduction de l'écart entre l'offre et la demande. *Baisse*, s'il le faut, de 59,95 F à 59,90 F. de 59,90 F à 59,85 F, jusqu'au rétablissement de l'égalité. A ce moment, nouvel équilibre à un cours plus bas.

Supposez que la même opération qui se fait ainsi sur la rente française 3 % se fasse en même temps sur toutes les rentes d'Etats : anglaise, italienne, espagnole, turque, égyptienne, sur les actions et obligations des chemins de fer. ports, canaux, mines, usines à gaz et autres, banques et institutions de crédit, par variations convenues de 0.05 F. 0.25 F, 1.25 F, 5 F, 25 F sur les cours, suivant l'importance des valeurs ; qu'à côté des opérations de vente et d'achat *au comptant*, se fassent des opérations de vente et d'achat *à terme*, les unes *ferme*, les autres à *prime*, et le tumulte de la bourse devient un véritable concert où chacun fait sa partie.

[...]



## Dossier 7 : Les origines de la théorie néoclassique : John Bates Clark

### CONTENU DU DOSSIER

Texte 1 — John Bates Clark, extrait de *The Distribution of Wealth. A Theory of Wages, Interest and Profits* (1899), rééd. New York, Kelley, 1965, pp. 1-4 (traduction française Sophie Jallais).

Texte 2 — John Bâtes Clark, extrait de *Eléments fondamentaux de théorie économique* (1907), tr. fr., Paris, 1911.

### PRESENTATION

John Bates Clark est l'un des premiers économistes nord-américains à acquérir une réputation internationale. Il revendiquait avoir introduit, en même temps que Jevons, Menger et Walras, le concept d'utilité marginale décroissante dans la théorie économique.

A la différence de Léon Walras, Clark s'attaque explicitement à la question de l'exploitation, dont il dit que, si son existence était démontrée, « tout honnête homme devrait devenir socialiste<sup>80</sup> ». Clark va ainsi consacrer son analyse à démontrer que les rémunérations des facteurs de production déterminées sur un marché parfaitement concurrentiel sont justes.

Dans le **premier texte** du dossier (issu de la *Répartition de la richesse*, 1899), il s'attache à définir un critère de justice (à chacun selon sa contribution) et à présenter sa thèse générale, selon laquelle celui-ci est satisfait par la répartition sous un régime de libre concurrence. La démonstration de ce second point est l'objet du **second texte**, issu de ses *Eléments fondamentaux de théorie économique* (1907). La représentation conflictuelle des rapports sociaux qui prévalait chez les classiques et Marx a, comme chez Walras, disparue. Clark emprunte aussi à l'économiste français sa conception de l'entrepreneur, entité fictive chargée d'assurer une « pure fonction de coordination » en tant qu'acheteur de travail et de capital et vendeur de produit. Et c'est lui qui, en rémunérant les facteurs de production à leur produit marginal, assure que la part du revenu attachée à chaque facteur soit équivalente à sa contribution productive. A l'équilibre, il égalise prix de vente et prix de revient, son profit est par conséquent nul.

Enfin, Clark utilise lui aussi la méthode hypothético-déductive, et invite son lecteur à faire une « expérience imaginaire » afin de découvrir la « loi naturelle profonde [qui] est à l'œuvre derrière les luttes confuses du marché du travail<sup>81</sup> ». L'hypothèse de productivité marginale des facteurs de production, capital et travail, est centrale dans sa démonstration.

⇒ **Concepts importants** : répartition - concurrence - équilibre – entrepreneur – productivité marginale décroissante – produit marginal

:

### QUESTIONS

#### Texte 1

1 - Qu'est-ce qui crée la richesse selon John Bates Clark ?

2 - Quel est, selon John Bates Clark, l'effet naturel de la « libre concurrence » sur la répartition de la richesse ?

3 - Quel est l'enjeu idéologique de cette position théorique ?

---

<sup>80</sup> Clark (1899), chapitre 1. Cf. brochure p. 73.

<sup>81</sup> Clark (1899), chapitre 1. Cf. brochure p. 73.

## Texte 2

- 4 - Commentez : « c'est, la mobilité idéalement parfaite qui a existé dans le passé qui exclut positivement le mouvement dans le présent ».
- 5 - Expliquez pourquoi, selon John Bates Clark, il ne faut pas « confondre ce qui est ajouté au produit par suite de la force de travail additionnelle avec la quantité qui, après l'accroissement de la force, est créée par la dernière unité de travail et sa part proportionnée du capital ».
- 6 - Comment Clark mesure-t-il « le produit véritable d'une seule unité de travail » ?
- 7 - Expliquez pourquoi, d'après l'auteur, l'intérêt n'est pas déterminé de façon résiduelle.

## Textes 1 et 2

- 8 - John Bates Clark « prouve »-t-il, dans le texte 2, la thèse générale, qu'il avance dans le texte 1, selon laquelle « la libre concurrence tend à donner au travail ce que crée le travail, aux capitalistes ce que crée le capital, et aux *entrepreneurs* ce que crée la fonction de coordination » ?
- 9 - Dans le texte 2, Clark répond-il à ceux qui, dans le texte 1, désirent transformer le système industriel ?
- 10 - Que produit l'entrepreneur dans l'hypothèse d'une libre concurrence ?

Texte 1 : John Bates CLARK (1847-1938)  
*La répartition de la richesse (1899)*, traduction de Sophie Jallais.

## CHAPITRE I — QUESTIONS RELATIVES A LA RÉPARTITION

Les hommes de bon sens, et en conséquence les étudiants, attachent la plus grande importance à un problème économique, celui de la répartition de la richesse entre les différents ayant droit. Existe-t-il une loi naturelle selon laquelle le revenu de la société se divise en salaires, intérêt et profits ? Si oui, quelle est cette loi ? C'est le problème qui requiert une solution.<sup>82</sup>

Une majorité d'individus vivent principalement du travail ; et, pour eux, la résultante de toutes les forces économiques prend la forme concrète de salaires.

[...]

Les salaires sont ordinairement versés par une personne à une autre. Le montant ainsi payé est fixé au terme d'une négociation, et peut sembler ne dépendre que de l'adresse et du pouvoir relatifs des deux parties du contrat [...]. Il existe toutefois un taux courant des salaires ; et celui-ci est, en général, contrôlé par des forces cachées et positives. Les négociations qui ont lieu sur le marché affectent, en fait, le taux de rémunération du travail seulement localement et dans d'étroites limites. Le montant que, par quelque sagacité ou force de caractère, les travailleurs peuvent généralement exiger de leurs employeurs est limité, comme nous le verrons, par le pouvoir productif du travail ; et les forces qui contrôlent les termes des contrats salariaux sont celles qui déterminent le montant de ce pouvoir productif. En bref, une loi naturelle profonde est à l'œuvre derrière les luttes confuses du marché du travail.

La fonction de cette loi naturelle est de diviser le revenu brut de la société en trois parts génériques de nature différente. Elle fait se répartir l'ensemble des gains annuels de la société en trois sommes importantes — l'ensemble des salaires, l'ensemble de l'intérêt et les profits agrégés<sup>83</sup>. Ceux-ci sont respectivement les revenus du travail, ceux du capital et les gains pour une certaine opération de coordination réalisée par les employeurs du travail et les utilisateurs de capital. Nous appellerons fonction de l'entrepreneur cette fonction de pure coordination, et

---

<sup>82</sup> « Richesse » signifie ici ces sources de bien-être humain qui sont matérielles, transférables et limitées en quantité. Voir le premier chapitre de *The Philosophy of Wealth*, par l'auteur du présent ouvrage.

<sup>83</sup> La rente de la terre doit être considérée - pour des raisons qui apparaîtront plus tard - comme confondue avec l'intérêt. Ceci implique, cependant, une extension de la théorie traditionnelle de la rente, plutôt que son refus.

profit sa rémunération. Cette fonction ne suppose pour sa part ni travail ni possession de capital : elle consiste intégralement en rétablissement et le maintien de relations efficaces entre les facteurs de production.

Nous avons dit que le paiement que les ouvriers obtiennent des employeurs, quelque stratégie qu'ils puissent user dans la négociation, est limité par le pouvoir productif du travail lui-même, et qu'une étude de la loi du salaire doit chercher les facteurs qui règlent ce pouvoir productif. Nous pouvons maintenant présenter la thèse plus générale — à prouver ultérieurement — selon laquelle *lorsque les lois naturelles ont cours, la part du revenu attachée à toute fonction productive est mesurée par le produit réel de cette dernière*. En d'autres termes, la libre concurrence tend à donner au travail ce que crée le travail, aux capitalistes ce que crée, le capital, et aux *entrepreneurs* ce que crée la fonction de coordination.

Toute l'étude de la répartition est, dans cette optique, une étude de la *production spécifique*. C'est une analyse de la création de richesse, et une détermination, pour les trois catégories qui donnent ensemble naissance à la richesse, de la proportion dans laquelle chacune contribue au résultat collectif. A chaque catégorie une participation reconnaissable dans la production, et à chacune une récompense correspondante — telle est la loi naturelle de la répartition. Cette thèse, nous devons la prouver; et de sa vérité dépend plus que nous n'en pourrions jamais dire en quelques mots d'introduction. Le droit de la société à se maintenir dans sa forme actuelle, de même que la probabilité de sa pérennité, sont en jeu. Ces questions révèlent l'importance primordiale de ce problème de la répartition. Le bien-être des classes laborieuses dépend du montant qu'elles obtiennent ; mais leur attitude envers les autres classes — et, en conséquence, la stabilité de l'ordre social — dépend principalement de l'adéquation de ce montant, quel qu'il soit, avec ce qu'elles ont produit. Si elles créent une faible part de la richesse et en obtiennent la totalité, elles ne chercheront pas à faire la révolution; mais s'il devait apparaître qu'elles n'obtiennent qu'une part de ce qu'elles produisent, un grand nombre de travailleurs deviendraient révolutionnaires, et tous auraient le droit de l'être. La société est accusée « d'exploiter le travail ». « Les travailleurs », dit-on, « sont régulièrement volés de ce qu'ils produisent. Tout ceci se passe sous couvert de la loi, et via le fonctionnement naturel de la concurrence. » Si ce chef d'accusation était justifié, tout honnête homme devrait devenir socialiste; et son ardeur à transformer le système industriel mesurerait et exprimerait alors son sens de la justice. Toutefois, s'il nous faut éprouver ce chef d'accusation, nous devons pénétrer la sphère de la production. Nous devons résoudre le produit de l'industrie sociale en ses éléments, de façon à voir si l'effet naturel de la concurrence est ou n'est pas de donner à chaque producteur le montant de richesse auquel il a spécifiquement donné naissance.

Texte 2 : John Bates CLARK (1847-1938)  
*Éléments fondamentaux de théorie économique (1907)*

CHAPITRE VIII : DES SALAIRES

*L'équilibre des groupes industriels.* — Les différents groupes industriels sont en équilibre, lorsqu'ils attirent également le travail et le capital, et il en est ainsi quand ces agents produisent autant par unité employée, dans un groupe que dans un autre. Cette égalisation de productivité est le fait fondamental d'un état statique, et il en résulte une égalisation des paiements. Les salaires et l'intérêt tendent à s'uniformiser dans tous les groupes. Naturellement, le travail qualifié est payé davantage, dans n'importe quelle branche, que le travail non qualifié ; mais le travail d'une qualité donnée reçoit, dans tous les groupes qui composent la société industrielle, un taux uniforme de salaire, et ni le capitaliste ni le travailleur n'ont rien à gagner à changer de branche. Ils restent donc là où ils se trouvent, non parce qu'ils ne peuvent se mouvoir librement, s'ils le désirent, mais parce que rien lie les y pousse. C'est un état de mobilité parfaite sans mouvement — celui d'atomes prêts à se mouvoir, au moindre contact, sans le contact qui les mettrait en mouvement. Le paradoxe soutient même que c'est la mobilité idéalement parfaite, qui a existé dans le passé, qui exclut, positivement, le mouvement dans le présent. A un moment, dans le passé, le travail et le capital se sont déplacés, de groupe en groupe, jusqu'à ce qu'ils aient déterminé une adaptation telle qu'ils n'ont plus de mobile de changement ultérieur. La surface d'un étang reste immobile, non parce que l'eau n'est pas parfaitement fluide, mais parce que, bien qu'elle soit parfaitement libre de couler dans une direction si elle y est poussée plus particulièrement, chacune de ses particules est également poussée dans toutes les directions. C'est l'équilibre parfait qui empêche les particules de changer de place, et c'est la fluidité qui a engendré l'équilibre. De même, quand le travail et le capital peuvent produire, et obtenir, autant dans un endroit que dans un autre, ils sont attirés avec autant de force dans une direction que dans une autre, et par suite, ne se déplacent pas. Un jeune homme de capacité moyenne, réfléchissant au choix d'une profession, s'apercevra qu'il peut réussir aussi bien dans une filature que dans une fabrique de chaussures, un atelier mécanique (*machine shop*), une fabrique de bois de charpente, une minoterie, ou dans tout autre établissement industriel exigeant son degré particulier de capacité. C'est là le tableau d'un état industriel parfaitement statique. La science économique doit tenir compte de ce que seraient les valeurs, les salaires et l'intérêt dans cet état, quelque impossible qu'il soit que la société y parvienne jamais réellement. Les valeurs, les salaires et

l'intérêt, sur un marché réel, tendent toujours vers les taux qui s'établiraient si l'état statique se réalisait.

*Le signe d'un état statique.* — Le signe d'une condition statique est donc que le travail et le capital, bien qu'ils soient parfaitement libres de se mouvoir d'une branche dans une autre, et prêts à le faire réellement, s'ils y étaient stimulés tant soit peu, ne se déplacent pourtant pas. Ils restent où ils sont, parce qu'ils ne peuvent trouver un endroit où ils puissent produire un excédent, si faible soit-il, sur leur production actuelle, et que, nulle part, un employeur n'offrira plus que le taux de rémunération dominant.

*Les profits, et les mouvements qu'ils engendrent, sont le signe d'un état dynamique.* — Les profits d'entrepreneur, quand ils existent, prouvent que l'équilibre est troublé, et quand il en est ainsi, la mobilité du travail et du capital assure l'établissement d'un nouvel équilibre, s'il ne se produit pas de nouvelles perturbations. Comme nous l'avons dit, les profits attirent le travail et le capital, accroissent la production des marchandises qui donnent le profit, et réduisent leurs prix au niveau où il n'existe aucun profit. Les ouvriers et les capitalistes obtiennent alors de l'entrepreneur, en salaires et en intérêt, tout ce qu'il obtient du public comme prix de ses marchandises, déduction faite de ce qu'il paye pour les matières premières. En d'autres termes, l'employeur vend ses marchandises au prix de revient.

*Comment sont déterminés les coûts.* — Les premières études sur les valeurs « naturelles », ou les valeurs qui se conforment aux coûts de production, étaient des essais inconscients et imparfaits pour parvenir aux lois de la valeur, dans un état statique. Dans cet état, les coûts se résolvent en salaires et en intérêt, et la conception de cet état statique n'est donc pas complète, si nous ne savons pas comment les salaires et l'intérêt eux-mêmes sont déterminés. Ce que nous avons déjà dit implique qu'ils fluctuent autour de certains niveaux, exactement comme les prix des biens, et qu'ils resteraient à ces niveaux, si la société était réduite à un état statique.

[...]

*La productivité finale du travail.* — Si nous supposons que le capital de la société est une somme fixe, nous pouvons faire une expérience imaginaire qui montrera ce que produit réellement le travail. Nous pouvons mettre à l'œuvre des individus, par petits groupes successifs, jusqu'à ce qu'ils soient tous employés, et nous pouvons mesurer la production de chacun de ces groupes. Nous ferions en sorte que ces groupes de travailleurs fussent aussi semblables entre eux que possible, et nous appellerions chaque section une unité de travail. S'il y avait dix de ces divisions et si le capital était suffisant pour les équiper toutes sur le même pied que le sont, en fait, actuellement, les travailleurs, il est clair que ce capital, s'il

était consacré à une section unique, lui aurait assuré une profusion presque inconcevable d'instruments de production. Ce que nous considérerions aujourd'hui comme une quantité de capital raisonnable pour mille individus, serait presque excessif pour les besoins de cent, et, pourtant, on peut concevoir qu'il prendrait des formes telles qu'ils arriveraient à pouvoir l'utiliser.

*De la productivité de la première unité de travail.* — Nous mettrons à l'œuvre une section que nous avons appelée une unité de travail et nous placerons, entre les mains de ses membres, la totalité du capital destiné, finalement, à outiller les dix sections. Il est bien évident que les formes que prendra ce capital ne peuvent être les mêmes que celles qu'il devra prendre, quand il sera employé par le contingent total des travailleurs. Il faudra même s'ingénier à imaginer les façons dont une unité de travail peut utiliser le capital qui sera employé finalement par dix unités. Les outils et les machines devront être peu nombreux, mais très coûteux et parfaits. Il faudra recourir à toutes les inventions susceptibles de rendre une machine presque automatique; grâce à quoi elle exigera très peu d'attention de celui qui la surveille. Les bâtiments devront être extrêmement solides et durables. Il faudra dépenser sans compter, chaque fois que cette dépense rendra le travail plus productif qu'il ne le serait autrement. Du reste, si tout cela est accompli, la production du travail et de son outillage sera très considérable. L'industrie arrivera à produire une quantité de marchandise infiniment plus considérable qu'une industrie moderne, et la raison en sera que les travailleurs ont entre les mains une profusion de capital incomparable.

[...]

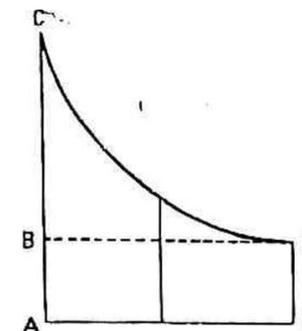
*Des produits d'une série d'unités de travail.* - — Si nous continuons cette opération, jusqu'à ce que nous ayons dix unités de travail, employant la même quantité de capital que celle qu'employait, au début, une unité, nous constaterons que chaque unité lorsqu'elle entre en ligne, ajoute moins au produit antérieur que ne le faisait l'unité précédente, et que c'est la dixième unité qui ajoute le moins de toutes.

Il faut avoir soin de ne pas confondre ce qui est ajouté au produit, par suite de la force de travail additionnelle, avec la quantité qui, après l'accroissement de la force, est créée par la dernière unité de travail *et sa part proportionnée du capital*. Quand la dixième unité de travail est à l'œuvre, elle emploie un dixième du capital, et les deux ensembles créent un dixième du produit. C'est là plus que la quantité qui est *ajoutée* au produit par suite de l'intervention de la dixième unité de travail. Cette addition est simplement la différence entre le produit du capital total et des neuf unités de travail et celui du capital total et des dix unités de travail. Cet excédent de produit peut être attribué entièrement à l'augmentation du travail.

Il faut aussi noter, avec soin, que lorsque les unités sont à l'œuvre toutes ensemble, leurs produits sont égaux et que celle qui se trouve arriver la dernière n'est pas moins productive que les autres. Chacune d'elles est, *actuellement*, moins productive que chacune de celles qui constituaient la force de neuf unités, *dan les conditions précédentes*. De même, chacune de celles qui constituent la force de neuf unités est moins productive que ne l'était, dans la période précédente, chaque unité de la force composée de huit unités. Dans n'importe quelle période, toutes les unités produisent la même quantité. Dans n'importe quelle période, par conséquent, ce que chaque unité de travail produit, aidée de sa part *proportionnée* de capital, est une quantité plus considérable que ce que chacune peut être considérée comme produisant d'elle-même. Bien qu'une des dix unités crée, avec le concours d'un dixième du capital, un dixième du produit, d'elle-même, elle crée moins. Nous ne pouvons en effet considérer comme son produit propre que ce qu'elle ajoute au produit qui existait avant qu'elle n'entrât en scène. C'est le pur produit d'une unité de travail seul que nous cherchons à distinguer des autres éléments dans la production générale de l'industrie, et il consiste dans la différence entre ce que neuf unités de travail et le capital total peuvent produire, et ce que dix unités de travail et le capital total peuvent produire.

Nous considérerons la quantité de capital comme fixe, et nous admettrons que la quantité de travail s'accroît suivant la ligne AE, et que le produit des unités successives de travail est mesuré par la distance verticale menée des points de la ligne AE à la courbe descendante CD. AC est le produit de la première unité de travail. Le produit des autres unités est mesuré par les lignes parallèles à AC et situées à sa droite et qui deviennent plus courtes au fur et à mesure qu'augmente le nombre d'unités. ED est le produit de la dernière unité. Dans chaque cas, nous attribuons à une fraction additionnelle de travail toute quantité de produit qui est ajoutée, par sa présence, à ce qui était créé précédemment.

*Résumé des faits essentiels.* — Les faits à retenir sont donc : premièrement, que le capital reste fixe en quantité, bien que sa forme change, à mesure que le nombre des unités de travail augmente : secondement, que ce que nous appelons le produit d'une unité de travail, est ce que cette unité, entrant en ligne, sans capital, peut ajouter au produit du travail et du capital qui existaient déjà : et



troisièmement, que ce produit spécifique du travail diminue, à mesure que s'accroît la quantité de travail, le produit de la dernière unité étant la plus petite de toutes. Quand la dixième et dernière unité est à l'œuvre, chacune des neuf unités précédentes, ne produit pas plus, d'elle-même, que l'unité finale, bien qu'elle produisit plus auparavant, à cause de la proportion plus forte de capital dont elle était pourvue.

*De la mesure de la productivité finale.* — Dix unités de capital et dix unités de travail sont maintenant à l'œuvre et nous ne pouvons pas procéder à l'opération consistant à reconstituer la force de travail depuis le début. Comment, alors, mesurons-nous le produit véritable d'une seule unité de travail ? En retirant cette unité, et en laissant l'industrie continuer, au moyen du capital total et d'une unité de travail en moins. Quelle que soit celle des dix unités de travail que nous retirons, nous n'en laissons que neuf à l'œuvre. Si le capital change de formes, de façon que les neuf unités puissent l'utiliser avec profit, le produit ne sera pas réduit aux neuf dixièmes de sa grandeur antérieure, mais, néanmoins, il subira une réduction ; et le montant de la diminution mesure la quantité de produit qui peut être attribué à une unité de pur travail. Ou bien, nous pouvons ajouter un certain nombre d'ouvriers à une force sociale déjà à l'œuvre, sans opérer de changement dans la quantité de capital — bien qu'en changeant la forme — et constater l'importance du produit additionnel que nous obtenons. C'est également là une mesure de la productivité finale. Elle donne le même résultat que l'expérience consistant à retirer le petit groupe d'ouvriers et à constater de combien diminue le produit. Les deux procédés permettent de mesurer une quantité que l'on peut attribuer entièrement au pur travail et non au capital.

La surface totale BCD du diagramme représente une quantité de produit, qu'on peut attribuer au capital et non au travail. Elle représente l'excédent total produit par le travail et le capital sur la quantité qu'on peut attribuer au travail seul. Le produit du capital total et du travail total, moins dix fois le produit d'une seule unité de travail, est la quantité qu'on peut attribuer uniquement au fonds de production.

La surface ABDE représente cette quantité. La dernière unité de travail crée la quantité DE et le nombre d'unités est représenté par la quantité AE. Toutes ont alors la même productivité, et ce qu'elles créent toutes, abstraction faite de ce que crée le capital, est la quantité ABDE.

[...]

*Les salaires sous un régime de concurrence parfaite.* — Dans l'état statique, que nous avons supposé, la concurrence agit sans empêchement ni obstacle. Elle n'agit pas ainsi dans le monde réel et nous tiendrons compte, en temps voulu, des obstacles qu'elle rencontre ; mais ce que nous éludions maintenant, ce sont les taux

normaux auxquels cette concurrence telle qu'elle est — et elle est en réalité très active — tend à conformer les salaires. Nous voulons savoir ce qui se passerait, si cette concurrence ne rencontrait pas le moindre obstacle. Il faudrait, pour cela, qu'un ouvrier pût faire concourir entre eux les employeurs, pour obtenir ses services, aussi activement qu'un employeur peut faire rivaliser entre eux les travailleurs, pour la vente de leurs services. Si les choses se passaient ainsi, chaque unité de travail obtiendrait ce qu'elle produit, ni plus ni moins. Même un seul individu, s'offrant d'employeur en employeur, apporterait virtuellement dans ses mains un produit en puissance à vendre. Son entrée dans une usine quelconque signifierait une augmentation de production annuelle ; et si un employeur ne voulait pas lui payer cet excédent de marchandise à son prix courant, un autre le ferait. L'unité finale de travail social peut obtenir, dans un régime de concurrence parfaitement libre, la valeur de tout ce que crée le travail considéré, abstraction faite du capital. De plus, chaque unité de travail produit, à elle seule, comme nous l'avons vu, la même quantité de biens que l'unité finale et peut en obtenir le prix. Lors donc, qu'elles sont à l'œuvre toutes ensemble, chacune d'elles peut se placer dans la position de l'unité finale, en quittant son emploi actuel et en offrant ses services ailleurs.

*Des salaires considérés comme les prix des produits fractionnaires déterminés par la concurrence parfaite.* — Dans l'hypothèse d'une concurrence parfaite, au sens où nous avons employé cette expression, les vendeurs de biens peuvent obtenir leurs valeurs courantes. Ces valeurs sont déterminées par la loi d'utilité finale. Libre concurrence signifie donc, non seulement que tout travailleur moyen, qui offre de louer ses services, porte virtuellement dans ses mains un produit en puissance, mais défini — mais qu'il peut, en confiance l'offrir au prix fixé par son utilité finale. Comme les autres vendeurs, le travailleur peut obtenir la valeur véritable de son produit et il ne peut obtenir plus. Dans une société idéalement parfaite, organisée suivant le principe de concurrence, un individu dépendrait autant de sa propre capacité de production, que s'il était seul dans un désert. Son salaire serait son produit ; mais ce dernier serait infiniment plus grand qu'il ne pourrait être dans un désert, ou dans un état primitif. Le capital des autres individus, et l'organisation qu'ils maintiennent, font qu'un ouvrier peut créer, et se procurer, bien plus que s'il vivait seul, même si, Comme Crusoé, il régnait en monarque sur tout ce qui l'entoure. Ce serait un marché de dupe pour l'ouvrier, que de céder le produit du simple travail dans un état de civilisation, contre ce que créent ensemble le travail et le capital à l'état de sauvagerie.

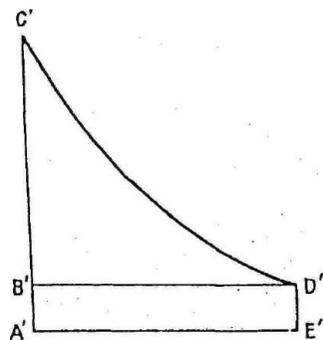
## CHAPITRE IX : LA LOI DE L'INTÉRÊT

Le produit de l'unité finale de travail — quantité mesurée en pratique, sans remonter à la progression antérieure de la force de travail — détermine le niveau du taux des salaires. Nous avons à voir maintenant que le taux de l'intérêt a une base similaire. Il est utile, pourtant, de reconstituer, d'une façon purement imaginaire, un fonds de capital, exactement comme nous l'avons fait pour la force des travailleurs, fraction par fraction. Cela aura, incidemment, pour effet d'illustrer un autre moyen de déterminer les salaires.

*De l'intérêt considéré comme une quantité résiduelle.* — La surface BCD, dans notre première figure, représente la différence entre le produit total d'une industrie et les salaires payés aux travailleurs. S'il n'y a pas de profit net revenant à l'entrepreneur, cette surface doit représenter l'intérêt. C'est ce qui est laissé au capitaliste, en supposant que ce dernier et le travailleur obtiennent, tous deux, tout ce qu'il y a. Si les biens se vendent à leur coût, il doit en être ainsi, et la quantité représentée par BCD, doit ainsi aller au capital, puisque par suite de leur exclusion il est impossible qu'elle aille à l'entrepreneur ou au travailleur. L'usine et son contenu ne rapportent à leur exploitant que le simple intérêt de l'argent qu'ils ont coûté. Le paiement des travailleurs étant la première créance sur le produit, et il reste alors juste assez de ce dernier pour payer l'autre créance, celle du capital.

Une question reste encore à résoudre : comment le capitaliste, s'il ne se confond pas avec, l'entrepreneur ou l'exploitant de l'usine, peut-il contraindre ce dernier à lui remettre tout ce qu'il a entre les mains après avoir payé les salaires du travail ?

*L'importance du résidu.* — Le raisonnement précédent ne démontre pas d'une façon satisfaisante l'influence qui peut faire agir le capitaliste, pour se faire verser par l'entrepreneur le montant intégral du résidu. Il montre, qu'après avoir payé les salaires, il restera une certaine somme à l'entrepreneur, mais on ne voit pas très clairement, jusqu'à présent, comment le capitaliste peut l'obtenir de lui. Le fait que les travailleurs n'obtiennent que le montant représenté par ABDE, et que le montant total est ACDE montre pourtant, du moins, que la quantité BCD reste entre les mains de l'entrepreneur, et qu'il est capable de payer cette somme au capitaliste, si ce dernier, en faisant appel à la concurrence, peut l'y forcer.



*L'intérêt n'est pas déterminé résiduellement.* — Le fait est cependant que l'intérêt du capital est fixé exactement comme le sont les salaires du travail.

Nous représenterons par une autre figure le produit total de la même quantité de travail et de la même quantité de capital, que dans le premier cas. Nous supposons qu'il existe, dès le début, une force complète de travailleurs, et que le nombre n'en est ni augmenté ni diminué ; mais nous introduirons progressivement des unités de capital, au lieu d'unités de travail comme dans le premier cas. La quantité de capital est maintenant représentée par la ligne A' E', et le produit de la première unité par la ligne A' C'. Le produit des unités successives décroît, suivant la courbe C' D'. L'unité finale de capital crée alors la quantité de richesse, représentée, par E' D'. Comme chaque unité produit maintenant la même quantité, le capital total crée la quantité représentée par A' B' D' E' et chacune de ses unités apporte sa propre contribution séparée à cette quantité. En cela, nous avons simplement appliqué au capital et à ses gains le principe que nous avons appliqué précédemment au travail et à ses gains.

*Forme générale de la loi de productivité finale.* — Ce principe est la loi de productivité finale, un de ces principes universels qui régissent la vie économique, à tous les stades de son évolution. Celui des deux facteurs que l'on emploie, dans des proportions croissantes, concurrence avec une quantité fixe de l'autre agent, est soumis à une loi de rendement décroissant. L'unité finale du facteur croissant produit moins que les unités antérieures de la série. Cela ne veut pas dire, qu'à un moment quelconque, une unité produise moins qu'une autre, car elles sont toutes également productives, à un moment donné. Cela veut dire que la dixième unité produit moins que ne le faisait la neuvième, quand il n'y avait que neuf unités employées, et que la neuvième unité produisait précédemment moins que la huitième dans cette phase encore antérieure de l'opération où il n'y avait que huit unités employées, etc. Si la richesse productive des Etats-Unis n'était que de cinq cents dollars par tête, au lieu d'être le double de cette somme, l'intérêt serait plus élevé qu'il n'est, parce que le pouvoir productif de chaque dollar de capital serait plus grand que le pouvoir productif qu'a chaque dollar actuellement ; et, en revanche, si nous continuons à amasser des fortunes, grandes et petites, jusqu'à ce qu'elles soient, dans le pays, de deux mille dollars par individu, y compris femmes et enfants, l'intérêt baissera, parce que le pouvoir productif d'un dollar deviendra inférieur à ce qu'il est actuellement.

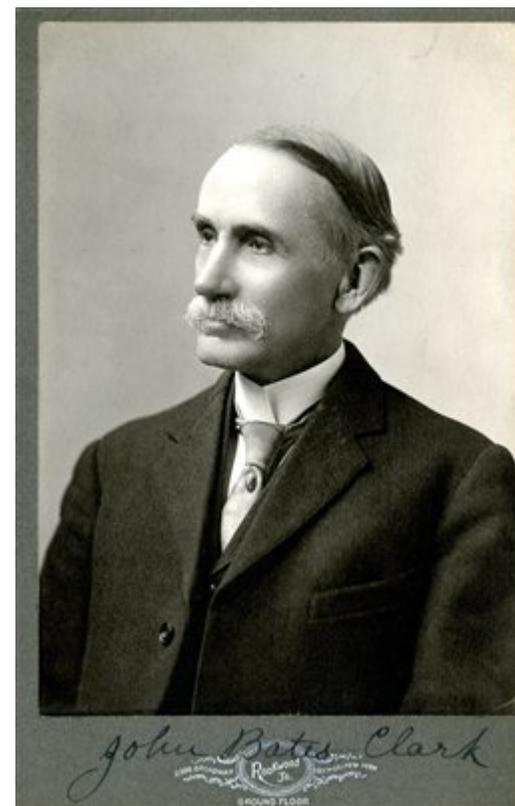
*Comment la concurrence détermine l'intérêt.* — Nous pouvons voir maintenant comment il se fait que le capitaliste puisse obliger l'entrepreneur à lui verser la somme qui reste entre ses mains après qu'il a payé les salaires. Chaque unité de capital qu'on offre de prêter à intérêt a un pouvoir productif. Elle peut créer une certaine quantité de biens. L'offrir à un entrepreneur, c'est lui offrir virtuellement

une nouvelle quantité des espèces de marchandises qu'il fabrique pour la vente. Prêter dix mille dollars à un fabricant de lainage, c'est en réalité lui vendre la quantité de tissus, que créeront dix mille dollars placés par lui en outillage. Prêter cent mille dollars à un fabricant d'acier, de façon à lui permettre, de quelque façon, de perfectionner son outillage, c'est lui vendre virtuellement le nombre de tonnes d'acier, lingots ou rail, qu'il peut produire en plus, grâce à cette augmentation apportée à son installation.

*De la portée de la libre concurrence.* — Or, l'offre de capital peut être faite à tout entrepreneur d'une industrie particulière, et l'existence de la libre concurrence entre ces entrepreneurs implique qu'un prêteur de capital peut obtenir, de n'importe lequel d'entre eux, la valeur totale du produit que ce capital peut créer. Une unité de capital dans l'aciérie peut produire annuellement  $n$  tonnes d'acier, et si un employeur ne veut pas payer le prix de  $n$  tonnes, comme prix de location de l'unité, un autre le fera. Ceci implique, il est vrai, une concurrence absolument libre: mais c'est la condition du problème que nous avons d'abord à résoudre. Quand nous saurons quel sera le résultat d'une concurrence d'une activité idéale, nous pourrons mesurer les effets des obstacles, que la concurrence rencontre réellement en pratique.

*De la concurrence entre différentes industries pour obtenir le capital.* — Le capitaliste peut appeler la concurrence à son aide en dehors des limites d'une branche d'industrie particulière. Il peut offrir de prêter à des fabricants d'acier, à des fabricants de lainages, à des filateurs, à des tisseurs de soie, à des fabricants de chaussures, etc. A l'intérieur de chacune de ces industries, la concurrence parfaite entre les différents employeurs, lui permettra d'obtenir la valeur du produit que, dans cette entreprise, son capital peut créer. Si, cependant, le capital qu'il offre aux individus d'une branche, a plus de valeur que celui qu'il offre aux individus d'une autre branche — si le capital a plus de valeur pour les fabricant» d'acier que pour les filateurs, — il trouvera un débouché pour son capital dans la première industrie: et l'opération consistant à chercher la branche dans laquelle le capital est le plus productif et à l'y placer, se poursuivra jusqu'à ce que disparaisse cet excès local de pouvoir productif, et que le capital puisse produire autant dans une entreprise que dans une autre. Le capital, à ce moment, produira et recevra partout la même quantité, et le taux général d'intérêt sera partout déterminé par le principe de productivité finale, agissant sur le monde industriel tout entier.

[...]



## Sujets d'examen 2001-2019

### Sujets sur les classiques

*Juin 2001* / En quoi la théorie de David Ricardo lui permet-elle de justifier sa position sur les *Corn Laws* ou « lois sur les blés\* » ?

(\* Les lois sur les blés — ou *Corn Laws* — étaient une législation limitant notamment les importations de blé étranger).

*Septembre 2002* / Expliquez pourquoi, pour Ricardo, l'intérêt des propriétaires fonciers est toujours en opposition avec celui du consommateur et du manufacturier.

*Juin 2003* / Expliquez ce passage des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de Ricardo :

« Dans une société qui progresse, et pour un temps indéfini, le prix de marché du travail peut se maintenir constamment au-dessus de son prix naturel, bien qu'il ait tendance à s'y conformer. En effet, il se peut qu'une nouvelle demande de travail provoquée par une augmentation du capital ne soit pas encore satisfaite que, déjà, une nouvelle augmentation de capital produit le même effet, de sorte que, si l'augmentation du capital est graduelle et constante, la demande de travail peut stimuler de façon continue l'accroissement de la population. »

*Septembre 2003* / Analysez cette citation de David Ricardo :

« (...) les taux de profit sont déterminés par la facilité ou la difficulté à se procurer de la nourriture. C'est un principe très important... ». (*Correspondance*, 1814)

N.B. « les taux de profit » correspondent aux valeurs successives du taux naturel de profit.

*Juin 2006* / Expliquez ce passage des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de Ricardo :

« Nous retrouvons donc ce que nous recherchions précédemment : en tous temps et en tous lieux, les profits dépendent de la quantité de travail requise sur cette terre, ou avec ce capital, qui ne rapporte pas de rente, pour fournir aux travailleurs les biens nécessaires. Les effets de l'accumulation sont donc différents selon les pays, et dépendent principalement de la fertilité de la terre. Aussi vaste qu'un pays puisse être, si la terre y est de médiocre qualité, et si l'importation des denrées alimentaires y est interdite, la moindre accumulation du capital s'accompagnera d'une importante réduction du taux de profit et d'une augmentation rapide de la rente ; par contre, dans un pays peu étendu mais fertile, dans lequel, en particulier, l'importation des vivres est libre, on peut accumuler une grande quantité de capital sans grande diminution du taux de profit, et sans que la rente de la terre n'augmente considérablement. »

*Septembre 2006* / Pourquoi, selon Adam Smith, le degré de développement de la division du travail et la proportion entre travailleurs productifs et improductifs constituent-elles les deux principaux facteurs de la richesse des nations ?

*Septembre 2007 et Juin 2014* / Avantages et limites de la division du travail chez Adam Smith.

*Juin 2008* / Expliquez ce passage de Ricardo :

« Tout au long de cet ouvrage, je tente de démontrer que le taux de profit ne peut jamais croître, si ce n'est sous l'effet d'une baisse des salaires, et que l'on ne peut avoir de baisse durable des salaires si ce n'est à la suite d'une baisse des biens nécessaires dans lesquels les salaires sont dépensés ». (*Principes de l'économie politique et de l'impôt*)

*Septembre 2011* / Prix naturel et prix courant (prix de marché) chez les classiques (vous répondez à cette question en mobilisant vos connaissances sur Smith et/ou Ricardo).

*Juin 2012* / En quoi l'analyse de l'évolution du taux de profit de David Ricardo explique-t-elle sa position vis-à-vis des *corn laws* ?

*Avril 2013* / « Le blé ne renchérit pas, parce qu'on paye une rente ; mais c'est au contraire parce que le blé est cher que l'on paye une rente. » (David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817). Expliquez et commentez ce passage de Ricardo en l'articulant à sa problématique de la tendance de l'économie vers l'état stationnaire.

*Juin 2013* / La baisse tendancielle du taux de profit est-elle liée à la saturation des débouchés ? Comparez les points de vue d'Adam Smith et de David Ricardo sur cette question.

*Mai 2015* / « Avec le progrès de la société, le prix naturel du travail a toujours tendance à augmenter, car l'une des principales marchandises qui règle ce prix tend à devenir de plus en plus cher en raison de sa plus grande difficulté de production » (*Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817)

Vous analyserez cette citation, à l'aide des connaissances acquises ce semestre.

*Juin 2017* / Quels sont les liens entre répartition du revenu et croissance selon les classiques ?

*Mai 2018* / Comment Ricardo analyse-t-il la formation du profit et son évolution sur le long terme ?

*Juin 2018* / Comment Ricardo pense-t-il les liens entre rente, salaire, profit et fixation du prix du blé ?

*Mai 2019* / Prix naturels et prix de marché selon David Ricardo

### **Sujets sur Marx**

*Septembre 2001* / Que Marx veut-il montrer lorsqu'il traite de la formule générale du capital et de sa contradiction ?

*Juin 2002* / Pourquoi, selon Marx, l'exploitation ne remet-elle pas en cause l'hypothèse selon laquelle les marchandises s'échangent à leur valeur ?

*Septembre 2002* / En quoi l'articulation valeur d'usage - valeur d'échange de la force de travail permet-elle, selon Marx, d'expliquer l'origine de la plus-value ?

*Septembre 2004* / Pourquoi, selon Marx, les travailleurs devraient-ils « effacer cette devise conservatrice : « un salaire équitable pour une journée de travail équitable », et inscrire le mot d'ordre révolutionnaire : « abolition du salariat ! » ? »

*Septembre 2006* / Commentez ce passage du *Capital* de Karl Marx :  
« La circulation de l'argent comme capital possède au contraire son but en elle-même : car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir. Le mouvement du capital n'a donc pas de limites » (Karl Marx, *Le Capital*, Livre I).

*Juin 2007* / Dans quel sens, selon Marx, la plus-value ne peut-elle pas naître dans la sphère de la circulation ?

*Septembre 2007* / Quelle est l'origine de la plus-value selon Marx ?

*Juin 2011* / Dans quel sens le concept de force de travail permet-il selon Marx de résoudre la contradiction de la formule générale du capital ?

*Septembre 2011* / Pourquoi la définition du salaire comme prix du travail est-elle un non sens selon Marx ?

*Mai 2012* / Dans quelle mesure, chez Karl Marx, la « contradiction de la formule générale du capital » n'est-elle qu'apparente ?

*Juin 2012* / « La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le *travailleur libre*, et *libre* à un double point de vue » (K. Marx, *Le Capital*, 1867)

Mettez cette citation de Marx en relation avec sa théorie de l'exploitation.

*Avril 2013* / « La valeur journalière ou hebdomadaire de la force de travail est tout à fait différente de l'exercice journalier ou hebdomadaire de cette force, tout comme la nourriture dont un cheval a besoin et le temps qu'il peut porter son cavalier sont deux choses tout à fait distinctes. » (Karl Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865). Commentez et expliquez.

*Mai 2014* / « L'accroissement de valeur par lequel l'argent doit se transformer en capital, ne peut pas provenir de cet argent lui-même ». En quoi cette citation de Marx éclaire-t-elle sa théorie sur l'origine de la plus-value ?

*Juin 2015* / L'exploitation capitaliste est-elle un vol selon Karl Marx ?

*Juin 2016* / « Notre possesseur d'argent (...) doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre à ce qu'elles valent, et cependant, à la fin, retirer plus de valeur qu'il en avait avancé (Marx, *Le Capital*, livre 1, section 2, chapitre V). Commentez cette citation de Karl Marx.

*Juin 2017* / Quels sont les enjeux de la distinction posée par Marx entre circulation marchande simple et circulation de l'argent comme capital ?

*Mai 2018* / Quelles sont les trois formes de plus-value distinguées par Marx ?

*Juin 2018* / Comment Marx distingue-t-il la circulation simple de l'argent et la circulation de l'argent comme capital ?

### **Sujets transversaux sur Marx et les classiques**

*Septembre 2001* / Commentez ce passage de Karl Marx :

« M. Ricardo évite assez ingénieusement une difficulté qui, à première vue, menace d'infirmer sa doctrine que la valeur dépend de la quantité de travail employée dans la production. Si l'on prend ce principe à la lettre, il en résulte que la valeur du travail dépend de la quantité de travail employée à le produire, — ce qui est évidemment absurde. »

*Juin 2003* / Le travail est-il une marchandise ?

A l'aide des théories économiques de Ricardo et de Marx, explicitez les enjeux de cette question.

*Septembre 2003* / « A la surface de la société bourgeoise, la rétribution du travailleur se présente comme le salaire du travail » (Karl Marx, *Le Capital*, chapitre XIX)

« Le capital n'est (...) pas seulement, comme dit Adam Smith, le pouvoir de commandement sur le travail d'autrui ; mais il est essentiellement le pouvoir de commander un travail non payé. » (Karl Marx, *Le Capital*, chapitre XVIII)

A la lumière de ces deux passages, dégagez la conception du salaire de Marx, en montrant en quoi elle s'oppose à celle des Classiques.

*Juin 2004* / « L'aiguillon puissant, le grand ressort de la production capitaliste, c'est la nécessité de faire valoir le capital ; son but déterminant, c'est la plus grande extraction possible de plus-value »

Commentez ce passage de Marx et comparez la manière dont Marx et Smith abordent le problème du développement capitaliste de la division du travail.

*Juin 2006* / Exposez la façon dont K. Marx aborde le problème de l'origine du profit et précisez en quoi K. Marx se distingue de D. Ricardo sur cette question.

*Juin 2013 et Juin 2016* / Dans quel sens la distinction de Marx entre travail et force de travail joue-t-elle un rôle majeur dans sa critique de Ricardo et dans sa théorie de l'exploitation ?

*Mai 2014* / Pourquoi le taux de profit baisse-t-il sur le long terme ? Confrontez les points de vue de Ricardo et de Marx sur cette question.

*Mai 2015* / La rémunération du travail : juste rétribution ou exploitation ? Vous répondrez à cette question en comparant les analyses de Marx et Ricardo OU John Bates Clark

*Juin 2015* / « Déterminer les lois qui règlent cette répartition [*entre les classes sociales*], voilà le principal problème en économie politique. » (*Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817)

Commentez cette citation de David Ricardo, en comparant le point de vue de ce dernier et celui de Karl Marx.

*Mai 2017* / L'accumulation du capital est-elle toujours favorable à la croissance ? Comparez les thèses des classiques et de Marx sur ce sujet ?

Mai 2019 / L'accumulation du capital est-elle un processus sans limite ? (traiter le sujet en mobilisant au moins deux auteurs)

### **Sujets sur les néoclassiques et sujets transversaux**

Juin 2001 / « La société est accusée “ d'exploiter le travail ”. “ Les travailleurs ”, dit-on, “ sont régulièrement volés de ce qu'ils produisent. Tout ceci se passe sous couvert de la loi, et via le fonctionnement naturel de la concurrence. ” Si ce chef d'accusation était justifié, tout honnête homme devrait devenir socialiste ; et son ardeur à transformer le système industriel mesurerait et exprimerait alors son sens de la justice. » (John Bates Clark, *La répartition de la richesse*)  
En vous appuyant sur cette citation, montrez en quoi le projet théorique de Clark peut être interprété comme une réponse à la théorie de l'exploitation de Marx.

Juin 2002 / Quels sont les enjeux de l'hypothèse de Clark selon laquelle non seulement le travail, mais aussi le capital, est productif.

Juin 2004 / L'intérêt des travailleurs est-il en opposition avec celui des capitalistes ? (Vous répondrez à cette question à travers les théories étudiées cette année en théorie économique)

Septembre 2004 / Le rôle de l'entrepreneur chez les classiques et les néo-classiques.

Juin 2007/ « La préoccupation (...) du système néo-classique fut avant tout d'élever les profits au même niveau de respectabilité morale que les salaires » (Joan Robinson, *Economic Philosophy*, 1962, p. 58).

A la lumière des théories de la répartition de Ricardo (ou de Marx) et de Clark, expliquez ce propos de Joan Robinson.

Juin 2008 / « Le bien-être des classes laborieuses dépend du montant qu'elles obtiennent ; mais leur attitude envers les autres classes — et, en conséquence, la stabilité de l'ordre social — dépend principalement de l'adéquation de ce montant, quel qu'il soit, avec ce qu'elles ont produit. Si elles créent une faible part de la richesse et en obtiennent la totalité, elles ne chercheront pas à faire la révolution ; mais s'il devait apparaître qu'elles n'obtiennent qu'une part de ce qu'elles produisent, un grand nombre de travailleurs deviendraient révolutionnaires, et tous auraient le droit de l'être. La société est accusée "d'exploiter le travail". Les "travailleurs", dit-on, "sont régulièrement volés de ce qu'ils produisent. Tout ceci se passe sous couvert de la loi, et via le fonctionnement naturel de la concurrence". Si ce chef d'accusation était justifié, tout honnête homme devrait devenir socialiste ; et son ardeur à transformer le système industriel mesurerait et exprimerait alors son sens de la justice. Toutefois, s'il nous faut éprouver ce chef d'accusation, nous devons pénétrer la sphère de la production. Nous devons résoudre le produit de l'industrie sociale en ses éléments, de façon à voir si l'effet naturel de la concurrence est ou n'est pas de donner à chaque producteur le montant de richesse auquel il a spécifiquement donné naissance. » (*The Distribution of Wealth*).

A partir de ce passage, expliquez ce qui oppose Marx et Clark.

Juin 2011 et Juin 2014 / En quoi la théorie de la répartition des néo-classiques répond-elle à la théorie marxiste de l'exploitation ?

*Mai 2012* / « Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers, en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. » (D. Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817)

« Nous pouvons maintenant présenter la thèse plus générale — à prouver ultérieurement — selon laquelle *lorsque les lois naturelles ont cours*, (...) la libre concurrence tend à donner au travail ce que crée le travail, aux capitalistes ce que crée le capital » (J-B. Clark, *La répartition de la richesse*, 1899)

Montrez, sur la base de ces deux citations, en quoi l'analyse de la répartition de Clark s'oppose à celle de Ricardo.

*Mai 2015* / La rémunération du travail : juste rétribution ou exploitation ? Vous répondrez à cette question en comparant les analyses de Marx et Ricardo OU John Bates Clark

*Mai 2017* / Le profit est-il un résidu ? Comparez les thèses de Ricardo et Clark sur ce sujet.

## Bibliographie

### Sources primaires :

- Adam Smith, *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, 1776.
- David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817.
- Karl Marx, *Le capital*. Livre 1, 1867.

Ces ouvrages existent en livre de poche dans des éditions peu coûteuses (Garnier-Flammarion pour Smith et Ricardo, Folio et Champs Flammarion pour Marx). Ils sont également, comme beaucoup d'autres, disponibles en téléchargement libre sur le site de l'Université de Chicoutimi (Québec) : <http://classiques.uqac.ca/classiques/>

Vous en trouverez enfin les extraits importants en rapport avec le cours dans cette brochure de TD (à lire en priorité).

### Sources secondaires / manuels :

- Jean Dellemotte, *Histoire des idées économiques*, Paris, collection Aide-mémoire, Dunod.
- Samuel Ferey & Sylvie Rivot (dir.), *Histoire de la pensée économique*, Pearson.
- Françoise Dubœuf, *Introduction aux théories économiques*, Paris, collection Repères, La Découverte.
- Jean Boncoeur & Hervé Thouément, *Histoire des idées économiques, tome 1. De Platon à Marx*, Paris, Circa, Armand Colin.
- Ghislain Deleplace, *Histoire de la pensée économique*, Paris, Dunod.
- Henri Denis, *Histoire de la pensée économique*, Paris, Presses Universitaires de France (niveau plus avancé).
- Francisco Vergara, *Les fondements philosophiques du libéralisme*, Paris, La Découverte.

